



EDMOND BOUCHÉ DE BELLE

LA

MACÉDOINE

LES MACÉDONIENS

LA MACÉDOINE

ET

LES MACÉDONIENS



LIBRAIRIE ARMAND COLIN

101 Boulevard Saint-Michel, PARIS

1911

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays

EDMOND BOUCHIÉ DE BELLE

LA
MACÉDOINE
ET
LES MACÉDONIENS

Préface de JACQUES BAINVILLE



LIBRAIRIE ARMAND COLIN

103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

1922

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

HT
B7544ma

581786

14.4.54

A LA MÉMOIRE D'EDMOND BOUCHIÉ DE BELLE

Comme pour tant de Français, c'est en plein bonheur que la mobilisation d'août 1914 surprit Edmond Bouchié de Belle. Joies de la famille et du foyer puisées près d'une femme aimée et de ses quatre enfants, joies plus intimes encore provenant de la culture d'un esprit particulièrement élevé, de la conscience du devoir toujours accompli, de l'affection et de l'estime de tous ceux qui l'approchaient, il les goûtait et il en était digne.

Né au Vésinet, le 23 août 1878, il fit de fortes études classiques au Lycée Condorcet et passa son doctorat en droit. La carrière juridique semblait pour lui indiquée près d'un père alors avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation. Il la quitta, néanmoins, pour préparer le concours de la Cour des Comptes où il fut reçu premier en 1904.

Désormais, sa voie était tracée. En 1912 il était nommé Conseiller référendaire. Les paroles élogieuses avec lesquelles M. le Procureur général Maurice Bloch saluait sa mémoire à la séance d'ouverture de la Cour des Comptes du 8 février 1919, témoignent de l'estime dont il jouissait et des regrets qu'il a laissés parmi les membres de cette haute juridiction.

Doué d'un remarquable don d'assimilation, il lisait vite et beaucoup, s'imprégnait rapidement de l'ouvrage et, avec un sens critique sûr, savait apprécier l'auteur et son œuvre. C'est ainsi qu'il s'essaya

dans quelques études littéraires ; il aborda même les questions sociales et économiques et fit sur le Play une étude qui fut remarquée. La guerre devait lui fournir d'autres champs d'expérience pour exercer ses heureuses facultés d'observation et de réflexion, mais aussi pour mettre en relief le fonds de sa nature portée à faire toujours plus que le devoir immédiat et nécessaire.

Son titre de conseiller référendaire lui réservait les fonctions de payeur particulier aux armées. Si l'on pense à l'énorme mouvement de fonds et aux multiples rouages entraînés par les différents services de l'Administration militaire, on appréciera la somme de travail et la responsabilité qu'un tel poste nécessitait. Il le remplit sur divers fronts français, non seulement avec une conscience impeccable, mais en exposant bien des fois sa vie, dans la Somme, en Champagne et dans la région de Verdun où il eut sa première citation, à Douaumont. Toutefois ce travail administratif, quoique souvent périlleux, ne lui paraissait pas suffisant pour accomplir le devoir patriotique tel qu'il le comprenait. Il rendit ses quatre galons de payeur particulier, pour entrer dans l'infanterie avec les galons de lieutenant de réserve. Mais le Ministère des Finances, qui avait apprécié ses qualités et sa compétence, insista pour qu'il reprît son poste de payeur.

C'est alors qu'il demanda à remplir sa mission sur un front, à cette époque, plus mouvementé et plus exposé, et qu'il partit le 14 décembre 1916 pour Salonique où il fût bientôt attaché au Quartier Général de l'armée d'Orient.



L'Orient ! Edmond Bouchié de Belle le connaissait par ses lectures classiques et modernes. Il était imprégné d'Hellénisme avant de mettre les pieds sur ces rives aimées des dieux, avant de pénétrer sur ces terres où la beauté des sites et les vestiges de l'art ancien entretiennent des souvenirs immortels. Mais il voulut se dégager de l'emprise du passé pour observer le présent.

Hélas ! c'était souvent un présent douloureux qui s'offrait à son observation. Les préoccupations stratégiques d'alors, le jeu des combinaisons politiques devaient avoir sur ses études un contre-coup naturel. S'il avait pu lui-même, après la paix signée, relire ces pages où il avait condensé tant de renseignements précieux et d'ordres si divers, certaines de ses réflexions auraient sans doute été modifiées. Dieu ne l'a pas permis.

Il resta d'abord six mois dans la boucle de la Cerna. Sur place, il put puiser une documentation des plus intéressantes ; puis il suivit l'armée sur le lac Ostrovo, à Florina, à Monastir, et au cours de cette avance foudroyante de fin septembre à octobre 1918, où les troupes alliées poursuivirent leurs adversaires désemparés, mais en faisant des efforts surhumains dans un pays épuisé et sans ressources. C'est ainsi qu'il passa à Prilep et atteignit Uskub, où, à bout de forces, mais refusant de se faire évacuer, voulant remplir son devoir jusqu'à la mort, il succomba le 23 octobre 1918.

L'armistice avait fait résonner les cloches des plus

IV A LA MÉMOIRE D'EDMOND BOUCHIÉ DE BELLE

petits villages français. C'était le réveil après un épouvantable cauchemar, l'espoir d'un renouveau, l'horizon qui s'éclairait : la vie reprenait et la joie remontait dans les cœurs. Qu'elles furent douloureuses ces dernières morts dans l'allégresse nationale !

Les êtres chers qui pleurent Edmond Bouchié de Belle ont recueilli avec un soin pieux les dernières pages écrites de sa main. Ils ont respecté l'ordre de son travail et les considérations générales qui, aujourd'hui, peuvent paraître déjà vieilles, mais qui témoignaient alors d'une singulière lucidité d'esprit.

C'est en se reportant à ces années 1916 à 1918, qu'il faut lire ces études et méditer sur ces réflexions. Quant aux observations saisies au vol, aux esquisses de mœurs et de physionomies, aux peintures des sites traversés, elles conservent toute leur saveur de choses vues et reproduites par une plume fidèle qui ne déforme pas le sujet.

La partie documentaire du travail d'Edmond Bouchié de Belle restera une source de renseignements agricoles, économiques, sociaux, politiques, d'autant plus précieux à consulter qu'ils ont été amassés sur place. Sa merveilleuse mémoire et son acquit littéraire et historique lui permirent seulement d'assimiler et de coordonner, au cours de ses étapes, les éléments recueillis qui font de son histoire de la Macédoine l'une des études les plus fouillées et les plus sincères qui existent sur ce pays.

E. DEDÉ,

*Avocat au Conseil d'État
et à la Cour de Cassation.*

PRÉFACE

Voici une étude sur la Macédoine dont les dernières pages sont antérieures à l'armistice. Aucune des observations, aucune des conclusions n'en a bougé. Qu'on lise le livre de M. Ed. Bouchié de Belle. Ecrit quand le sort de la guerre était encore incertain, quand nul ne pouvait prévoir ce que seraient les traités, l'intérêt en est resté aussi vif. Le nouvel état de l'Europe Centrale l'a laissé aussi juste, aussi utile, aussi actuel. Car le problème macédonien n'est ni d'aujourd'hui, ni d'hier.

Ce livre est de ceux qui donnent au lecteur le plaisir d'une analyse bien conduite. La question macédonienne est complexe : M. Bouchié de Belle a réussi à rendre claires et sensibles ces complexités fondamentales. Il excelle à marquer le caractère des nationalités en présence, à peindre leurs mœurs et à démêler leurs inté-

rêts. En même temps, son étude de la situation économique de la Macédoine met en pleine lumière les conditions de sa prospérité. A chaque instant, on y a l'impression très vive du contact avec les faits. C'est assez dire que M. Bouchié de Belle s'est gardé de ces simplifications sommaires qui sont des tromperies. Il n'a même pas eu à se défendre contre le principe des nationalités : il lui a suffi de regarder pour voir que ce principe était plus particulièrement inapplicable aux populations macédonniennes et qu'il fallait chercher autre chose.

La Macédoine n'est pas isolée. Les Etats voisins y ont des intérêts et les grandes puissances aussi. M. Bouchié de Belle nous a donné un excellent exposé de la situation politique telle qu'elle se présentait en 1918. Depuis lors, un fait considérable s'est produit : le démembrement de la monarchie austro-hongroise. Et sans doute le danger d'une mainmise germanique sur les Balkans est moins pressant aujourd'hui que ne peut l'être le rattachement des Allemands d'Autriche à l'Allemagne. Mais est-on sûr que

l'ancien péril soit écarté pour toujours? D'autre part, les convoitises des pays voisins sont demeurées les mêmes. Toutes ces questions ont donc gardé le caractère d'actualité qu'elles avaient il y a trois ans.

Nous n'avons pas connu M. Edmond Bouchié de Belle. La force et la justesse de ses analyses nous le font regretter davantage. Elles nous font regretter aussi qu'il n'ait pu appliquer son lucide et vigoureux esprit aux nouvelles difficultés de la question macédonienne. M. Bouchié de Belle est mort pour la France, et c'est une magnifique intelligence perdue. Comme sa vie, il l'avait mise au service de son pays. Il nous aura du moins laissé ce livre et il faut remercier sa famille de le publier. Pour notre part, nous la remercions de nous avoir fait l'honneur de nous charger de le présenter au public.

Cet ouvrage restera. C'est un document de premier ordre et il sera toujours consulté avec fruit. La guerre, qui a changé bien des choses, n'a pas changé la géographie. Et c'est en histoire surtout, et en politique, qu'il est vrai de

dire qu'il n'y a pas de commencement absolu. La Macédoine a derrière elle un long passé. Elle ne cessera pas non plus de préoccuper l'Europe. Cette étude complète et approfondie devra servir de guide à ceux qui auront un jour à décider encore une fois de ses destinées.

JACQUES BAINVILLE.



INTRODUCTION

LA QUESTION MACÉDONIENNE SES DONNÉES — SON HISTOIRE

Le nom de Macédoine désigne une région dont les limites sont assez incertaines (1) et qui depuis des siècles a cessé d'être une unité politique. Mais deux caractères essentiels ont valu à ce pays sa renommée, faisant à la fois sa grandeur et sa misère.

Sa position d'abord. La Macédoine est ou peut être la tête d'étapes de très grandes routes mondiales. De Belgrade par Nisch, Uskub et la val-

(1) Cette incertitude s'applique surtout aux frontières du Nord. L'opinion courante est que la Macédoine s'étend dans cette direction jusqu'au Kara Dagh et au Kara Plana, au delà desquels commence la Vieille-Serbie.

Les autres limites sont :

Au Nord-Est, la chaîne du Rhodope ; à l'Est, la Maritza ; au Sud, la mer Egée (de l'embouchure de la Maritza au massif de l'Olympe), les montagnes de la rive droite de la Vistrica ; à l'ouest, les monts d'Albanie.

lée du Vardar, descend vers le golfe Thermaïque un chemin rapide de l'Europe centrale à l'Orient méditerranéen. Une voie ferrée le suit actuellement jusqu'au bout (1).

La descente pourrait se faire aussi à travers la Bosnie et le Novi-Bazar si le chemin de fer rattachait Mitrovitza à Serajevo.

Une autre route très ancienne reliait autrefois Durazzo à Byzance, par l'Albanie et la Macédoine. C'était la fameuse *via Egnatia* des Romains dont ni les âges ni les Turcs n'ont entièrement effacé les nobles ruines ; un vieil arc dédié à Galère marque encore son passage à travers Salonique ; une chaussée turque, maintenant restaurée, et un chemin de fer la remplacent de Constantinople à Monastir. Puis, jusqu'à l'Adriatique, à travers l'anarchique Albanie, c'étaient jusqu'en 1916 de mauvaises pistes auxquelles la guerre actuelle a substitué, de part et d'autre du front, des routes militaires. Quel-

(1) A Nisch s'embranché une autre route qui, par le grand couloir de Sofia, Philippoli, Andrinople, atteint Constantinople.

ques années d'ordre européen et balkanique à peu près stable suffiraient sans doute pour que renaisse, dans une splendeur modernisée, l'ancienne voie impériale. Continué par les grandes routes italiennes, elle formerait un passage direct de l'Occident à l'Orient.

Ce carrefour de voies terrestres est aussi un centre de rayonnement sur les routes de mer. A travers l'Egée, Salonique est très près des côtes d'Asie Mineure, peu éloignée de celles d'Egypte et de Syrie. La position du port macédonien vaut presque, en importance, celle de Constantinople ou de Suez. Si elle garde moins étroitement des passages illustres, elle a l'avantage, étant à l'Ouest des deux autres, de les commander dans une certaine mesure. Par elle, peut s'exercer une véritable maîtrise sur la Méditerranée orientale et sur les chemins d'Asie.

Le second trait qui fait de la Macédoine un lieu célèbre est d'être le champ clos de races et de religions fort diverses. Après que les Yougo-Slaves eurent, pour s'y répandre, crevé les frontières affaiblies de l'Empire grec, arriva du fond

de l'Asie la horde tartaro-bulgare ; puis déferla le flot turc ; dans les montagnes s'accrochent de petits groupes compacts, des Valaques, issus dit-on des anciens colons de Trajan ; au xvi^e siècle, une colonie de Juifs chassés d'Espagne, s'installe à Salonique ; aux confins occidentaux, viennent battre les Albanais, les uns catholiques, les autres passés à l'Islam ; et ces races ne sont pas confondues, elles demeurent distinctes et hostiles (1).

De ce double caractère de la Macédoine est issue toute la question macédonienne. Ces régions si bien placées, sont nécessairement fort convoitées, et la bigarrure de leur peuplement donne aux diverses convoitises des motifs plausibles. Il s'agit donc de savoir à qui elles doivent appartenir. Il s'agit aussi de tirer de l'anarchie les races entre-choquées qui les habitent

(1) Sans doute, de nombreux mélanges ont eu lieu entre les populations balkaniques, mais n'ont en général pas atténué les rivalités ethniques qu'entretiennent la différence des langues et des religions. Un Turc, par exemple, n'est pas moins profondément turc parce qu'il a du sang hellène ou slave dans les veines.

pour établir entre elles un ordre politique et économique.



Le régime turc, pendant quatre siècles, a résolu le problème d'une façon simple et brutale. Le Musulman régnant en Macédoine, ne s'occupe des populations chrétiennes que pour recevoir leurs tributs, réprimer leurs révoltes et les maintenir divisées entre elles. Lorsque l'Empire ottoman commença de chanceler, la Porte sut profiter longtemps encore de la division des Etats européens, les uns aspirant à l'héritage, les autres ne voulant pas qu'un rival s'enrichît. Au cours du xix^e siècle, alors que sont libérées successivement la Serbie, la Grèce, la Roumanie, le cœur de la Turquie d'Europe reste ainsi au pouvoir des Sultans.

Les plus anciennes convoitises viennent de la Russie.

Celle-ci, depuis Pierre le Grand, cherche à briser la barrière turque pour atteindre la Méditerranée. Elle s'appuie sur les éléments chrétiens

des Balkans, surtout sur l'élément bulgare que ses émissaires galvanisent et organisent.

A ces ambitions s'opposent la politique anglaise et française. La descente russe vers la Méditerranée, c'est la route d'Orient aux mains d'une puissance formidable qui la peut barrer. L'Angleterre trouve là une raison suffisante pour soutenir le Turc de toutes ses forces. La France, plus généreuse, allie à cette politique d'intégrité ottomane une protection effective des chrétiens d'Orient, et des projets de régénération de l'Islam.

Le traité de Paris (1856) à la suite de la guerre de Crimée, marque le triomphe des deux puissances d'équilibre, garantit à la Porte la conservation de son Empire, interdit même aux Russes tous armements dans la mer Noire.

Mais, après 1870, la Russie profite de la défaite française pour reprendre sa politique impérialiste. A la Conférence de Londres, elle obtient la suppression de la neutralité de la mer Noire et y lance ses flottes ; elle relève Sébastopol ; surtout elle entretient dans les Bal-

kans une propagande intense qu'elle se propose d'appuyer par les armes à la première occasion.

Une autre puissance de convoitise se dresse pourtant en face d'elle : l'Autriche, que Bismarck, pour lui faire oublier Sadowa, lance dans les entreprises orientales. Mais le gouvernement de Vienne n'entre dans cette voie que mollement, et, lorsqu'elle juge venu le moment d'agir, la Russie obtient assez facilement sa neutralité en lui reconnaissant le droit d'occuper la Bosnie-Herzégovine.

L'Angleterre, isolée dans sa politique, ne peut empêcher la guerre russo-turque qui, en 1878, aboutit au traité de San Stephano. Celui-ci brisait l'Empire européen du Sultan, créait une grande Bulgarie s'étendant jusqu'à l'Egée et comprenant en particulier tous les territoires macédoniens. Le gouvernement britannique intervint alors et trouva un appui aussi inattendu que formidable dans l'Allemagne. Celle-ci avait affecté d'abord de se désintéresser de la question et montré envers la Russie une neutralité bienveillante. Brusquement, son atti-

tude change. Bismarck, d'accord avec Beaconsfield mène les vainqueurs de Plewna au Congrès de Berlin où leur œuvre est à peu près anéantie (1878). La Bulgarie est resserrée entre le Danube et les Balkans. Des Balkans au Rhodope se constitue la province autonome de Roumélie Orientale (1). Quant à la Macédoine, elle retombe sous le régime ottoman. Seulement, par l'article 23 du traité, les puissances signataires s'engagent à procurer aux populations chrétiennes les réformes nécessaires à leur sécurité et à leur développement.

★★

Tel est le statut macédonien qui va durer près de trente-cinq ans (2). Dans l'esprit des diplomates anglais il répondait à un double objet : maintenir dans les Balkans un état assez fort pour résister aux visées impérialistes des grandes puissances, pas assez pour aspirer lui-

(1) Réunie à la Bulgarie en 1885, à la suite d'une insurrection.

(2) De 1878 à 1913.

même à une hégémonie orientale ; assurer en même temps aux Macédoniens une condition supportable. Attente qui, le traité à peine signé, se trouve déçue. L'Allemagne s'était posée, aux côtés de l'Angleterre, en champion de l'intégrité ottomane. De fait, elle continue de jouer ce rôle, mais pour des motifs bien différents de ceux de son alliée. Si elle défend le Turc, ce n'est pas pour éviter sur ses territoires la mainmise d'un grand Etat quelconque, mais pour qu'ils tombent au contraire sous la domination germanique. L'Empire des sultans lui apparaît un champ d'expansion magnifique. Si elle ne veut pas un dépeçage, c'est qu'elle prétend un jour l'absorber tout entier. Elle a l'espoir secret de convertir peu à peu en protectorat l'aide efficace qu'elle lui accorde.

L'Angleterre a vite deviné les appétits du nouveau et terrible convive et, du coup, renverse complètement sa politique. Elle pousse à la dislocation de la Turquie avec toute l'énergie qu'elle mettait autrefois à défendre son intégrité. Puisque la Porte ne sait pas garder ses

domaines contre l'Allemagne, il faut donner ceux-ci à de nouveaux maîtres qui les sauront mieux protéger. La dislocation est également souhaitée par l'Italie, que tentent certains morceaux. Les ambitions romaines s'appliquent d'ailleurs plus aux rives de l'Adriatique et de la Méditerranée orientale qu'au cœur même des Balkans.

Des deux puissances que le traité de Berlin appelle « directement intéressées », l'Autriche et la Russie, la première n'a pas encore inféodé complètement sa politique à celle de Berlin. Son succès en Bosnie-Herzégovine l'a sans doute mise en goût de conquêtes, mais elle procède avec prudence et pour intervenir, prétend s'appuyer sur les populations chrétiennes, non sur l'amitié ottomane. Quant à la Russie, sa déception a été immense, sa rancune contre l'Allemagne formidable ; pour accroître son amertume, la Bulgarie, qu'elle vient d'affranchir, s'est retournée contre elle, et, dans sa hâte de s'affirmer indépendante, paie sa bienfaitrice de la plus noire ingratitude. La Russie ronge donc

son frein et suit les événements en guettant l'occasion d'une revanche.

Le traité de Berlin consacrait, en somme, le système politique soutenu par la France depuis François I^{er} : autonomie et intégrité de l'Empire ottoman, protection et garanties aux chrétiens. Ce système avait pour nous le double avantage d'assurer l'équilibre oriental et de profiter à notre influence. A la différence de l'Angleterre, pour qui importait peu le maître des Balkans, du moment qu'il jouait son rôle de gardien international, la France devait spécialement souhaiter que ce maître fût le sultan. Aucun Etat chrétien ne pouvait, en effet, lui donner les privilèges dont, sur ses terres, l'avait gratifiée le Grand Seigneur. Une seule chose était à craindre : la progression de l'influence allemande, sa substitution à la nôtre. Mais, jusqu'au début du xx^e siècle, ce péril n'apparut pas si pressant que semblait le craindre l'Angleterre.

De fait, la France fut peut-être le seul Etat qui voulut l'exécution loyale du traité ; seulement

ses moyens d'action étaient assez limités. Le contrôle des réformes promises par l'article 23 avait été attribué à la Russie et à l'Autriche ; de plus, depuis 1870, l'attention française se détournait des affaires du Levant : le souci de ses frontières de l'Est, la fondation d'un immense empire colonial l'absorbaient ; si elle suivait les questions orientales, c'était en quelque sorte par acquit de conscience, pour ne pas renier le passé, ni sacrifier de gaieté le cœur, une situation acquise. Aussi notre politique se montrait-elle surtout médiatrice et temporisatrice. Elle s'efforçait d'aplanir les difficultés tout en laissant le fond des choses en état. Entre le gouvernement de Constantinople, les populations chrétiennes et les Etats européens, elle faisait un perpétuel appel à la conciliation.

Les six nations qui, ensemble, déclarèrent former l'Europe se partagèrent donc sur les questions balkaniques, en deux groupes. Le premier, à tendances impérialistes, comprenait l'Allemagne, l'Autriche, la Russie, et dans une certaine mesure, l'Italie. L'Angleterre et la France, sou-

cieuses avant tout d'équilibre, formaient le second. Il eût paru logique que les puissances d'équilibre s'alliassent aux puissances de convoitise les moins fortes, pour faire échec à la plus à craindre : l'Allemagne. Cette répartition de forces ne se produisit pas pour deux causes. D'abord, parce que des Etats, poursuivant au fond les mêmes buts, prétendaient y arriver par des moyens différents : La France voulait l'équilibre en maintenant l'empire turc, l'Angleterre en le disloquant. D'autre part, la politique orientale de chaque puissance devait se subordonner à sa politique générale qui parfois contrariait la première. L'Italie, par exemple, dont les convoitises se heurtaient sur les rivages ottomans à celles de l'Allemagne et de l'Autriche, ne devait pas oublier qu'elle faisait partie de la Triplice. Les Anglais étaient rivaux des Allemands en Turquie, mais sur d'autres points du monde rivaux des Russes. C'est du reste cet enchevêtrement des situations, qui assura si longtemps le maintien du traité de Berlin. S'il n'eût dépendu que des grands Etats, la Macé-

doine aurait même eu de fortes chances de rester indéfiniment turque.

Mais veillaient, en attendant leur heure, les petites nations balkaniques, Grèce, Serbie, Bulgarie, bien faibles encore, la dernière à peine née, mais dont les convoitises sont ouvertes aussi sur la riche proie, convoitises qui, à première vue, semblent extravagantes. Aucun des trois Etats balkaniques n'était assez fort pour se mesurer seul avec la Turquie ; la Grèce en fit, en 1897, la cruelle expérience. D'autre part, chacun se trouvant avoir des « frères de race » dans toute la Macédoine, revendiquait celle-ci tout entière, il se heurtait donc fatalement aux prétentions des deux autres. Enfin, il avait à craindre toutes les grandes puissances intéressées dans la question : ou bien elles lui seraient franchement hostiles, ou bien elles exigeraient pour prix de leur concours une vassalité déguisée. C'était cette dernière situation qu'avait connue la Bulgarie vis-à-vis de la Russie et contre laquelle s'étaient levés les efforts d'Alexandre de Battenberg et ceux de Stambouloff.

Ces obstacles ne décourageaient pourtant pas les Balkaniques. Avec une inlassable patience, ils épiaient l'occasion d'intervenir et surtout ils entretenaient soigneusement le motif éventuel de cette intervention : l'anarchie macédonienne.

Celle-ci était assez complète. Si, à la vérité, le gouvernement turc ne se montrait pas la machine d'oppression qu'on s'est plu à imaginer, il avait du moins un grand tort, celui de ne pas gouverner. Ce qu'il appelait de ce nom, c'était exclusivement percevoir des impôts ; ceux-ci n'étaient pas exagérés dans leur ensemble, mais le souci de leur répartition troublait fort peu les fonctionnaires de Sa Hautesse ; on trouvait tout naturel qu'ils fussent payés par ceux qui savaient le moins les éviter. En échange de ces contributions, il n'était pas alloué aux Macédoniens le moindre service public : pas de routes, pas de ponts, pas d'écoles, pas de sécurité. La tolérance turque s'appliquait à toutes les industries, y compris celle de dépouil-

ler son semblable. Or c'était là le moyen d'existence propre aux Albanais.

Ajoutez à cela les luttes de trois nationalismes chrétiens ennemis : Le Grec, le Bulgare, le Serbe, usant de tous les moyens de propagande : l'église, l'école, et même la bombe. Quant aux réformes promises par l'article 23 du traité, elles n'étaient pas même ébauchées. La Russie et l'Autriche, chargées d'en surveiller l'application, donnaient au Sultan de platoniques conseils auxquels il était répondu par de platoniques promesses.



C'est à partir du début du xx^e siècle que l'ordre balkanique établi par le traité de Berlin commence à chanceler. Une série d'événements se déclanche, et leur enchaînement implacable amène peu à peu sa ruine.

En 1902, la propagande bulgare, dont l'action méthodique s'étend de jour en jour, allume en Macédoine une formidable insurrection. Les

Turcs la répriment à leur manière, qui est assez brutale. Mais ils vont au-devant d'une intervention européenne en proposant à la Russie et à l'Autriche un programme de réformes.

Ce programme, avec de fortes additions, est adopté par François-Joseph et Nicolas II dans leur entrevue de Mursteg, le 3 octobre 1903. Ils confient l'exécution des réformes à un inspecteur général turc, assisté et contrôlé par deux agents civils : l'un russe et l'autre autrichien. Des officiers européens doivent réorganiser la gendarmerie ; des conseillers financiers, le budget et les impôts.

Ce déploiement de fonctionnaires n'aboutit à rien. L'inspecteur général Hilmi Pacha et les autorités turques jugent vite abusive l'intervention des agents civils, et le désaccord survient. Il monte à tel point qu'en 1905, pour forcer la main à la Turquie, une escadre internationale saisit les douanes de Lemnos et de Mytilène.

Le désordre cependant s'accroît en Macédoine. Les menées bulgares l'excitent, et, pour leur

faire pièce, se produisent des menées grecques et serbes. Le malheureux pays est toujours à feu et à sang.

L'Europe comprend alors qu'une liquidation de la question va s'imposer, et chaque Etat prend des mesures pour en tirer le moins de désavantages possibles. De grands changements se sont d'ailleurs produits dans les rapports internationaux. L'action allemande se montre dans tout l'Orient turc de plus en plus pénétrante et dominatrice. Le « *Drang nach Osten* » s'affirme. Menacée par les agitations yougo-slaves, inquiète du réveil national qui suit, en Serbie, le retour des Karageorgevich, l'Autriche pousse dans les Balkans une politique nettement impérialiste qu'elle lie à celle de l'Allemagne. A travers une Yougo-Slavie soumise ou réduite à l'impuissance, elle prétend mettre la main sur Salonique. Comme travaux d'approche, elle s'efforce à travers le Sandjak de Novi-Bazar, de rattacher les voies ferrées de Bosnie à la grande ligne du Vardar.

D'autre part, l'Angleterre est sortie de son

isolement et s'est rapprochée de la France, puis, après la guerre de Mandchourie (1905), de la Russie ; ces trois Etats prétendent faire échec, dans les Balkans comme ailleurs, au pangermanisme. Le moyen, pour y parvenir, leur paraît être d'insister sur la politique d'intervention prévue à Mursterg. En faisant vivre en Macédoine des institutions contrôlées par l'Europe, ils espèrent donner peu à peu au pays une autonomie complète que couronnera quelque jour l'établissement d'un gouverneur général chrétien. La création d'un vaste réseau de voies ferrées en fera, d'autre part, un grand centre de relations internationales. Tel est le plan sur lequel s'accordent, à Revel, en avril 1908, le tsar et le roi Edouard VII.

Le nationalisme turc s'émeut et provoque la révolution de 1908, qui remet tout en jeu et semble devoir résoudre la question dans le sens de l'intégrité de l'empire. Elle affranchit tous les chrétiens, en fait, au même titre que les Musulmans, les citoyens d'un Etat libre, d'un Etat à la manière d'Occident. Ils ne peuvent

plus se dire opprimés, et l'intervention européenne n'aura plus de raison d'être.

Cet espoir s'évanouit vite. Le gouvernement jeune-turc se montre aussi impuissant que l'ancien à faire cesser l'anarchie. Il en amène même une nouvelle cause qui est la discorde entre Musulmans. Tandis que ceux-ci discutent dans les assemblées, des bandes armées ravagent le pays. Le plus clair bénéfice retiré par les Chrétiens du nouveau régime est d'être astreints comme les Musulmans au service militaire. Les Etats balkaniques, sentant que la pacification de la Macédoine serait un coup mortel à leurs prétentions, s'ingénient à entretenir le désordre. Les émissaires bulgares prodiguent les bombes, et les représailles s'ensuivent. Les Albanais multiplient les incursions et les massacres.

C'est alors que les pays balkaniques voient la possibilité d'une action hardie et décisive. L'année 1912 leur en offre l'occasion. L'anarchie est à son comble ; la guerre de Tripolitaine vient d'affaiblir la Turquie. Il faut d'autre part se hâter, car les Jeunes-Turcs désemparés se

sont livrés à l'Allemagne, et c'est celle-ci qui, sous leur nom, sera bientôt maîtresse des Balkans.

Bulgares, Serbes et Grecs réalisent alors ce prodige d'oublier leurs haines séculaires, leurs intérêts opposés pour s'allier contre la Porte. En mars 1912, la Bulgarie et la Serbie signent une convention militaire prévoyant une action commune et le partage éventuel des accroissements territoriaux qui peuvent en résulter (1). Un autre traité lie la Bulgarie à la Grèce, au mois de juin suivant, mais sans régler l'attribution des régions à conquérir.

Cette alliance s'est conclue sous l'œil bienveillant de l'entente franco-anglaise et sous le

(1) Ce projet de partage avait naturellement donné lieu à de laborieuses négociations. La Bulgarie avait d'abord essayé de faire prévaloir l'idée de l'autonomie macédonienne. Elle y avait renoncé devant la résistance de la Serbie et la nécessité de conclure l'alliance le plus rapidement possible. Les territoires macédoniens furent donc, par le traité, répartis en trois zones : la première (vieille Serbie) était dévolue sans conteste aux Serbes. L'attribution de la seconde (région d'Uskub) devait, à défaut d'accord amiable, être soumise à l'arbitrage de l'empereur de Russie. Enfin, tout le reste de la Macédoine était laissé par les Serbes aux Bulgares, sauf à ceux-ci à s'entendre avec les Grecs.

patronage direct de la Russie. Puisque les projets d'autonomie macédonienne ont échoué, puisque le maintien en Europe d'une Turquie indépendante et régénérée se trouve impossible, ne peut-on pas espérer qu'une fédération des petits Etats chrétiens sera contre le *Drang nach Osten* la meilleure barrière ? Le principe « les Balkans aux Balkaniques » ne s'accorde-t-il pas aussi avec les nécessités de l'équilibre oriental ?

Quand le 30 septembre 1912, par une mobilisation brusque et simultanée, les nouveaux alliés, auxquels s'était joint le Montenegro, manifestèrent contre la Turquie des desseins d'agression immédiate, et que l'Autriche fit un suprême effort pour le maintien du traité de Berlin, aucune puissance européenne n'osa pourtant refuser de s'associer à cet effort. Avant de laisser s'ouvrir la voie sanglante dont le terme était inconnu, il y eut une hésitation. Des réformes furent demandées à la Turquie en vertu du fameux article 23 ; on invita les Balkaniques à rester en paix ; on les prévint qu'une

guerre « n'apporterait aucune modification au *statu quo* territorial de l'Europe. » Les Balkaniques passèrent outre. Le 12 octobre 1912, ils adressèrent au gouvernement turc une note si comminatoire, que ce dernier poussé à bout déclara la guerre le 17 octobre. Le sort de la Turquie d'Europe fut vite réglé : Au bout de quelques semaines les Alliés l'eurent presque entièrement conquise, et la Porte demanda la Paix.

Devant ces succès, l'Europe s'inclina. L'Entente ne cacha pas ses sympathies aux vainqueurs. En novembre 1912, le ministre russe Sazonoff déclarait que la « partie de la Turquie d'Europe conquise par les alliés devait, en vertu du droit d'occupation, être soumise à un partage amiable entre eux. C'est de cette manière seulement qu'on pourrait assurer une paix durable dans les Balkans ». Le malheur est que ce partage amiable n'eut pas lieu. La paix n'était pas encore signée avec la Turquie qu'un conflit violent opposait, dans l'attribution de ses dépouilles, la Bulgarie à la Serbie et à la Grèce.

Le traité serbo-bulgare réglait pourtant cette attribution. Mais l'intervention des empires du Centre et de l'Italie ayant refusé aux Serbes tout débouché sur l'Adriatique, ceux-ci prétendirent à des compensations en Macédoine. Selon eux, d'ailleurs, il n'était pas possible de prévoir au moment de l'accord, l'étendue des accroissements qu'allait réaliser la Bulgarie en Thrace et dans la région d'Andrinople. Laisser ces accroissements sans contre-partie, c'était rompre l'équilibre entre les deux Etats et de façon d'autant plus injuste que les armées serbes avaient largement contribué aux conquêtes communes. La Serbie demandait donc la revision du traité de 1912. A cela les Bulgares répondaient que ce dernier ayant un objet bien déterminé, des faits étrangers à cet objet ne devaient pas modifier son exécution.

Aucun partage du territoire n'était prévu avec la Grèce. Elle réclamait toute la Macédoine méridionale et la Bulgarie estimait ce butin tout à fait disproportionné aux efforts donnés par l'armée hellène. Apre et vive discussion,

que la paix signée avec la Turquie (30 mai 1913) ne fit qu'envenimer. La Russie offrit son arbitrage prévu par la convention bulgaro-serbe. A grand'peine, il venait d'être accepté par les trois Etats rivaux, quand, brusquement, le 16/29 juin, les troupes bulgares attaquèrent les armées alliées. Une seconde guerre éclata qui aboutit à la victoire complète des Serbo-Grecs auxquels s'étaient joints les Roumains. La Bulgarie dut accepter le 10 octobre, par le traité de Bucarest, un partage qui donnait à ses rivales la plus grande partie de la Macédoine, ne lui laissant que les bassins de la Struma et de la Strumica, ainsi qu'une petite étendue de côte sur l'Egée. En même temps les Turcs reprenaient Andrinople.

La rupture de l'alliance balkanique ruinait toutes les espérances conçues par l'Entente d'un solide équilibre oriental. La Bulgarie, blessée dans ses ambitions les plus chères, ne devait chercher que l'occasion d'une revanche, et allait être dans la péninsule un terrible élément de trouble. Par là tous les espoirs germaniques

pouvaient renaître. En exploitant la division des successeurs des Turcs, la marche de l'Allemagne et de l'Autriche vers l'Egée était facile.

Quand la Grande Guerre fut déchaînée, l'Entente comprit qu'un de ses objectifs les plus importants devait être d'empêcher cette marche, de barrer les routes au « Drang ». Elle essaya donc de reconstituer l'Alliance balkanique. Un rapprochement fut tenté entre la Bulgarie et la Serbie moyennant des sacrifices de la part de la seconde. On sait à quel mécompte aboutit cette tentative. En octobre 1915, la Bulgarie se déclara pour les Empires du Centre, envahit par l'Est la Serbie que les Autrichiens pressaient au Nord. Le gouvernement hellène, dominé par l'influence allemande, gardait la neutralité. Non seulement il ne secourait pas les Serbes, mais laissait les Bulgares prendre Cavala.

Les alliés n'avaient plus qu'une ressource : occuper eux-mêmes la Macédoine. Ils jetèrent à Salonique quelques troupes, qui, après une tentative sur le Vardar pour secourir l'armée serbe, se retranchèrent autour de la ville. A la

fin de 1916, un vigoureux effort leur fit dégager la Macédoine occidentale, pénétrer en Albanie. Actuellement un immense front s'étend de l'Adriatique à la Struma (1).

★★

Voilà la place qu'a tenu, dans la vie internationale contemporaine, la question de Macédoine. Voilà comment ce malheureux pays a été, pour la vieille Europe, un point de perpétuel lancinement. A l'heure actuelle, la question est rouverte (2) et sa solution livrée au sort des armes.

Cette solution n'a été du reste proposée, d'une façon ferme, par aucune des deux parties. Pas plus que sur les autres points, les centraux n'ont, en ce qui la concerne, défini clairement leurs buts de guerre. Leur intention évidente était pourtant d'attribuer à la Bulgarie tous les

(1) Il y a lieu de rappeler que cette étude a été écrite en 1918 (Note des Editeurs).

(2) Complètement rouverte, puisque tous les Etats signataires du traité de Bucarest sont entrés dans la lutte.

territoires macédoniens possibles, ceux de la vieille Serbie revenant à l'Autriche (1). Ainsi, par l'entremise d'Etats vassaux serait réalisée la domination allemande dans les Balkans (2).

Quant à l'Entente, elle s'en était tenue jusqu'ici, dans l'exposé de ses desseins, aux généralités. Un discours de M. Lloyd George, du 5 janvier 1918, se borne à parler de la restauration de la Vieille Serbie et du droit pour les nationalités de disposer d'elles-mêmes. Un autre, du Président Wilson, prononcé quelques jours après, s'étend davantage : « La Roumanie, la » Serbie et le Montenegro devront être évacués, » et les territoires occupés devront être restitués. A la Serbie, on devra accorder un accès » libre et sûr à la mer, et les relations entre les

(1) L'accord conclu en janvier 1918 entre l'Allemagne et l'Autriche comportait l'annexion à l'Autriche de l'Albanie, du Monténégro et de la Serbie, ces trois pays conservant une certaine autonomie. Il semble évident que le mot Serbie ne désigne pas toute celle qu'a créée le traité de Bucarest et dont la partie méridionale est revendiquée par les Bulgares.

(2) La Grèce isolée ne pouvant opposer à cette domination aucune résistance, force lui serait d'accepter la situation d'alliée-vassale.

» divers Etats balkaniques devront être fixées,
» d'entente amicale, sur les conseils des Puis-
» sances et d'après les bases de nationalité et de
» suzeraineté établies historiquement. On four-
» nira à ces Etats balkaniques des garanties
» d'indépendance politique et économique et
» d'intégrité de leur territoire. »

Il résulte de là que les questions balkaniques en général, et celle de la Macédoine en particulier, donneront lieu à étude et à discussion. Il serait prématuré, sans doute, de prétendre indiquer aux Congrès futurs, d'une façon absolue et définitive, comment doit être réglé le sort de la Macédoine, mais il est du moins permis de rechercher les solutions possibles et de tâcher de discerner la meilleure.

Pour cela, un examen attentif s'impose des intérêts en présence ; il faut définir la nature de chacun d'eux, apprécier son intensité et les forces dont il dispose ; déterminer aussi la manière dont ces intérêts s'enchevêtrent, s'harmonisent ou s'opposent. Cet examen se divisera naturellement en deux parties ; les aspects

actuels de la question de Macédoine seront étudiés successivement par rapport aux intérêts des populations macédoniennes, puis par rapport à ceux des divers Etats européens et de l'Europe tout entière.

Ici se place une parenthèse importante. A cette analyse toute positive et documentaire doit se mêler une étude critique. La connaissance parfaite du jeu des intérêts ne peut mener à une solution sans un principe de jugement qui déclare certains d'entre eux légitimes et les autres non. Parmi les premiers mêmes, une hiérarchie s'impose où le secondaire se subordonne au principal, l'accidentel au permanent. Comme cette documentation ne saurait être rejetée tout entière à la fin de cette étude, mais doit s'opérer en grande partie chemin faisant, il faut de suite en indiquer les bases. Or ces dernières varient infiniment suivant les personnes. La légitimité d'un intérêt, notamment, peut être appréciée de façons fort diverses. Les bandes albanaises trouvaient très légitime de ran-

çonner périodiquement certains villages macédoniens ou serbes. Elles considèrent comme inique toute organisation tendant à les priver de ces moyens d'existence. La philosophie pan-germaniste ne raisonne pas très différemment quoique d'une façon plus doctorale. Par contre, MM. Lloyd George et Wilson posent à la base du droit le principe démocratique du choix par les peuples de leurs gouvernants et de leur mode de gouvernement. Le président Wilson n'a même pas hésité, pour l'amour de ce principe, à maintenir plusieurs années le Mexique dans une affreuse anarchie.

La justice sociale, la justice internationale sont en réalité à peu près impossibles à définir rationnellement. Chacun doit se contenter d'affirmer ce qu'il entend par là sans chercher à l'expliquer. Mes affirmations n'auront pour leur part rien d'original et se ramèneront à d'élémentaires truismes. Elles reconnaîtront à chaque peuple des droits naturels et primordiaux qui sont : l'indépendance et la propriété de son territoire, droits dont l'exercice ne sau-

rait être détruit ou limité pour le simple avantage d'un autre peuple. Seul, le bien commun des nations peut y faire poser des restrictions. Encore faut-il que ces dernières ne soient pas telles que le peuple qui les subit en arrive à ne plus participer au bien commun. Aux droits naturels s'ajoutent des droits acquis de nature infiniment variée et dont l'origine est historique ; enfin des droits conventionnels résultant des traités, lesquels ne sauraient être assimilés à des chiffons de papier.

Je n'entamerai pas davantage de discussions sur les rangs que doivent occuper entre eux les divers intérêts légitimes. Je déclare en toute simplicité qu'ils seront classés par ordre d'importance de la manière suivante.

Les premiers seront ceux de l'Ordre international et de la paix du monde. La Société des Nations, dans le sens d'une Fédération mondiale, n'existe pas, n'existera peut-être jamais. Mais pour que la civilisation puisse se développer au service de chaque Etat, il est nécessaire qu'elle trouve au dehors une atmosphère

à peu près respirable. Il existe aussi des intérêts européens, des intérêts mondiaux, lesquels, dans la mesure où ils ne lèsent aucun droit national, doivent passer les premiers.

Vient ensuite l'avantage des habitants de la Macédoine, de cette fraction de l'humanité pour qui les affaires balkaniques sont la vie de tous les jours et une vie très douloureuse. Il est entendu que nous ne nous occuperons que des besoins effectivement et profondément ressentis par ces populations, et non de ceux que leur prêtent des politiciens idéologues et des étrangers intéressés.

Enfin un troisième point de vue, dont personne, je suppose, ne contestera le bien-fondé, sera celui des intérêts de la France et des Etats qui ont lié leur sort au sien.

C'est avec ces principes d'appréciation que nous allons examiner les aspects actuels de la question de Macédoine par rapport aux Macédoniens d'abord, puis par rapport aux divers Etats intéressés et à l'Europe tout entière.

PREMIERE PARTIE

LA MACÉDOINE ET LES MACÉDONIENS

PREMIÈRE PARTIE

LA MACÉDOINE ET LES MACÉDONIENS

Les intérêts macédoniens ont été souvent considérés dans la question balkanique comme une chose fort secondaire. Qu'étaient les besoins, les désirs d'une poignée de demi-barbares devant les aspirations d'États immenses ou les nécessités de l'ordre européen? Que pesaient les vies mêmes de ces habitants en face de milliers d'autres vies de toutes races dont la complication des affaires d'Orient pouvait amener le sacrifice?

L'expérience s'est chargée de montrer que ces intérêts comptaient pourtant, et beaucoup. On peut aller jusqu'à dire que leur rôle dans l'histoire de la Macédoine a été prépondérant. Si sous le régime ottoman, les Macédoniens s'étaient montrés tranquilles et satisfaits, il est

probable qu'à l'heure actuelle la Turquie garderait ses possessions européennes. Les efforts de dislocation menés par les Etats balkaniques, par les grandes puissances mêmes, auraient échoué si les souffrances indigènes ne leur avaient servi de prétexte et de point d'appui. Que les réformes prévues par le traité de Berlin eussent été effectuées, que la révolution turque eût tenu ses promesses, et c'en était fait des espérances étrangères.

Il n'est pas de raison pour que ces intérêts ne tiennent pas, dans l'avenir, la même place que dans le passé, et c'est pourquoi leur étude mérite un grand soin. Les plus importants d'entre eux sont des intérêts de race et de religion, ressentis par les diverses sortes d'habitants qui peuplent la Macédoine et se répartissent en trois groupes :

Une race disputée : celle des Slaves Macédoniens ou Macédoniens tout court, formant le fond de la population rurale du pays.

Trois races aspirant à la domination ; les Bulgares, les Serbes, les Grecs.

Trois races à l'écart du conflit; les Valaques, les Turcs, les Juifs (1).

Mais aucune de ces nationalités n'occupe de territoire déterminé. Elles s'enchevêtrent toutes sur l'ensemble du pays. Il s'ensuit qu'à côté des intérêts inhérents aux personnes s'adressent d'autres inhérents aux lieux, et qui, pour être soutenus, moins bruyamment, n'en sont pas moins réels. L'étude des races doit donc être complétée par celle des pays, et c'est seulement ainsi que pourront être appréciés les aspirations et les besoins des populations macédoniennes.

(1) Je n'ajoute pas à ces sept races celle des Albanais, qui ne sont pas, à proprement parler, des habitants de la Macédoine, mais débordent des frontières imprécises d'Occident. Par leurs incursions, ils jouent dans le pays un rôle analogue à celui des fléaux naturels : grêles, inondations. Ces montagnards turbulents, catholiques ou musulmans, trouvant insuffisantes les ressources de leur pays, et n'ayant pour la culture qu'un goût relatif, faisaient en Vieille Serbie, aux environs de Monastir, de grandes razzias. Depuis la chute du régime turc, ces moyens d'existence leur sont enlevés et l'orientation de leurs destinées est incertaine. On peut tout attendre d'eux, et même qu'ils travaillent.

CHAPITRE PREMIER

LA RACE DISPUTÉE :

LE PAYSAN MACÉDONIEN

I. — La Nationalité macédonienne

Dans toutes les campagnes de Macédoine se retrouve une race de paysans, parlant un dialecte slavon, de religion grecque orthodoxe et qui présente la plupart des apparences ethniques habituelles aux peuples slaves.

Ces pauvres gens ont le peu enviable privilège d'être revendiqués par trois nationalités différentes.

— « Les Macédoniens, disent les Bulgares, sont des Bulgares. Ils en ont la langue et le cœur. C'est toute la chrétienté de la Turquie d'Europe que comprenait la grande Bulgarie créée par le traité de San Stéfano. C'est sous le nom bulgare que les victimes du traité de Berlin combattirent le joug turc ».

— « Les Macédoniens sont des Serbes, répond une voix aussi ardente. C'est toute la Macédoine qu'englobait l'Empire de Douchan le Grand (1). C'est le nom serbe qu'invoquent la littérature et les monuments qui ont traversé la domination ottomane.

Le langage macédonien n'est pas du bulgare, comme le disent des ignorants mal intentionnés, c'est du vieux serbe, du serbe arrêté dans son développement. D'ailleurs avez-vous jamais vu des Bulgares célébrer la Slava (2) ? Or les Macédoniens la célèbrent (3). »

Viennent les Grecs qui déclarent les Macédoniens sinon hellènes d'origine, ni même de langue, du moins hellénisés par la culture. « Ce n'est pas le sang, disent-ils, mais l'esprit qui

(1) Douchan le Grand, Tsar serbe qui, au xiv^e siècle, conquiert la plus grande partie des Balkans et tint en échec l'empire grec ; son successeur, Lazare, fut vaincu et tué en 1389, à la célèbre bataille de Kossovo, qui marqua la ruine de l'empire serbe.

(2) Fête patronale de chaque famille, célébrée dans tous les pays yougo-slaves.

(3) Les prétentions serbes en Macédoine sont exposées ou défendues de façon assez complète dans l'ouvrage de Balcanicus : « La Bulgarie, ses ambitions, sa trahison ».

crée une race. Les Slaves barbares qui conquièrent la Macédoine ont été organisés, policés par l'Empire grec, convertis par l'Eglise grecque. On peut dire d'eux qu'ils sont des Grecs comme on dit des Français qu'ils sont des Latins. »

Les Macédoniens n'auraient pas de caractère ethnique propre, que la dispute dont ils sont l'objet leur en donnerait un, au moins provisoirement. L'on ne saurait, en effet, prendre sur-le-champ parti dans la querelle, mais comme un fait du moins est indéniable, c'est que ces gens-là existent, il faut bien leur attribuer un nom.

Etre « peuple contesté » forme en somme un statut international équivalant à celui de territoire contesté.

Mais un observateur de bonne foi ira plus loin. Il constatera facilement que si le Macédonien s'apparente beaucoup aux Slaves balkaniques (1) il n'a absolument rien de l'Hellène.

(1) Les origines de cette population macédonienne sont assez obscures. On sait que l'invasion des Slaves proprement dits précéda de deux siècles dans les Balkans celle

De plus, si par certains traits des mœurs, du culte, du langage (1), il ressemble au Bulgare, par d'autres, il ressemble au Serbe et ne s'identifie exactement ni avec l'un ni avec l'autre.

D'ailleurs, ce qui fait un Bulgare, un Serbe, un Grec, c'est, plus que toute particularité ethnique ou linguistique, la conscience qu'il a de

des Tartaro-Bulgares. Mais ces derniers, au contact d'une race déjà convertie au Christianisme, et relativement policée, se slavisèrent complètement. Ils prirent aux vaincus leur langue et leurs mœurs. Il est impossible de déclarer si les populations dites slavo-macédoniennes proviennent de la première invasion ou de la seconde.

(1) Le dialecte macédonien, se rapproche plus du bulgare que du serbe. Il présente toutefois avec ce dernier les analogies suivantes, indiquées par Mr. Victor Bérard (La Turquie et l'Hellénisme contemporains).

1° Le macédonien, comme le serbe, à la différence du bulgare, ne comporte pas d'article.

2° Le substantif macédonien se décline comme le substantif serbe; le substantif bulgare ne se décline pas;

3° Le pronom *Je* est *Ja* en macédonien comme en serbe, « *As* » en bulgare.

« Ce ne sont ni des Serbes, ni des Bulgares, dit en parlant des Slaves de Macédoine, l'écrivain russe Amphithéatroff. C'est une nation slave autochtone possédant une langue simple, à racines propres et d'autant plus apte à s'adapter sous n'importe quelle forme à telle autre langue que lui suggérerait la civilisation slave. » (Amphithéatroff : les « Malheurs Slaves » cité par Balcanicus : « La Bulgarie »).

sa nationalité et sa participation à une vie nationale organisée.

Or le peuple en question se distingue nettement des trois autres par le fait qu'il n'a ni conscience ni vie nationales. Demandez ce qu'il est à un paysan des environs d'Ostrovo ou de Monastir. Il vous répondra neuf fois sur dix : « Makedon ». Mais cette déclaration n'a nullement le caractère d'une profession de foi patriotique. L'interrogé l'a fait aussi bonnement qu'il dirait : « Je m'appelle Dimitri ». Il constate qu'il est habitant de Macédoine, et c'est tout.

Un observateur de bonne foi classera donc à part cette population à laquelle le nom de « Slaves Macédoniens » ou simplement de « Macédoniens » paraît le mieux convenir.

II. — Le Paysan et la Terre.

Le trait essentiel de cette race est, je l'ai dit, d'être avant tout rurale. On la trouve peu dans les villes. Pastorale dans les régions montagneuses, elle se livre dans les plaines et sur les

plateaux à une culture primitive et routinière, sans doute, mais qui exige de l'effort et du soin. Elle ne se borne pas, comme les Grecs à soigner la vigne et l'olivier, besognes relativement aisées, elle ne cherche pas exclusivement les cultures rémunératrices comme celle du tabac, elle s'attaque aux vrais travaux de la terre, à ceux qui rendent peu pour beaucoup d'efforts, elle cultive les céréales, le maïs.

Les Macédoniens ont du reste l'attachement passionné au sol qui distingue le vrai paysan. Ils sont âpres au gain et portés à l'épargne. Leurs femmes partagent ce caractère, les aident et au besoin les suppléent. Aux printemps de 1917 et de 1918, les hommes étant rares dans ces pays ravagés par les guerres, les champs des environs de Monastir étaient émaillés de voiles blancs penchés sur la terre.

Cette vie agricole a rencontré jusqu'ici des conditions assez défectueuses. Le régime foncier turc était celui du grand domaine ou « tsi-flik » comprenant souvent plusieurs milliers d'hectares et que son propriétaire, le *bey*, tenait

à titre de fief, soit directement par ses ancêtres, soit de la générosité du sultan (1).

Une simple visite dans les campagnes macédoniennes renseigne sur la façon dont ce bey comprenait son rôle. On a souvent déploré dans bien des pays d'Occident « l'absentéisme » des propriétaires. On s'est indigné de ne voir auprès de villages misérables, que des châteaux fermés. En Macédoine les châteaux ne sont pas fermés pour la bonne raison qu'il n'y a pas de châteaux, ni même de résidences rurales de quelque importance. L'habitation seigneuriale, dans chaque village, n'est, quand elle se dis-

(1) L'organisation de cette féodalité musulmane date de la conquête du pays. Elle se différencie de la féodalité chrétienne en ce que les droits du feudataire turc sur son fief ou « Timar » étaient beaucoup plus précaires que ceux du baron d'Occident. Le Sultan pouvait toujours reprendre ce qu'il avait donné. Il arrivait même qu'un bey, ayant rendu des services signalés, se voyait enlever sa terre pour en recevoir une autre d'un revenu supérieur. Cette précarité de la possession jointe à l'indifférence musulmane, explique le peu de souci que les beys prenaient de leurs domaines.

Certaines familles grecques avaient, d'autre part, conservé sous la domination turque et, moyennant finances, leurs anciens fiefs byzantins. Enfin, les monastères du Mont Athos avaient acheté des beys plusieurs grands domaines. Ils faisaient gérer chacun d'eux par une « metaxia » de quelques moines

tingue des autres, qu'une médiocre bâtisse carrée, sans fenêtres au rez-de-chaussée, appelée comme en Albanie « Kula », sorte de maison à demi-forte destinée à mettre en sûreté la part du maître dans la récolte. Ce maître ne venait que de loin en loin dans ses terres. Il habitait, dans une ville prochaine, à Yenitzé Vardar ou à Monastir, un grand palais de bois, à moins que la Sublime Porte ne l'employât dans quelque préfecture d'Asie ou dans quelque ministère de Constantinople. Quant à son domaine, il le considérait non comme un capital à faire valoir, mais comme un territoire dont les habitants lui devaient tribut. La notion de propriété se confondait chez lui avec celle de souveraineté. La conquête lui donnait le droit d'exploiter les « raïas » de sa terre, comme au sultan celui d'exploiter tous les « raïas » de l'Empire.

La condition des dits raïas était celle de métayers à moitié fruits. Le bey fournissait, outre le sol, le cheptel ou « denier bach » (1) et les

(1) Ce cheptel était assez important, la Macédoine ayant des prairies naturelles et de grands terrains de pâture.

semences, mais à titre d'avances remboursables dans un temps donné (1).

La fixité des engagements était assez grande. Ces métayers se succédaient de père en fils sur un même domaine. Lorsqu'une famille s'accroissait, le bey lui attribuait des terres nouvelles. Chaque métairie n'était d'ailleurs pas d'un seul tenant : elle se composait de parcelles isolées.

Le paysan apportait son travail, ses attelages de buffles ou de petits bœufs maigres, ses instruments rudimentaires (2). Outre ses redevances, il pouvait être astreint à des services sur le domaine réservé du bey, mais il était rare

(1) Certains produits : le miel, les œufs, les volailles, les fruits, n'entraient pas dans le contrat. Mais il était d'usage que chaque métayer en fournit largement son Maître.

(2) Très rudimentaires : les charrues égratignent le sol. Les roues des chariots n'ont avec la circonférence que des rapports approximatifs et décrivent autour des essieux les courbes les plus inattendues. Les méthodes de culture sont à l'avenant. Le paysan ignore l'art des assolements : une même terre fournit, chaque année, alternativement et indéfiniment du blé et de l'orge. Bien que le bétail soit relativement nombreux la fumure est insuffisante, les troupeaux n'étant jamais à l'étable.

que ce dernier abusât de ses droits. Le domaine réservé comprenait surtout les pâturages et les bois. Les premiers étaient livrés au tenancier à condition d'y faire paître le bétail que le bey possédait en propre. Quant aux bois, les paysans pouvaient y faire des coupes ou en extraire du charbon, moyennant redevance (1).

Tels étaient les rapports officiels du propriétaire et du tenancier. De fait il s'y mêlait une certaine dose d'arbitraire. Certains beys se montraient fort avides, d'autres assez libéraux. De plus, le paysan, âpre et madré, arrivait souvent à frustrer d'une partie de sa part le grand seigneur éloigné et négligent. Entre les deux, et aux dépens de l'un et de l'autre, vivait, en général, un intendant, grec ou juif, mais toujours malhonnête.

Lorsqu'éclata la guerre des Balkans, ce régime foncier se trouvait, depuis le début du xx^e siècle, en voie d'amélioration, sous l'influence de deux causes.

(1) Les bois sont d'ailleurs très rares. Le parcours du bétail et les coupes sans mesure ni méthode, les ont à peu près détruits.

La première était le mouvement d'émigration qui entraînait vers le Canada et les Etats-Unis un grand nombre de paysans. Des agences étrangères le provoquèrent (1). Installées dans toutes les villes macédoniennes de quelque importance, elles enrôlaient des laboureurs et des manœuvres auxquels elles avançaient le prix de la traversée contre des garanties fournies par la famille (mise en gage de maisons, d'animaux) (2).

Le malheur des temps (on était en pleine période de troubles) valut à ces compagnies de nombreux clients (3). Les émigrants laborieux et économes, réussissaient généralement. Ils rapportaient au pays leurs épargnes ou les envoyaient à leurs parents. La révolution tur-

(1) La plupart grecques ou allemandes.

(2) Il arrivait même que l'émigrant vendit à l'avance son travail pendant un temps déterminé moyennant une certaine somme payée sur le champ. Il reprenait sa liberté s'il reversait cette somme avant le terme convenu.

(3) L'émigration macédonienne n'est, en effet, nullement causée par le trop plein de population. A ce point de vue la Macédoine serait plutôt une terre à coloniser. Si certains de ses habitants préférèrent la quitter, c'est que d'autres pays leur paraissent plus hospitaliers et qu'on y gagne davantage en moins de temps.

que, en imposant aux chrétiens le service militaire, accentua le mouvement. Ainsi une source d'enrichissement s'ouvrit pour le paysan, en même temps que le séjour à l'étranger lui donnait de l'expérience et de la hardiesse.

D'autre part, les beys s'inquiétaient. A partir de 1902 surtout, les révoltes perpétuelles, la propagande bulgare et grecque, l'intervention des grands Etats montrèrent aux plus insoucians que les jours de la domination turque étaient comptés. Les propriétaires s'occupèrent alors de vendre leurs terres et les paysans, grâce aux bénéfices de l'émigration, purent, soit directement, soit par l'intermédiaire de marchands de biens, en acquérir quelques parcelles (1).

Bien que la conquête chrétienne ait respecté les droits de propriété des beys, ceux-ci n'en

(1) Le morcellement des grandes propriétés turques s'était du reste déjà produit depuis longtemps dans la banlieue des villes riches comme Vodéna, Verria, Naoussa. Là les chrétiens étaient admis assez vite à se rendre acquéreurs de terre grâce à l'influence de quelques-uns des leurs établis à Constantinople et protégés par les grandes familles phanariotes.

cherchèrent pas moins, plus que jamais, à se débarrasser de leurs fiefs. Ils ne paraissaient même guère en Macédoine que pour mener à bien cette opération ; aussi, les facultés d'achat du paysan ne pouvant suffire à cette offre, beaucoup de domaines passèrent-ils entre les mains de Grecs et de Juifs dont l'unique but était de les revendre avec bénéfice. En attendant, ils gardaient l'ancien mode de tenure turc, avec moins d'arbitraire peut-être, mais certainement avec plus de rigueur et d'âpreté.

Telle est la situation que surprit la guerre européenne ; cette dernière suspendit naturellement l'évolution en cours. Les achats et les ventes de terre cessèrent ; beaucoup de paysans, sachant par expérience combien est décevante la culture d'un champ de bataille, laissèrent leurs champs en friche. Dans la Macédoine occupée par les Alliés ce n'est guère qu'en 1917-1918 que rassurés et stimulés, ils se remirent à labourer et à semer. Encore un grand nombre étaient-ils absorbés par les travaux des routes militaires. Ils préféraient un salaire certain au

produit d'une récolte qu'ils estimaient hypothétique.

III. — La famille macédonienne : sa vie sociale et religieuse.

Les paysans macédoniens ne demeurent pas isolés sur leurs métairies qui, je l'ai dit, sont rarement d'un seul tenant. Ils vivent groupés en villages, ne comprenant que des gens de même race. Chaque village se compose de quelques familles dont l'organisation est patriarcale. Au foyer paternel et sous l'autorité du père vivent les fils mariés (1). A la mort du père, le fils aîné gouverne la communauté, gère le patrimoine. Toute famille comprend ainsi plusieurs ménages auxquels viennent s'ajouter les frères et sœurs, les oncles et tantes non mariés. L'abondance des terres et le régime agraire favorisent ce mode de vie, le bey étendant la tenure quand la famille s'accroît.

De temps en temps un ou plusieurs ménages

(1) Les filles quittent la communauté paternelle pour entrer dans celle de leurs maris.

se séparent des autres comme un essaim d'une ruche (1).

Le partage du patrimoine, quand il y en a un, se fait alors à l'amiable, d'après l'avis des vieillards.

Les deux grands phénomènes récents, le développement de l'émigration et celui de la petite propriété, n'ont pas encore entamé cette organisation.

L'émigrant dont la famille a aidé le départ en fournissant les garanties nécessaires, ne se considère pas comme séparé d'elle (2). Il lui envoie une partie de ses salaires qui est employée au profit de la communauté, en achat de

(1) C'est dans les régions montagneuses et pauvres, dans la boucle de la Cerna, par exemple, que les communautés sont les plus nombreuses. Dans le pays de Marichovo, on cite un village dont tous les habitants, une centaine, forment une même famille sous l'autorité d'un patriarche. Sur les plateaux, dans les régions plus agricoles que pastorales, la communauté n'existe guère qu'entre frères, et les foyers sont de trois ou quatre ménages au plus.

(2) Les émigrants sont d'ailleurs souvent mariés au moment de leur départ. Mais il est très rare qu'ils emmènent leurs femmes. Par contre il leur arrive de se créer un nouveau foyer en Amérique et d'oublier complètement l'ancien.

terres, de bétail, en construction de bâtiments. Ainsi, avec l'argent d'Amérique, dans la période d'accalmie comprise entre la guerre balkanique et la guerre européenne, se sont édifiées dans beaucoup de villages des habitations plus spacieuses et plus belles que les anciennes. Quand l'émigrant revient, il reprend sa place au foyer et fait bénéficier les siens de ce qu'il a vu et appris (1). S'il ne revient pas, c'est-à-dire au cas où il a exceptionnellement réussi, il ne réclame rien.

Quant à la petite propriété, elle est encore de trop fraîche date pour avoir déjà une influence sociale (2).

(1) Sans aller jusqu'en Amérique, beaucoup de jeunes gens des deux sexes, ne trouvant pas à s'employer dans la maison paternelle, se louent aux environs comme ouvriers ou domestiques. C'est ainsi que la plupart des servantes employées par les Grecs de Monastir ou de Florina, appartiennent aux familles slaves des alentours. Mais, d'une façon générale, la tendance paysanne est de maintenir à chaque communauté « son plein », c'est-à-dire autant de membres qu'elle en peut occuper et nourrir. Ceux qui en sont sortis y rentrent dès que les circonstances le permettent, par exemple lorsqu'un décès ou le mariage d'une fille font une place vide.

(2) Il est cependant à prévoir que cette propriété, si elle continue à se développer, brisera, à la longue, en

Si un intérieur macédonien rassemble plusieurs générations : aïeux, grands-parents et nombreuse marmaille, n'y croyez pas trouver pour cela une atmosphère de gaieté et de bonhomie. Ce peuple n'a ni l'énergie joyeuse de l'Occident, ni la molle indifférence de l'Orient ; il est âpre et triste. Les rians costumes des

Macédoine comme ailleurs, l'organisation patriarcale. Pour que cette organisation subsiste, il faut en effet :

1° Que l'étendue des terres à cultiver se proportionne dans une certaine mesure à l'importance de la famille qui la cultive ;

2° Que lorsqu'une famille devient trop nombreuse et qu'une partie de ses membres s'en séparent, ces derniers ne réclament pas le partage des terres communes.

Ces conditions se réalisent sous le régime du tsiflik. Mais il est évident que quand les paysans seront propriétaires, quand les progrès de la culture ayant augmenté la valeur des terres il sera difficile de s'en procurer d'autres, les partants ne voudront pas abandonner leurs droits et le morcellement s'en suivra. De même il sera difficile de continuer à exclure les filles de la succession paternelle, d'où une nouvelle cause de partage.

Pour empêcher ce résultat, il faudrait la transmission intégrale à un seul héritier, soit par droit de primogéniture, soit par l'usage de la liberté testamentaire. Or cette solution n'est pas dans l'esprit des populations macédoniennes très férues d'égalité, comme tous les primitifs. Elle n'est pas conforme non plus aux législations successorales grecque, serbe, bulgare, qui prescrivent le partage des héritages.

femmes : chemises brodées, tabliers éclatants, couvrent des corps usés et déformés ; les voiles blancs encadrent des traits durcis jusqu'à la bestialité. Seules, quelques très jeunes filles aux tresses blondes, avec l'éclat de leurs quinze ans, montrent des tailles souples, de frais visages étonnés : rayons de soleil bien vite éteints.

Le paysan se marie en général jeune et le romanesque est tout à fait exclu de son amour. Les parents du fiancé choisissent leur future bru, et, ce qu'ils veulent, c'est avant tout une fille vigoureuse, dure au travail, connaissant le filage, le labourage, le piochage et autres arts d'agrément. Le jeune ménage aura beaucoup d'enfants, mais le climat et le manque d'hygiène en enverront prématurément une grande partie au cimetière. Les autres poussent comme ils peuvent, et le souci de leur avenir ne tourmente pas les parents : cette progéniture travaillera comme père et mère et ne sera ni plus ni moins pauvre.

Le travail de la terre, travail lent, avec beaucoup de temps perdu par la mise en train,

par les déplacements, occupe la plus grande partie de l'existence.

Quand elles ne sont pas aux champs, les femmes filent ou tissent (1) à moins qu'elles ne s'épouillent mutuellement ou ne rendent le même service à leurs enfants.

Les hommes vont parfois s'asseoir silencieusement auprès d'elles, les mains croisées sur leurs cannes dans une apparente méditation.

Les maisons, même lorsqu'elles ne sont pas misérables, et c'est le cas d'un assez grand nombre, sont toujours laides et mornes ; les cubes de pierre percés d'étroites ouvertures, couvertes en tuiles dans les villages aisés, de pisé et de chaume dans les villages pauvres ; la

(1) Tous les vêtements sont ainsi confectionnés, dans chaque ménage, tuniques de toile chargées de broderies multicolores, casques de bure blanches ou noires. Les Macédoniennes croient, en outre, s'embellir en s'entourant la taille de véritables paquets de cordages noirs. Elles réalisent ainsi assez bien des silhouettes de futailles. La plupart d'entre elles portent des bas de laine bariolés, sans pied, montant de la cheville au genou. Le costume des hommes comporte une chemise très ample et tombant sur la culotte bouffante, une casaque ressemblant à celle des femmes, des guêtres de drap. Ils sont coiffés d'une calotte ronde en feutre, remplacée parfois, très désavantageusement, par une casquette américaine.

moindre mesure grecque ou turque, avec ses couleurs vives et ses lignes imprévues, est plus avenante que la demeure d'un riche paysan macédonien. A l'intérieur, des murs blanchis à la chaux avec des âtres rudimentaires ; comme mobilier, quelques coffres à serrer les effets ; sur le plancher ou sur le sol battu, des nattes ou des tapis communs pour dormir. Dans la même pièce : hommes, femmes, enfants passent la nuit sur la terre, roulés dans des couvertures.

Le maïs, en pâte ou en gâteaux, forme le fond de l'alimentation et les paysans de la montagne n'en ont guère d'autre. Ceux des régions plus riches, aux temps de prospérité, avaient au contraire à très bas prix de la viande, du vin, des volailles, des œufs (1). C'est du moins ce qui, dans le présent troublé, ressort de leurs affirmations. « Nous avons connu tout ce qui est bon », me disait le vieux pope d'Eksissou. A l'entendre, ses ouailles auraient vécu autre-

(1) Ceci s'explique à la fois par la facilité des productions en Macédoine, malgré l'insuffisance de la mise en valeur, et par l'absence de débouchés pour les sous-produits. Les céréales et les peaux seules s'exportent.

fois dans la plus enviable abondance ; le regret du passé portait sans doute le digne vieillard à s'en exagérer l'excellence. Il paraît du moins certain qu'en période de calme, cette population n'était pas économiquement malheureuse. Mais les périodes de calme ont été si rares en Macédoine !

Le paysan, lorsque la misère des temps n'en fait pas un vagabond, ne quitte guère son village ; ses rares absences sont pour se rendre au marché le plus voisin ; il y vend des légumes, des poules, des peaux et des toisons ; il y achète des instruments de culture et des objets de ménage, notamment des amphores poreuses aux peintures barbares, qui évoquent malgré tout un vague souvenir antique. Les femmes vendent aussi à des mercantis juifs, des chemises et des tabliers brodés. Le prix dérisoire qui leur en est offert dépasse tout ce que peuvent imaginer les *sweating systems* d'Europe et d'Amérique.

En dehors de ces sorties, la monotonie de la vie rurale n'est guère interrompue que par les

rites religieux. Le paysan suit strictement les prescriptions de l'Eglise : prie chaque jour devant ses images, fait bénir sa maison tous les mois, se rend le dimanche à l'église. Celle-ci n'est qu'une bâtisse à peine différente des autres, sans caractère et sans beauté, dont le clocher carré s'ose à peine dresser dans le ciel. Des icones laides et vulgaires couvrent les murs ; parfois de vieilles fresques qui imitent les sujets naïfs des sanctuaires d'Occident. On y voit des enfers « où damnés sont boullus », comme dit le vieux Villon. La façon d'être « boullus » ne diffère guère de celle des enfers latins ; une gueule de dragons vomit des flammes et des légions de diables. Ils y a des charbons pour les voluptueux, des humiliations pour les superbes ; un avaré porte une balance suspendue à son nez, un paresseux traîne la charrue à côté d'un bœuf. Seulement dans tout cela rien du sentiment profond des imagiers de France et d'Italie, de leur observation candide et précise, de leur fraîche imagination ; aussi la gaucherie des procédés, au lieu de touchante n'est que ridi-

cule. Anciennes ou non ces fresques ne paraissent que de mauvaises caricatures.

Dans ce pauvre décor privé de sa pompe, de ses encens et de ses ors, le culte byzantin apparaît d'une assez basse matérialité. Une touchante coutume de fraternité chrétienne le relève ; les fidèles les plus aisés apportent du pain, des gâteaux, qu'à la sortie de l'église ils offrent aux plus pauvres.

Le culte des morts tient dans la vie religieuse une place prépondérante ; les cimetières sont des lieux très fréquentés, non seulement lors des funérailles, mais aussi le lendemain, et quarante jours après quand est posée la pierre tombale, et encore à de multiples commémorations (1). Assis sur les larges dalles posées sur un soubassement de maçonnerie qui forment les tombes, parents et amis prennent des repas

(1) Il arrive même souvent qu'à défaut d'église, le cimetière en tienne lieu. C'est ce que j'ai pu constater dans un village de la boucle de la Cerna, dont le temple, comme beaucoup d'autres, avait été détruit. Chaque dimanche matin, un pope des environs venait dire quelques prières sur les tombes devant les habitants réunis.

funébres où la part du défunt n'est pas oubliée.

Lorsque les morts, lassés de leur sommeil sans fin,
Ouvrent leurs yeux brillants dans l'ombre froide et
[noire,
Qu'ils trouvent auprès d'eux l'emphore pour y boire
Et le gâteau de miel pour apaiser leur faim.

chante le chœur d'Alkestis. La vieille coutume païenne a traversé le Christianisme : ces rites funéraires sont les mêmes qu'au temps d'Euripide.

L'orthodoxie impose chaque année à ses fidèles quatre périodes d'abstinence scrupuleusement observées. Je me rappelle de quel geste scandalisé une pauvre petite fille, visiblement affamée, qui nous regardait un camarade et moi, déjeuner sur une pierre au bord du lac de Presba, refusa l'offre d'un morceau de viande froide, avec ce seul mot « Carême ». Puis elle s'éloigna de quelques pas, et, quand elle se crut suffisamment à distance, nous jeta avec un indicible mépris, cette suprême injure : « Catholiques ».

Quel sentiment religieux s'abrite derrière ces

observances ? Il serait, je crois, aussi inexact de dire qu'il n'en existe pas que de lui prêter de la profondeur ou de l'élévation. Sa nature est de l'espèce la plus simple et s'exprime par cette vieille formule : la crainte de Dieu. C'est parce qu'il craint Dieu que le Macédonien lui rend les devoirs enseignés par les prêtres ; c'est pour cela qu'il observe une certaine règle dans sa conduite ; ne vole pas ou peu et ne tue son prochain que lorsqu'il se sent de bonnes raisons de lui en vouloir.

Les habitudes religieuses et la vie patriarcale, impliquent toujours une certaine décence de mœurs. Les mœurs orientales, le voisinage des Musulmans restreignent d'ailleurs la liberté des femmes et leur imposent une grande réserve. Les plus jeunes, sans être absolument enfermées, sortent assez peu et leur sévérité, rebelle au plus innocent marivaudage, a beaucoup désappointé nos Français.

Ces apparences ne doivent pourtant pas faire croire à un puritanisme excessif. Dans certain village où je cantonnai, il était fort question

d'une très jolie fille que ses parents gardaient étroitement. On l'entrevoyait à peine et dès qu'elle se savait aperçue, s'enfuyait à toutes jambes. Renseignements pris, notre perle avait été achetée par le seigneur du lieu (un médecin grec de Monastir) pour être la maîtresse de son fils. Le jeune homme se trouvait prisonnier des Bulgares, et, en l'attendant, son honnête belle famille veillait avec un soin jaloux, autant qu'intéressé, sur le précieux trésor qui lui était réservé. Les faits de ce genre n'ont qu'une importance relative et n'empêchent pas l'organisation familiale d'être fort solide.

IV. — Le Paysan, l'Église et l'État.

L'organisation familiale est, du reste, la seule que connaisse le Macédonien. En dehors d'elle, le malheureux n'a guère connu qu'anarchie et tyrannie. Les grands organismes sociaux, religieux, politiques, au lieu de l'aider et de le protéger, ne lui sont apparus que comme des instruments de désordre et de persécution.

Pas de classe supérieure, issue de sa race, sur

laquelle il puisse se modeler. La culture permet au paysan de vivre, de s'élever même dans sa condition, mais non d'en sortir. Le commerce est entièrement aux mains des Grecs et des Juifs : la grande propriété leur revient aussi à mesure qu'elle échappe aux Turcs. Un abîme sépare ces seigneurs et ces bourgeois d'un prolétariat avec lequel ils n'ont rien de commun et dont ils ignorent même la langue.

L'Eglise orthodoxe n'offre pas non plus à ses ouailles slaves un bien grand appui. Le niveau du bas clergé est fort inférieur. Lorsqu'une paroisse se trouve dépourvue de pasteur, les habitants élisent pour pope un des leurs ou un homme des environs possédant quelque instruction et une réputation honorable. Les maîtres d'école sont assez recherchés pour cet office, mais, à défaut, on prend ce qu'on trouve. Les « Américains » ayant vu du pays jouissent d'une certaine faveur, et un respectable « pappas » m'a avoué avoir déchargé des navires à Montréal. Aussitôt élu, le nouveau prêtre est expédié sur un monastère, où, en quelques semaines, on

lui enseigne le dogme et la liturgie ; puis il est ordonné et va exercer son ministère dans les limites de sa paroisse. Il vit alors du produit des quêtes à l'église, d'un maigre casuel et des cadeaux qu'il reçoit lors de la bénédiction des maisons. Le « pappas » s'en va alors de porte en porte, suivi d'un gamin porteur d'une besace où s'entassent les pains, les gâteaux, les quartiers de viande.

Il accomplit ponctuellement les rites du culte, baptise, marie, enterre et satisfait ainsi le formalisme de ses paroissiens. Le prêtre est pour eux celui qui peut seul accomplir certains actes religieux ; on ne lui demande nullement d'être un apôtre, ce dont il serait fort empêché ; son influence morale est à peu près nulle.

Le haut clergé, ne pouvant pas être marié, se recrute parmi les moines. La plupart des archevêques ou évêques sont Grecs d'origine et tout dévoués à la cause hellénique, qu'ils dépendent du patriarcat de Constantinople ou du synode d'Athènes. La principale occupation de ces prélats, en Macédoine grecque tout au moins, est

la lutte contre les « schismatiques » ; entendez par là les adhérents de l'Exarchat bulgare. Ce clergé orthodoxe trouve, en effet, auprès des Macédoniens, un concurrent redoutable dans celui de l'Eglise « autocéphale », dont le firman du 10 mars 1870 a doté la Bulgarie.

D'après ce firman, l'*Exarque* ou Primat bulgare était placé sous l'autorité nominale du patriarche de Constantinople ; mais ce fragile lien fut rompu par le patriarcat lui-même lorsqu'il condamna la nouvelle Eglise. Le firman indiquait les territoires relevant de l'exarchat (à peu de chose près ceux de la Bulgarie actuelle) ; mais il comprenait en outre un article terrible ainsi conçu : « Ailleurs que dans les endroits énumérés ci-dessus, si la totalité ou du moins les deux tiers des habitants désirent l'autorité de l'Exarque, il leur sera permis de passer à l'Exarchat. »

Cette disposition fut pour les Macédoniens la source de maux sans nombre ; le clergé bulgare s'appuya sur elle pour entreprendre la conquête des sièges de Macédoine que le clergé

grec défendait avec une énergie désespérée. Une lutte religieuse perpétuelle fut ouverte dans laquelle chaque partie employa tous les moyens, y compris le meurtre et l'incendie.

Le malheureux paysan dut choisir, le couteau sous la gorge, entre deux prêtres qui professaient exactement la même doctrine, portaient le même habit et se traitaient réciproquement « d'hérétiques », de « cornus » et de « damnés ». On assista aux évolutions religieuses les plus étonnantes et les plus rapides : un village orthodoxe passait un beau jour tout entier à l'exarchisme, puis quelque temps après redevenait orthodoxe. En fin de compte, l'Eglise bulgare remporta des avantages très marqués et conquit plusieurs sièges épiscopaux.

Depuis le traité de Bucarest, la situation a changé, chacune des deux Eglises se trouvant maîtresse de territoires déterminés, lesquels sont actuellement (en 1918) séparés par la ligne des fronts. Le premier soin de chacun des clergés a été de rendre dans sa zone la vie intenable au clergé adverse ; puis il s'est efforcé de con-

quérir ou de reconquérir les habitants et n'a pas hésité à recourir pour cela au bras séculier.

Je ne sais exactement, et pour cause, comment les choses se passent en pays bulgares, mais en Macédoine grecque, le gendarme a joué un grand rôle dans les conversions. Il invitait le « Makedon » exarchiste à signer son abjuration, faute de quoi il devrait quitter le pays pour aller retrouver ses frères en hérésie ; aussi le vénérable archevêque de Vodena, tout en me faisant visiter sa cathédrale, pouvait-il m'affirmer, avec un bon sourire « qu'il n'y avait presque plus de schismatiques dans sa province ».

Comme la lutte autour de l'Eglise, le paysan macédonien a connu la lutte autour de l'école. Cette dernière, au temps des Turcs, était placée sous le contrôle des Eglises et entretenue en grande partie par elles ; le surplus des ressources provenait des gouvernements d'Athènes et de Sofia et de subventions particulières. Les patriotes grecs firent à ce point de vue notamment le plus noble effort. La Macédoine du Nord

compte également un certain nombre d'écoles serbes, et il ne faut pas oublier de citer celles des missionnaires catholiques, autrichiens et français (1).

A la différence du conflit religieux qui ne fut pour le Macédonien qu'un fléau, la lutte scolaire lui profita. Elle multiplia l'instruction dans son pays, qui, sans ce combat, eût vécu dans la plus complète ignorance. Outre les écoles primaires ordinaires, existaient des écoles supérieures (appelées par les Grecs : *écoles helléniques*). si bien que l'enfant du plus humble raïa put, sans frais, en apprendre autant que n'importe quel écolier de France ou d'Allemagne. J'en eus la preuve à Monastir où un jeune employé, fils d'un paysan des environs, n'ayant jamais quitté le pays, parlait parfaitement quatre langues ; il avait fréquenté successivement toutes les écoles de la ville : la grecque, la bulgare, la

(1) Les Lazaristes notamment et les Filles de la Charité, ont ou avaient des établissements à Salonique, à Yénitzé-Vardar, à Monastir, à Cavalla.

française et l'autrichienne (1). Des gymnases établis à Salonique fournissaient un personnel enseignant fort capable.

Le partage de la Macédoine, autant qu'on peut en juger à l'heure actuelle, où la plupart des écoles sont fermées faute de maîtres, faute de locaux et parfois faute d'élèves, risque d'avoir à ce point de vue un résultat plutôt nuisible à l'habitant. Chacun des Etats copartageants veut faire de son école un instrument officiel d'assimilation et traque l'école adverse ; le petit paysan n'apprendra donc plus que le grec, le serbe ou le bulgare suivant le pays qu'il habite, et sa vraie langue, le dialecte macédonien, ne sera plus qu'un patois méprisé.

Que représentent maintenant, pour notre laboureur, les organes de l'administration et du gouvernement ? Sous le régime turc, un seul lui rendait service, et c'était le plus humble : le pouvoir municipal. Le village macédonien ne

(1) L'usage de l'anglais est également assez répandu en Macédoine. Mais les éléments de cette langue ont été rapportés d'Amérique par les émigrants.

comprenant que des populations de même race et de même nature avait une liberté complète dans la gestion de ses intérêts (1). Chacun éli-sait sa municipalité ayant à sa tête un *mouktar*. Au-dessus s'étagait la hiérarchie des fonction-naires ottomans : dans chaque kaza, un *caïma-can* ou sous-préfet ; dans chaque sandjak, un *moutessarif* ou préfet ; dans chaque vilayet, un *vali* ou gouverneur.

Les rapports du raïa avec les représentants de la Sublime-Porte se décrivent en trois mots : la *dîme*, la *corvée*, le *bakchich*.

La *dîme* était prélevée en nature sur la récolte. Sa perception était affermée, et souvent au propriétaire du *tsiflik* lui-même (2). Ce der-nier, assisté d'un garde champêtre turc (lequel

(1) L'homogénéité de la population de chaque village est la règle dans les campagnes : il y a des villages slaves (orthodoxes ou exarchistes) et des villages turcs. Dans les villes, chaque race habite un quartier séparé.

(2) La dîme, d'après les contrats de métayage, était toujours prélevée sur la part du tenancier. Celui-ci de-vait laisser sa récolte sur place jusqu'au passage du col-lecteur. Si ce collecteur tardait à venir, la moisson pou-vait être perdue.

naturellement exigeait sa part), recouvrait l'impôt sans contrôle et sans appel.

La *corvée* était surtout un instrument de chantage. Caïmacans et moutessarifis se souciaient fort peu de travaux publics ; s'ils envoyaient, de temps en temps, des paysans travailler à vingt lieues de leur village, c'était uniquement pour les inviter à racheter leur liberté. Ceci fait, la route attendait.

Tout service à demander à un fonctionnaire était prétexte à *bakchich* (1) et il arrivait que le rançonnement profitât du moindre prétexte. Dans les villages riches, celui d'Eksissou par exemple, le caïmacan le plus voisin « tondait » périodiquement un notable. En bon pasteur, il se gardait d'ailleurs d'écorcher à l'excès sa victime et il évitait que le tour du même revînt trop souvent.

Ces ressources prélevées, l'administration turque se désintéressait absolument des affaires

(1) La justice, en particulier, se vendait tranquillement. Les magistrats grecs ou turcs, mais également véreux, étaient choisis par les préfets.

macédoniennes et n'assurait même pas la sécurité la plus élémentaire. Les bandes albanaises visitaient en toute liberté les villages des environs de Monastir, et, sous menace d'incendie ou de massacre général, exigeaient tribut. La visite la plus anodine n'allait d'ailleurs pas sans quelque meurtre ou quelque viol. Parfois un notable était emmené comme otage et rendu contre rançon.

Pour remédier à ces maux, des organisations révolutionnaires soutenues par les Etats balkaniques se constituèrent. Au début du ^{xx}e siècle, leur action atteignit toute son intensité et la condition des Macédoniens, de très pénible, devint infernale. Au Turc, à l'Albanais, s'ajoutèrent les *comitadjis* affiliés à l'organisation bulgare de Salonique. Mobilisés dès le premier signal, sous des chefs désignés à l'avance, renseignés et guidés par des maîtres d'école et des popes, prenant des armes dans des cachettes connues, ils tenaient campagne contre les Turcs, organisaient de hardis coups de main.

Mais en même temps, ils terrorisaient le pay-

san, exigeaient ses services, le convertissaient d'autorité à l'exarchisme, puis l'abandonnaient aux atroces représailles ottomanes. Les « Tchetas » grecques et serbes s'inspiraient de si beaux exemples. De plus, les trois partis se faisaient la guerre entre eux ; à peine un malheureux villageois avait-il été forcé par une bande de se déclarer bulgare bulgarisant qu'une autre bande lui arrachait des protestations de pur hellénisme ; sur quoi, les Bulgares, de retour, châ-tiaient son apostasie en brûlant sa maison, en violant sa femme et en le tuant lui-même.

La révolution tûrque, nous l'avons dit, n'améliora pas les choses, ne fit qu'accroître l'anarchie. Elle fit du paysan macédonien l'égal théorique du Musulman, lui mit en main un bulletin de vote, qu'il ne demandait pas et l'astreignit au service militaire, qu'il demandait encore moins. Les fonctionnaires du comité Union et Progrès ne valaient pas mieux que ceux d'Abdul-Hamid et n'avaient pas l'autorité suffisante pour assurer un semblant d'ordre. Les rivalités ethniques entre les libres citoyens de l'empire

étaient plus vives qu'elles ne se montraient autrefois entre maîtres et sujets. Le brigandage atteignit son paroxysme.

Passèrent les guerres balkaniques, avec leur cortège d'atrocités. Dans la première, le Turc en se retirant, brûlait les villages chrétiens, comme le Chrétien en avançant brûlait les villages turcs. Dans la seconde, les Macédoniens étaient revendiqués par tous les belligérants, souffraient de tous.

Après la paix de Bucarest, la situation s'améliore. Chaque Etat balkanique se met pourtant en devoir « d'assimiler » les populations de son territoire. Il a sur celui-ci, dans une certaine mesure (1), chasse réservée. Nous avons vu comment il utilise l'église et l'école.

Mais il intervient aussi directement, n'épargnant pas les opérations de police les plus rudes.

La guerre de 1915 amène de nouveaux bom-

(1) Dans une certaine mesure seulement, car en Macédoine grecque ou serbe, les organisations bulgares subsistent, travaillant en sourdine pour leur cause.

bardements, de nouveaux incendies, de nouvelles émigrations (1) ; et c'est seulement quand les fronts se fixent, à l'automne 1916, que les habitants de la Macédoine occupée par les alliés connaissent une ère de tranquillité dont ils n'avaient pas l'idée (2). Quant aux populations

(1) Voici, à titre documentaire, l'histoire des tribulations du village macédonien d'Eksissou (région d'Ostrovo) pendant la série des guerres. En 1912, les Turcs en incendient la plus grande partie et notamment la vieille église. Les ruines commencent à se relever lorsqu'en 1915 arrivent les Bulgares. Lors de leur retraite, en 1916, ils obligent les habitants à les suivre dans leurs lignes. Toute la population se réfugie ainsi à Florina, mais dans le village restent des comitadjis qui massacrent des blessés français. Exécution desdits comitadjis et représailles sur le village dont un nouveau morceau est incendié. A la fin de 1916, Florina étant occupé par les troupes françaises, une partie des habitants d'Eksissou est autorisée à rentrer dans... ses foyers.

(2) L'administration militaire française notamment s'est acquise le respect et l'admiration des populations rurales. (En Orient il est assez risqué de parler d'amour et de reconnaissance.) Non seulement l'ordre et la sécurité ont été assurés, mais un immense réseau de routes a remplacé les mauvaises pistes d'autrefois, comme l'embauchage payé a remplacé la corvée. Des missions sanitaires ont parcouru les villages. La culture a été stimulée par les débouchés ouverts.

Les administrations serbe et grecque ont recommencé à fonctionner dès 1916. Elles ont surtout servi d'intermédiaire entre le commandement allié et la population civile, notamment pour le ravitaillement de cette dernière.

de l'autre côté de la barrière, on ne sait pas grand'chose d'elles, sinon qu'elles subissent une bulgarisation fort énergique.

V. — Les besoins du Paysan.

Voilà donc une population qui, jusqu'à une époque très récente, dans des conditions d'insécurité absolues, avec un régime foncier médiocre, sans patronage ni protection d'aucune sorte, a su non seulement travailler et vivre, mais vivre organisée. Elle a su aussi profiter de toutes les occasions qui s'offraient à elle : facilité d'émigration, vente de terres seigneuriales pour améliorer sa position. En somme, à travers un cauchemar de vicissitudes, *elle s'est plutôt élevée*. Rien de commun entre cette race énergique et certains peuples d'Orient tellement déprimés et abrutis par une oppression séculaire qu'ils découragent toute sympathie. Le Macédonien, tenant à la fois du Serbe et du Bul-

Elles ont aussi rouvert les écoles et perçu l'impôt; ce dernier représenté par l'antique dîme dont la perception est toujours affermée, mais mieux surveillée.

gare, n'a pas les qualités brillantes ni les traditions héroïques du premier ; il n'a pas le sombre patriotisme ni l'esprit politique du second : tout son horizon s'est borné jusqu'ici à sa famille et à son village. Au delà, il ne voyait que misères et horreurs. Mais les mérites obscurs qu'il a montrés dans cette existence limitée, laissent deviner ce qu'il pourra faire si un champ plus large s'ouvre devant lui.

Quels sont ses besoins actuels ? Au point de vue politique, le premier, l'unique même est celui de la sécurité. Il en est à ce point, dont parle Taine, où n'être tué ni dépouillé constitue le summum des désirs. Aussi est-il absurde de lui demander si ses sympathies sont bulgares plutôt que serbes ou grecques. Il faut répéter qu'il n'existe pas chez lui à l'heure actuelle de conscience nationale ; il appartiendra indifféremment et de bon cœur à un état quelconque, si celui-ci sait le protéger, le comprendre et se l'attacher.

Le comprendre et se l'attacher. La plus grosse erreur consisterait, en effet, à ne voir dans cette

race qu'une masse inorganique, une « matière ethnique » pétrissable à volonté. Si les Macédoniens avaient été à ce point amorphes, ils n'auraient pas conservé pendant des siècles, sous le régime ottoman, leur foi et leurs mœurs ; ils auraient passé à l'Islam, et, du coup, du camp des vaincus à celui des vainqueurs. Or, assez peu l'ont fait (1) ; la plupart ont mieux aimé tout subir que d'en arriver là. Peut-on penser qu'un nouveau maître ne trouverait en eux que des sujets auxquels il donnerait des institutions à sa convenance ? Autant le Macédonien est indifférent à la constitution générale de l'Etat, autant ce qui touche à sa vie privée et locale fait pour lui l'objet d'habitudes séculaires auxquelles il tient passionnément.

Le plus grand service qui puisse lui être ren-

(1) Le Turc, jusqu'à ces temps derniers du moins, ne connaissait entre les habitants de l'Empire que la différence des religions. D'un côté le Musulman, le maître, de l'autre le raïa, l'esclave. Le nouveau converti se trouvait instantanément transporté de la seconde catégorie dans la première. Parmi les Turcs de Macédoine, il en est dont les origines chrétiennes sont certaines. Jamais le Musulman ne les a traités autrement que les purs osmanlis.

du après la sécurité, c'est l'établissement d'un bon régime agraire. Il est habitué à celui de la grande propriété avec petite culture, avec une culture même fort primitive. En admettant que ce régime fonctionne sans exaction ni arbitraire, ses résultats ne sauraient être heureux. Le métayage, pour avoir de bons effets, comporte une véritable association du propriétaire et du métayer, le premier fournissant non seulement sa terre, mais l'améliorant et donnant les directives de l'exploitation. Or, le Turc, nous l'avons dit, ne fournissait ni direction, ni avances sérieuses. Les Chrétiens qui lui succèdent ne font pas mieux ; commerçants et financiers avant tout, ils se désintéressent de la mise en valeur de leurs domaines dont les revenus sont toujours avantageux par rapport au prix d'achat : immobiliser de l'argent en l'incorporant à la terre, répugne à leurs habitudes, et d'ailleurs, ignorant tout des choses agricoles, ils seraient fort embarrassés d'en régler l'emploi.

Le paysan, d'autre part, est un agriculteur fort médiocre. En admettant qu'il ait des épar-

gnes, il ne les dépensera évidemment pas pour un domaine dont il peut être évincé d'un moment à l'autre. Le produit de l'exploitation est donc fort mince, et lorsque le maître a prélevé sa part, le métayer se trouve réduit à une portion à peine congrue.

Deux issues s'offrent à cette situation. D'abord l'amélioration du régime de la grande propriété par l'avènement d'une nouvelle classe de propriétaires composée de vrais patrons agricoles. Ils introduiraient la grande culture, ou bien, par une direction intelligente, rendraient la culture métayère plus productive. Cette solution serait évidemment la plus profitable tant à la richesse du pays qu'au sort de ses habitants ; mais il est peu probable qu'elle intervienne, aucune des races balkaniques ne pouvant actuellement fournir cette classe de propriétaires. Nous avons vu qu'il ne fallait compter ni sur les Grecs ni sur les Juifs. Les Serbes et les Bulgares, d'autre part, sont presque exclusivement des paysans : leurs bourgeoisie, très modeste et pauvre, ne se recrute guère que dans le petit

commerce, les fonctionnaires, les professions libérales. Quant à de grands agriculteurs venus d'Occident, ils sont encore fort peu nombreux (1) et rien ne fait prévoir une émigration considérable de leur part.

La deuxième solution consisterait dans le développement de la petite propriété qui tend à se constituer depuis le début du siècle par le morcellement des grands domaines. Ce morcellement ne rencontrerait aucun obstacle de la part des anciens et des nouveaux seigneurs : ils ne demandent qu'à vendre ou à revendre. L'unique difficulté résiderait dans la faculté d'achat du paysan ; mais elle n'est pas insurmontable, étant donnés l'activité, l'esprit d'épargne de ce dernier, les ressources rapportées de l'émigration.

L'achat pourrait, du reste, être facilité, grâce à l'institution de caisses de prêt et par la solidarité des membres d'une même famille, d'un même village vis-à-vis de ces caisses. C'est le

(1) Seuls quelques capitalistes anglais ont acheté des terres aux environs de Salonique.

système qu'a introduit le gouvernement grec en Thessalie où une question agraire se pose à peu près dans les mêmes conditions. Le caractère du paysan macédonien s'y adapterait facilement ; les parents qui garantissent à une agence d'émigration le prix des passages, trouveraient aussi naturel de garantir à une banque celui d'un champ. D'autre part, l'habitude de gérer seuls les affaires locales a créé un esprit municipal assez fort pour qu'une commune puisse répondre de ses habitants. Il se constituerait ainsi en Macédoine une classe de paysans-propriétaires analogue à celle qui peuple la Bulgarie et la Serbie. Le régime de la petite propriété n'est sans doute pas une panacée propre à résoudre d'une manière absolue et définitive les questions rurales ; à côté d'incontestables avantages, il offre de sérieux dangers (1). Tout

(1) Le développement de ce régime donne, en effet, naissance à toute une série de questions dont la plus importante est celle de la transmission des biens. Si aucune cause ne vient limiter le morcellement indéfini des terres par partages successifs, le régime de la petite propriété peut mener automatiquement à la dépopulation et à la désertion du sol.

ce qu'on peut dire, c'est qu'à l'heure actuelle, il répond le mieux aux besoins du paysan macédonien, et que celui-ci a en somme les qualités nécessaires pour en tirer le meilleur parti possible.

Une réelle valeur sociale, dont il ne peut tirer un parti complet, parce qu'insuffisamment encadré, aussi bien sous le rapport politique que sous le rapport économique, voilà ce qui caractérise le Macédonien, voilà pourquoi il a toujours subi la prééminence et la pression d'autres races, recevant au besoin la plupart des coups qu'elles échangeaient par-dessus sa tête.

Ce qu'il lui faut avant tout, c'est un ordre administratif et social qui lui permette de vivre à peu près tranquille en travaillant. On voudra bien reconnaître que ses prétentions sont modestes.

Ce danger peut être écarté par l'usage de la liberté testamentaire, par des dispositions légales posant des limites au morcellement et facilitant la reconstitution des petits domaines. En Macédoine, il sera très longtemps atténué par la persistance des habitudes patriarcales, par l'étendue des terres vacantes, par l'émigration.

CHAPITRE II.

LES RACES EN CONFLIT : BULGARES, SERBES, GRECS

I. — Les Bulgares.

La population bulgare de Macédoine a deux origines : l'émigration d'habitants de la Bulgarie et la bulgarisation des Slaves macédoniens.

De temps immémorial, un mouvement continu attire vers les campagnes de Salonique et de Sérès les montagnards du Balkan et du Rhodope. Ces émigrants n'arrivent point, du reste, en dominateurs, mais pour remplir les plus humbles tâches. Les hommes sont ouvriers agricoles ou manœuvres, les femmes servantes.

Une grande partie d'entre eux, quelques économies faites, regagnent leurs villages ; mais d'autres se marient sur place, deviennent métayers ou propriétaires ; insensiblement, ils parviennent à faire nombre. Leur rôle est d'autant plus important que, tout en se fondant

dans la population macédonienne, ils se l'assimilent peu à peu. Ils se l'assimilent, d'abord, parce qu'ils lui ressemblent beaucoup. Les différences ethniques et de dialecte sont insignifiantes; les mœurs sont identiques sous le rapport du travail comme sous celui de la vie familiale. Mais le paysan bulgare, à peu près pareil en tout au paysan macédonien, lui est en même temps supérieur, il représente un spécimen plus avancé du même type. Une sécurité plus grande, un régime déjà ancien de petite propriété en ont fait un agriculteur appréciable, connaissant des méthodes assez avancées. Cela suffirait à lui assurer sur une race exclusivement agricole un prestige et une influence.

Cette influence est sensiblement accrue du fait que le Bulgare, à la différence du Macédonien, est puissamment encadré. L'organisation, dont il fait partie, dépasse de beaucoup les limites de la famille et du village. Derrière l'ouvrier ou le laboureur, et le poussant en avant, se trouvent le prêtre et l'intellectuel.

Nous avons dit quel instrument d'expansion

était l'Eglise exarchiste. C'est le fait d'appartenir à cette Eglise qui, en quelque sorte, crée le *Bulgare*, le sépare et le distingue des autres races balkaniques. Il tombe ainsi sous l'influence d'un clergé aussi dévoué au gouvernement de Sofia que le clergé orthodoxe l'est à celui d'Athènes et nous savons quelle ardeur ce clergé, sans trop s'embarrasser des moyens, met à recruter ses fidèles (1).

En outre, le bulgarisme possède à son service, soit parmi les Bulgares d'origine, soit parmi les Macédoniens bulgarisés, une classe supérieure, une sorte de bourgeoisie.

Cette classe n'est pas sortie d'un patronat agri-

(1) Bulgare et exarchiste sont donc considérés en Macédoine comme synonymes. Il existe pourtant un certain nombre de Bulgares catholiques qu'on appelle « uniates ». Lorsque le gouvernement bulgare, par esprit nationaliste, résolut de rompre avec le patriarcat, il songea à un rattachement à l'Eglise romaine. En 1860 eut lieu dans ce sens un essai qui entraîna quelques conversions. Mais l'influence de la Russie qui ne voulait à aucun prix la constitution d'une puissance catholique dans les Balkans enraya très vite ce mouvement. Le nombre des uniates en Macédoine, comme en Bulgarie, est fort restreint ; mais leur dévouement à la cause bulgare est égal à celui des exarchistes. Ils sont donc aussi redoutés par les autorités hellènes et serbes.

cole, industriel ou commercial : ses membres appartiennent presque exclusivement à l'enseignement ou aux professions libérales. D'origine paysanne très récente, ils sont le produit des écoles et des gymnases qui en ont fait des professeurs, des médecins, des gens de loi, des journalistes et même de simples politiciens. Une pareille bourgeoisie s'est trouvée naturellement l'ennemi-née de la domination turque qui lui barrait le chemin des grands emplois, la maintenait vis-à-vis du bey ou du fonctionnaire ottoman dans une situation humiliante. Aussi est-ce elle qui a dirigé le combat contre cette domination, qui a multiplié et perfectionné les écoles créées par l'Exarchat. Ce sont les intellectuels bulgares qui ont formé les associations révolutionnaires, recruté et encadré les comitadjis. Mêlant la rudesse des races primitives au fanatisme idéologique, ils n'ont pas reculé devant l'emploi de la bombe, devant l'incendie et le massacre.

Dans les dernières années du régime turc, ils avaient même su tirer parti d'un instrument

d'influence tout nouveau en Orient : le mouvement ouvrier, le syndicalisme révolutionnaire. Comme il arrive presque toujours aux natures frustes brusquement rapprochées de la culture occidentale, beaucoup de lettrés, d'étudiants bulgares s'étaient épris des idées dites « avancées », les plus accessibles aux esprits primitifs. D'autre part, le développement à Salonique d'une certaine industrie y avait attiré quelques milliers d'ouvriers, dont beaucoup étaient Bulgares. Les autres, Macédoniens, formaient pour le bulgarisme un terrain de culture excellent, les idées se transmettant plus facilement dans les faubourgs d'une grande ville que dans les campagnes. Le meilleur moyen de rallier cette masse était de prendre la défense de ses intérêts professionnels. Les intellectuels bulgares n'y manquèrent pas : ils prirent la tête de la Fédération socialiste qui entretenait l'agitation ouvrière. A côté du bulgarisme religieux et national naquit un bulgarisme athée et humanitaire. On eût pu croire qu'il ferait échec au premier : en réalité, il ne cessa de l'aider. Après

la révolution turque, alors que la lutte des races pouvait paraître sans objet, il sut, sous couleurs de conflits sociaux, maintenir contre le régime une hostilité permanente, fomenteur des grèves, empêcher toute pacification.

★★

Servi par ses prolétaires, ses popes et ses intellectuels, le bulgarisme était arrivé à prendre en Macédoine, avant les guerres balkaniques, une très grande influence. Dans les campagnes, le nombre des exarchistes serrait de près celui des orthodoxes (1). Des prélats bulgares siégeaient

(1) Aucun renseignement statistique sérieux ne peut être donné à ce sujet. Les documents bulgares et grecs se contredisent. Les documents turcs, plus impartiaux, n'ont qu'une valeur très approximative.

Voici, à titre d'indication, trois statistiques à peu près contemporaines (1904-1905) de la répartition des races et des religions dans le sandjak de Salonique :

	Statistique grecque	Statistique bulgare	Statistique turque
Musulmans.....	191.573	189.911	269.191
Bulgares.....	70.022	148.092	69.686
Unlats	2.086	2.352	»
Grecs et Macédo- niens hellénisés.	224.195	159.336	212.908
Serbes.....	1.375	1.136	»
Divers (Juifs, Vala- ques et Tziganes)	57.107	19.287	51.250
	549.358	520.114	543.035

à Okrida, Uskub, Vélès. Un réseau d'écoles, dont le gymnase bulgare de Salonique fournissait les maîtres (1), couvrait les vilayets de Salonique et de Monastir. Une grande association : l'« *organisation intérieure* », siégeait à Salonique et dirigeait une armée de comitadjis. L'hellénisme reculait pas à pas, ne se maintenant guère que dans les villes.

Après le traité de Bucarest, la situation changea : les Serbes et les Grecs, maîtres par les armes de la majeure partie de la Macédoine, y traquèrent avec la dernière énergie tout ce qui

Dans l'ancien vilayet de Monastir la répartition aurait été la suivante :

	Statistique grecque	Statistique bulgare
Musulmans	338.150	338.152
Bulgares	142.715	298.402
Grecs et Macédoniens hellénisés	279.964	114.802
Serbes	11.673	»
Divers	10.850	51.508
	783.352	802.864

(1) Les maîtres, leur instruction faite à Salonique, étaient presque toujours envoyés dans leur district d'origine; et là ils pouvaient exercer une influence.

était bulgare. On ferma les écoles, on chassa les prêtres exarchistes, on convertit celles de leurs ouailles qui n'émigraient pas. Mais vint la grande guerre, et la zone d'influence bulgare, limitée par la ligne des fronts, reprit toute la Macédoine du Nord et de l'Est et une partie de celle de l'Ouest. Il est impossible de savoir ce qui se passe dans ces régions, si ce n'est que la condition de Serbe ou de Grec n'y doit pas être avantageuse. Même dans les territoires occupés par les troupes de l'Entente en 1918, il ne faudrait pas croire que le bulgarisme ait entièrement disparu. Sans doute il évite de faire parler de lui. Mais en Macédoine grecque, M. Venizelos, au printemps de 1917, avouait 80.000 exarchistes. Il faut en ajouter sans doute un certain nombre momentanément déguisés en orthodoxes.

II. — Les Serbes.

Trouve-t-on en Macédoine des Serbes émigrés et des Macédoniens nettement serbisés, c'est-à-

dire ayant une conscience nationale serbe, encadrés par des organisations serbes ? (1).

Avant les guerres balkaniques, l'expansion et l'influence serbes se montraient, il faut le reconnaître, extrêmement faibles, et cela pour deux raisons. L'émigration des Serbes en Macédoine d'abord, était très restreinte, beaucoup plus restreinte que l'émigration bulgare. Alors que le Bulgare tenait ses montagnes et rayonnait de là dans la plaine, le Serbe n'était même pas maître des siennes. En Vieille Serbie, il devait se défendre contre l'Albanais, « l'Arnaut », qui avait choisi ce malheureux pays comme lieu favori de ses exploits. La situation était telle qu'un grand nombre de Serbes émigraient bien, mais vers le Nord, vers la Serbie indépendante où ils trouvaient refuge et sécurité. Alors que les Yougo-Slaves débordaient du côté de la Hon-

(1) C'est uniquement en cela que peut consister la serbisation des campagnes. Les mœurs du paysan serbe diffèrent, en effet, assez peu de celles du paysan macédonien ou bulgare : même vie rurale et patriarcale avec plus d'individualisme cependant, le caractère plus simple, plus ouvert, mais moins opiniâtre.

grie et de l'Adriatique, ils reculaient au Sud et à l'Est, c'est-à-dire en Macédoine.

D'autre part, l'autorité religieuse possédait des moyens d'action très insuffisants ; elle n'avait pas à son service d'Eglise autocéphale, à la manière de l'Exarchat ; les Serbes appartenaient à la confession orthodoxe, et, en Macédoine, le clergé orthodoxe, à part quelques exceptions, est dévoué à l'hellénisme. Introduire des prêtres serbes était fort difficile, puisqu'il fallait pour cela heurter les autorités ecclésiastiques, sans pourtant se brouiller avec elles.

C'était cette raison qui empêchait de faire des écoles serbes des écoles confessionnelles ; elles admettaient des élèves de toutes les Eglises chrétiennes en s'efforçant de ne choquer aucune d'elles (1). Ce régime n'avait sans doute rien de commun avec ce que nous appelons neutralité scolaire. En réalité, les écoles serbes se montraient le moins neutres qu'elles pouvaient,

(1) En fait, presque tous les élèves des écoles serbes appartiennent à l'orthodoxie.

elles ne l'étaient que dans la mesure où la différence des confessions l'exigeait absolument. Or, au point de vue du dogme et de la morale, cette différence est très faible. Cette attitude était pourtant une cause d'infériorité. Le paysan macédonien a, de temps immémorial, coutume de voir dans l'école une annexe de l'Eglise ; une classe où l'enseignement religieux ne tient pas la première place, le choque et le déconcerte. Le prêtre bulgare ou grec n'avait donc pas de peine à le détourner de l'école serbe.

L'action politique des Serbes fut aussi plus tardive et moins vigoureuse que celle de leurs rivaux. M. Victor Bérard, dans son enquête de 1890, constate qu'à cette époque elle était au Sud de Char-Dagh, à peu près nulle. Dans les années qui précédèrent la guerre balkanique, elle travailla à s'organiser sur le modèle bulgare. Une société secrète, la « Narodna Orladna », enrôla des bandes de « Tchenitzzi » analogues à celles des comitadjis et qui se signalèrent par l'audace de leurs entreprises. Elles étaient encadrées et conduites par l'élite de la jeunesse serbe ;

mais ces bandes eurent plus à opérer en Vieille Serbie, contre les Arnauts, qu'en Macédoine. Il ne faut pas oublier que le nationalisme serbe, au lieu d'être concentré comme le nationalisme bulgare sur un seul objectif, devait lutter sur bien des terrains divers : en Bosnie et dans les provinces de l'Adriatique, au Nord du Danube dans le Bannat. Cette dispersion a nécessairement nui à son intensité.

Après le traité de Bucarest (1913), le gouvernement serbe entreprit de « coloniser » les territoires qu'il venait de conquérir. Par des concessions de terre (1) il y attira des émigrants serbes, dalmates et croates qui, sans cela, se seraient dirigés vers l'Amérique. Ce procédé, combiné avec l'expulsion des éléments bulgares irréductibles, devait amener une serbisation rapide des pays annexés. Il n'a pas eu, du reste,

(1) Ces concessions étaient attribuées à raison d'un minimum de 5 hectares par famille et augmentées de 2 hectares pour chaque membre mâle, âgé d'au moins 16 ans. Au bout de 15 ans d'exploitation (période pendant laquelle le bien est inaliénable), les colons devenaient propriétaires. Six mois après leur arrivée ils étaient déclarés sujets serbes s'ils ne l'étaient déjà.

le temps de faire sentir ses effets d'une façon sérieuse, puisque deux ans après la conquête de la Vielle Serbie, presque toute la Macédoine serbe se trouvait aux mains des Bulgares. Au lieu d'exercer une influence, les colons yougoslaves eurent à subir la plus rude bulgarisation.

★★

Dé ce que la Macédoine est actuellement fort peu serbisée, il ne faudrait pas conclure qu'elle ne soit pas serbisable. L'élément serbe lutte difficilement contre l'élément bulgare sur un territoire librement ouvert aux deux influences et nous avons exposé les causes de son infériorité. Mais, en pays conquis, lorsque la propagande adverse peut être combattue par des moyens radicaux, ces causes s'atténuent jusqu'à disparaître. Les paysans macédoniens, ceux du moins, et ils sont nombreux, qui n'ont pas subi l'empreinte bulgare ou hellène, accepteraient aussi bien qu'une autre la patrie serbe si celle-ci installait près d'eux des nationaux dévoués à sa

cause. Or, la tentative faite en 1913 a montré qu'un courant d'émigration yougo-slave pouvait se porter vers la Macédoine aussi bien que vers toute autre partie du monde. D'autre part, la faiblesse résultant de l'absence d'Eglise nationale serbe n'a pu se faire sentir qu'à raison de l'hellénisme du clergé orthodoxe. Il suffirait pour la voir cesser que les prêtres grecs fussent remplacés par des prêtres serbes et c'est évidemment facile sur des territoires attribués politiquement à la Serbie. La population se trouverait ainsi soumise à une nouvelle influence, sans aucune lutte et sans avoir à changer de confession. En quelque sorte, sans s'en apercevoir, l'action religieuse hellène serait ainsi éliminée. Quant à l'action du clergé bulgare, à supposer qu'elle puisse matériellement s'exercer, elle serait désavantagée puisqu'elle exige pour condition préalable le passage des populations de l'orthodoxie à l'exarchisme.

La propagande serbe a, d'ailleurs, dans ce pays des éléments de succès dont elle n'a pu tirer parti jusqu'ici et qu'il serait injuste de

passer sous silence. Elle peut évoquer de grands souvenirs historiques chantés par une poésie brillante. L'empire du tsar Douchan a compris toute la Macédoine et connu le plus noble éclat. Les chansons de geste qui disent les exploits des héros de Kossovo, ceux de Kralievitch Marko ou des Haïdent, ont franchi le Char-Dagh. Il n'est pas rare d'en entendre quelques fragments au pied du Kaïmakalan ou du Peristeri.

Les chansons sont une chose et la politique, la politique orientale surtout, en est une autre. Pourtant pour rallier à une nationalité des consciences qui, au surplus, n'y sont pas réfractaires, de pareils instruments ne sauraient être méprisés. Le Bulgare positif et utilitaire ne les possède pas.

Si la future politique ou le sort des armes rendaient à la Serbie un morceau de la terre macédonienne, il est fort probable que le serbisme s'y pourrait développer ; sans les faire disparaître complètement il pourrait combattre avec avantage et peut-être primer les influences contraires.

III. — Les Grecs.

Bulgares et Serbes sont si proches parents du Macédonien, que nous avons eu à les étudier seulement par différences avec ce dernier.

Dans les Hellènes, nous trouvons une race toute nouvelle. Elle se distingue des premières, non seulement par l'origine, le caractère, le parler, mais par tous les détails de la vie individuelle et sociale, par toute la façon de vivre.

Alors que les Slaves balkaniques sont avant tout des paysans, le Grec est essentiellement commerçant ou marin. Sans doute, il ne dédaigne pas la terre, il la célèbre au besoin ; mais elle lui paraît d'autant plus aimable qu'elle demande moins d'efforts. Les jardins, les olivettes, les vergers, les vignobles, voilà ce qui l'intéresse. Il sait bien, s'il a des lettres, que Cérès porte une gerbe de blé, que Triptolème inventa la charrue, que pour avoir la première, il faut pousser la seconde ; mais il estime au fond que les poètes hellènes ont assez fait en chantant ces travaux et que les autres peuples sont bons pour les exécuter.

Aussi, pour le Grec, les ressources du sol ne sont-elles qu'un accessoire ; s'il exploite quelque bien, c'est dans les loisirs que lui laissent des occupations autrement lucratives. Encore fait-il exécuter les travaux les plus durs par quelque domestique macédonien : c'est ce dernier qui pioche les vignes, tourne le moulin à huile, ramasse et transporte le bois. La famille grecque recueille les olives, fait les vendanges et y trouve prétexte moins à labeur qu'à d'honnêtes et gracieuses réjouissances.

Aussi les Hellènes habitent-ils peu la pleine campagne, mais la ville et les gros villages dont ils peuplent des quartiers distincts. Dans certaines régions seulement, la vallée de la Vistrica, par exemple, se trouvent de vrais paysans grecs. Ce sont d'ailleurs des régions de culture facile ; aux vergers, aux vignes, se joignent quelques champs de maïs.

Le Grec cultivateur est le plus souvent, en même temps, propriétaire. Le rôle de métayer ne saurait lui convenir et ses moyens lui permettent d'acquérir dans la banlieue de la ville

quelques parcelles de terrain. S'il connaît le Tsiflik, ce n'est pas comme tsiflidji, mais comme bey. De grands domaines vendus par les Musulmans sont acquis, nous l'avons dit, par des capitalistes hellènes ; mais la possession du sol ne fait pas le terrien. Notre bey chrétien ne voit dans son acquisition qu'une bonne affaire ; elle l'est toujours, si défectueuse que soit l'exploitation, étant donné la modicité du prix d'achat ; il escompte surtout une revente magnifique ; la propriété n'est entre ses mains qu'un objet de spéculation (1).

Pas plus que vers la culture, le Grec n'est porté vers l'industrie. Celle-ci ne reste entre ses mains qu'à l'état embryonnaire et, en Macédoine, on ne trouve même que peu d'Hellènes

(1) Une intéressante monographie de M. d'Azambuja : « *Le Conflit des races en Macédoine* » montre quelle source de profits était sous le régime turc pour les gens avisés, la spéculation sur les terres. Aux propriétaires musulmans embarrassés (et ils le sont souvent), les Hellènes faisaient des avances sous forme d'*achats anticipés* de leurs biens ; les Turcs, la plupart du temps, se trouvaient hors d'état de s'acquitter à l'échéance ; la terre tombait ainsi entre les mains du Grec qui la revendait avec un formidable bénéfice à des paysans macédoniens ou à des Bulgares.

parmi les ouvriers et les artisans. Parcourez la rue principale d'une petite ville, de Florina, par exemple, et vous constaterez que la plupart des métiers : ceux de cordonnier, de menuisier, de forgeron, sont tenus par des Turcs et des Macédoniens. En revanche, derrière les comptoirs des échoppes où l'on ne fait que vendre, sont assis des Périclès ou des Thémistocle. Si l'on demande la profession d'un Grec, la réponse à peu près invariable, est : « Il a un magasin », sans spécifier d'ailleurs ce qu'il y vend. Le marchand hellène n'a pas, en effet, un genre de commerce déterminé, il fait négoce de ce qu'il trouve avantageux à un moment donné. Concurrément au boutiquier, existe le colporteur, le mercanti qui parcourt les campagnes, vendant au paysan les rares objets que ce dernier est obligé d'acheter.

Les commerçants grecs de Macédoine sont en général de condition assez modeste : marchands au détail ou au demi-gros, on n'en trouvait de quelque envergure, avant la guerre actuelle, qu'à Monastir ou à Salonique. Il a fallu l'occu-

pation alliée pour faire brusquement d'un certain nombre d'entre eux « de nouveaux riches ».

Les aptitudes commerciales du Grec sont connues et ne passent pas pour du meilleur aloi ; ce que nous appelons netteté en affaires lui échappe complètement ; il n'oublie pas que, pour les grands ancêtres, Hermès, dieu du commerce, était en même temps dieu du vol. Il ne conçoit guère que, dans un marché, il n'y ait pas une dupe, et il entend naturellement ne pas jouer ce rôle. Cela lui a été jusqu'ici assez facile étant donné l'espèce de gens avec laquelle il était en rapports : rien de plus aisé à rouler qu'un Turc ; le Bulgare, le Macédonien sont plus défiants, mais si ignorants, si primitifs.

Ces habitudes de fourberie peuvent, au contraire, s'atténuer jusqu'à disparaître lorsque le Grec se trouve dans un milieu où non seulement elles ne profitent pas, mais nuisent. C'est le cas pour les « hétérogènes », pour les Grecs établis dans les grands centres commerciaux d'Occident. Ceux-là, s'ils veulent être pris au sérieux, doivent s'astreindre à la même recti-

tude que les gens d'affaires anglais, français, allemands même qu'ils fréquentent. Or, si le Grec va facilement s'établir en Occident, l'Occidental, lui aussi, pénètre peu à peu en Orient et y importe ses habitudes ; comme ces dernières sont beaucoup plus avantageuses pour la clientèle que la canaillerie, l'Hellène sera obligé de les adopter s'il ne veut voir ses magasins désertés ; il comprendra que la probité est, en somme, un élément de succès comme un autre. Il doit d'autant mieux le comprendre que ses qualités lui permettent de réussir en affaires de la manière la plus brillante. Son intelligence est souple, déliée, extrêmement réaliste ; son activité est grande. Très jeune, il a pris l'habitude de l'initiative, il a connu l'art de profiter des occasions ; il se déplace facilement, au besoin s'expatrie. Il aime l'instruction, s'assimile parfaitement toutes choses et sait utiliser son savoir. L'étude ne lui détraque pas le cerveau comme elle fait généralement chez le Slave, il l'emploie simplement à voir clair dans ce qui est, afin de diriger son action.

Un autre de ses éléments de succès est sa sobriété, la simplicité de ses goûts. Il représente à ce point de vue un échantillon d'humanité assez spécial. L'Occidental a beaucoup d'activité et beaucoup de besoins, l'Oriental peu de besoins et peu d'activité. L'Hellène, lui, a une activité hors de proportion avec ses besoins. (1)

Le commerçant qui, par ses efforts et son habileté, gagne une fortune, déjeune d'une pastèque ou à peine plus. Son intérieur est la simplicité même. Il habite dans un quartier spécial de chaque ville, une riante maison peinte que l'abondance de ses ouvertures fait ressem-

(1) Un exemple frappant de l'avantage que tirent les Grecs de cette modération des besoins est le développement de leur marine marchande. Alors que les grands Etats se livrent à des efforts prodigieux pour faire naviguer, parfois à vide, des navires perfectionnés, les bateaux grecs, les petits voiliers aux coques blanches ou bleues, agrémentés de moulages multicolores, supportent cette terrible concurrence sans qu'il en coûte un sou au gouvernement d'Athènes. La raison en est simple : ils naviguent à peu près pour rien. Un bateau lancé tient la mer si longtemps que son amortissement est insignifiant. La nourriture et les salaires de l'équipage représentent une somme si modique par rapport à la valeur de la cargaison que la différence entre la valeur du prix d'achat et du prix de vente est presque entièrement réalisée par le transporteur.

bler parfois à une véritable lanterne. Plus il y a de façades et de fenêtres plus notre Grec est satisfait; mais la construction ne vaut pas grand-chose et le mobilier est rudimentaire : des tapis, des divans, des nattes ; l'usage du lit n'est connu que chez les bourgeois aisés. (1)

Dans le salon, sanctuaire du luxe occidental, s'étaient les plus vulgaires échantillons du meuble prétentieux et bon marché : glaces aux cadres de rocaille, sièges tarabiscotés, tapisseries aux couleurs hurlantes ; la camelote allemande a trouvé là un sérieux débouché.

Le seul luxe qu'apprécie vraiment l'Hellène est celui de la toilette. Il a grand souci de sa tenue. Dans des bourgades perdues de Macédoine, à Nevezka par exemple, sorte de nid d'aigle, dans les montagnes de la région de Kaïlar, les notables circulent en redingotes à la franque, appuyés sur de vénérables para-

(1) Encore cet usage est-il souvent réservé aux hôtes de distinction, au maître de maison et à sa femme ; les autres membres de la famille, et les domestiques bien entendu, couchent par terre.

pluies, égrenant dans leurs doigts un chapelet d'ambre.

Les jeunes gens, vêtus à la dernière mode, ont le genre d'élégance spéciale qui fleurit derrière les comptoirs. L'élégance des femmes est de meilleur aloi ; les toilettes parisiennes ne sont guère portées que les grands jours. Dans leur intérieur et pour les soins du ménage, les trois quarts des Grecques de Macédoine ont encore le cotillon court, les socques de bois et le foulard traditionnel. (1)



En plus de ses aptitudes commerciales, le Grec a trois éléments de succès qui sont : son esprit de famille, son esprit de clocher, son esprit national.

(1) Là encore se montre la simplicité de vie des Grecs. Une famille nombreuse et aisée n'a le plus souvent pour la servir qu'une servante macédonienne ou bulgare qui fait les travaux pénibles. Le reste incombe à la maîtresse de maison et à ses filles. Une jeune fille que vous aurez rencontrée la veille, pimpante sur ses hauts talons, vous la verrez le lendemain, la jupe retroussée au genou sur ses jambes nues, laver le plancher à grande eau.

L'esprit de famille lui est commun avec la plupart des Orientaux, mais la dignité de son foyer est certainement rehaussée par le rôle plus élevé qu'y joue la femme. La Grecque n'a sans doute pas encore la franchise d'allure de l'Occidentale (1) ; sa personnalité est cependant beaucoup moins effacée que celle de la chrétienne des autres races, à plus forte raison que celle de la Musulmane. Cela tient, je crois, aux habitudes commerciales des Grecs, lesquelles imposent au mari de fréquentes absences. Seule à la maison, la femme dirige entièrement son ménage, prend des décisions, assume des responsabilités. Elle a sur ses enfants de l'influence et de l'autorité. Souvent, elle participe aux affaires du mari, tient ses comptes, reçoit ses clients à son défaut, lui sert en somme d'associée et de conseillère. La maison grecque est ainsi beaucoup plus vivante et laissera aux

(1) Je parle ici, bien entendu, de la Grecque de Macédoine qui est à peu près à l'Athénienne ce qu'une provinciale d'il y a cinquante ans serait à une parisienne d'aujourd'hui.

enfants d'autres souvenirs qu'une morne maison turque ou que la triste chaumière macédonienne (1).

Les familles grecques sont, en général, assez nombreuses, le commerce donnant des moyens d'établissement faciles. Le père, presque toujours, aura besoin de plusieurs de ses enfants pour l'aider, et les enfants sont naturellement portés à s'associer entre eux. A défaut, ils se servent mutuellement de correspondants et c'est là une chose importante étant donnée la dispersion des Grecs dans toutes les régions méditerranéennes. L'éloignement, au lieu d'affaiblir le lien de famille, le resserre et le rend profitable. L'émigrant qui a réussi sur un point y attire des parents ; il les fait profiter de sa chance, et ceux-ci l'aident à étendre ses affaires.

(1) Certains usages montrent le rôle qu'exercent, dans la vie familiale, les femmes grecques. En général, lors du partage d'une succession, les immeubles reviennent plutôt aux filles qu'aux fils : la maison patrimoniale à la fille aînée. Une femme grecque va rarement habiter chez ses beaux-parents, mais le mari vit souvent avec ceux de sa femme.

Lorsqu'un jeune Grec ne trouve pas d'emploi chez son père, il est rare qu'un oncle établi à Smyrne ou à Alexandrie n'ait pas besoin de commis dévoués ; et où mieux chercher le dévouement que chez ceux qui tiennent à vous par le sang ?

Le patriotisme local est, depuis qu'il y a des Hellènes, chose éminemment hellénique. La Grèce antique, de par sa configuration physique était divisée en petites sociétés formant chacune une cité ; la vie publique s'y manifestait, avant tout, sous la forme municipale. Le régime turc a encore favorisé ce particularisme. Il réservait aux Musulmans la direction des affaires de l'Etat, mais les villes s'administraient elles-mêmes avec beaucoup d'indépendance. Or, la population chrétienne des villes est grecque ou grécisée. Cette population élisait un certain nombre de mouktars qui géraient ses affaires. Les affaires turques étaient aux mains de mouktars tures. Un *mudir* nommé par le vali, conférait tantôt avec les uns, tantôt avec les autres. Chaque nationalité répartissait l'impôt entre ses

membres (1) et le faisait rentrer avec l'aide du *taxildar* ou percepteur ; elle pourvoyait à tous les services locaux. Même autonomie en matière d'enseignement ; les écoles grecques étaient entretenues partie par les communes et par l'Eglise (2), partie par des bienfaiteurs privés. C'est d'accord avec ces derniers que les pères de famille choisissaient les instituteurs. La commune était l'unique organisme public auquel le Grec de Macédoine s'intéressât, et il s'y intéressait beaucoup. C'est dans son sein qu'il pouvait satisfaire son goût de politique qui est très vif. On comprend dès lors qu'il soit très attaché à sa ville d'origine. Cet amour le suit quand il a quitté son pays natal ; si migrateur soit-il, il n'est jamais déraciné. Etablis au loin, les habitants d'une même bourgade se recherchent, s'entr'aident, s'attirent.

(1) Le fisc ottoman ménageait beaucoup plus les habitants des villes, les Grecs par conséquent, que ceux des campagnes. L'impôt le plus lourd, la dîme, ne pesait que sur le produit des biens ruraux.

(2) Le quart de la quête faite chaque dimanche à l'église revenait à l'école.

Une pareille attitude n'est pas du reste dictée par le sentiment pur. Le Grec est, en affaires, fort défiant, ce qui s'explique s'il juge les autres d'après lui. Il est donc porté à ne traiter qu'avec les Grecs qu'il connaît bien. Aussi, dans la plupart des grandes villes méditerranéennes, les Grecs sont-ils groupés en petites sociétés composées d'originaires du même pays et qui se lient entre elles pour former la colonie grecque.

Une fraternité nationale très ardente s'ajoute, en effet, à celles du sang et de la région. Le Grec, en quelque lieu qu'il soit, assiste le Grec de toutes ses forces ; il s'unit à lui, si besoin est, contre tout adversaire. Et cette entr'aide, jointe à leurs qualités commerciales, fait que quand les Hellènes tiennent un marché commercial, ils le tiennent bien. J'ai personnellement été témoin des mésaventures d'un négociant italien, fournisseur de l'armée française en Macédoine. Il avait à ses trousses tous les commerçants grecs, les hommes d'affaires et les fonctionnaires du royaume ; si l'administration militaire française, à laquelle il rendait d'incontestables services,

ne l'eût soutenu, c'était un homme ruiné. Le Juif même, sauf à Salonique, doit presque toujours reculer devant la coalition des Grecs. On cite l'exemple de grandes maisons israélites ayant essayé de s'installer dans des villes de Macédoine et qui ont dû se retirer avec perte.

Le patriotisme hellène s'exerce d'ailleurs aussi, il est juste de le dire, dans une sphère plus haute. Une bourgeoisie active, recrutée surtout parmi les hétérogènes, dont un grand nombre sont fort opulents, donne pour la « Grande Idée » beaucoup d'efforts et beaucoup d'argent.

Nous avons vu que la plupart des grandes écoles de Macédoine avaient été construites et entretenues par elle (1). Ce sentiment patriotique trouve d'ailleurs un sérieux appui dans ces deux traits essentiels du caractère grec qui sont la simplicité des goûts et la sobriété. Le riche

(1) « Chaque bourg de Macédoine porte inscrit au fronton de son école le nom de l'avocat, du capitaine, du marchand, du banquier, qui toute sa vie peina pour gagner une fortune dont son amour de la race et de la gloire ne lui laissa pas chercher d'autre emploi. » (Victor Bérard : *La Turquie et l'Hellénisme contemporain.*)

Hellène, appréciant peu le luxe, éprouvera par contre une indicible satisfaction à voir publier sa générosité, son dévouement à la cause nationale.

En dehors de l'action privée, l'influence grecque possède en Macédoine un grand instrument de propagande dans l'Eglise orthodoxe. Le rôle de cette dernière a été examiné dans notre étude des campagnes macédoniennes ; nous avons vu l'âpreté de sa lutte contre l'Eglise exarchiste. Depuis le traité de Bucarest, les évêchés de Macédoine grecque ne relèvent plus du patriarcat de Constantinople, mais du Synode d'Athènes, ce qui en accentue encore le nationalisme religieux. En revanche, ce clergé a perdu toute influence en Macédoine bulgare. Dans la Macédoine serbe, il échappait, d'autre part, à l'action du gouvernement hellène et y échappera d'autant plus qu'il sera recruté parmi les prêtres yougo-slaves.

Des organisations politico-militaires, créées et patronées par le gouvernement d'Athènes ont aussi très énergiquement servi, en Macédoine,

la *Grande Idée*. Des bandes de partisans, commandées par des officiers hellènes faisaient pièce aux comitadjis bulgares et aux tchetas serbes. Depuis le partage de 1913, elles n'ont plus de raison d'être, ce partage ayant satisfait, et au delà, les aspirations grecques. Les autorités hellènes et les armées de l'Entente ont pris leur place, du moins dans les régions que les Bulgares n'occupent point.

**

L'influence grecque a dominé pendant des siècles, et sans conteste, la chrétienté orientale. Chrétien et Hellène étaient considérés comme synonymes. Ce n'est que depuis le milieu du xix^e siècle que l'Hellénisme s'est heurté à l'action bulgare, très faible d'abord, puis qui, dès la création de l'exarchisme, prit une vigueur extraordinaire. La lutte a été acharnée et il faut reconnaître que l'hellénisme a presque toujours jusqu'ici cédé du terrain.

Ce recul n'est point le fait des organismes politiques et religieux, à peu près d'égale force

de part et d'autre, il provient surtout des qualités différentes des deux races. Les Grecs dominent dans les villes qui sont surtout des centres commerciaux ; ils y forment la majorité de la population chrétienne, et mènent les affaires ; administrant la localité, ils s'assimilent peu à peu les populations hétérogènes, les Turcs exceptés. Il est facile de constater, dans telle petite ville, l'hellénisation progressive de telle famille. J'en ai connu une à Florina, dont le nom et l'origine étaient nettement bulgares. Son dernier chef, venu des environs de Melnik, s'était marié et fixé à Ostrovo ; la veuve portait le costume des paysannes de cette dernière région et ne savait pas un mot de grec. Certains traits de mœurs : vie en commun de cette veuve et de ses enfants sous l'autorité du fils aîné, marié lui-même, effacement des femmes plus marqué que dans les maisons grecques, soulignaient encore les traditions slavo-macédoniennes. L'Hellénisme pourtant conquérait insensiblement la maison. Le maître et ses frères, commerçants en gros, en contact perpé-

tuel avec les commerçants grecs, parlaient leur langue, prenaient leur allure, leur esprit, leurs manières. La femme de l'aîné était grecque ; les enfants allaient à l'école grecque et ne parlaient plus le bulgare ; les petites filles portaient les prénoms éminemment hellènes de Calypso et de Polyxène ; les garçons s'appelaient Athanase et Thémistocle. Il est vraisemblable que la grand'mère disparue, rien ne rappellera plus l'ancienne nationalité.

La situation est toute différente dans les campagnes. Là, l'hellénisme vit très difficilement pour la bonne raison qu'il n'y a pas d'Hellènes. Dans les territoires rattachés effectivement au royaume, il a sans doute deux puissants instruments : l'église et l'école, mais qui ne sauraient suppléer à un contact quotidien, opérer une pénétration intime. Sur ce point, l'avantage appartient aux Bulgares qui, eux, s'implantent dans toute la Macédoine, la saturent, pour ainsi dire, s'attachent le paysan en partageant sa vie et ses travaux.

Les patriotes grecs, M. Venizelos le premier,

ont bien compris toute l'importance de la question. La Grèce, autrefois presque exclusivement commerçante et maritime, s'est annexée, en Thessalie, en Macédoine, des régions entièrement agricoles ; il lui faut, pour s'y implanter solidement, contribuer à leur mise en valeur, les coloniser. Aussi, le gouvernement et l'opinion font-ils de louables efforts pour tourner les Grecs vers la culture et la vie rurale. La vérité oblige à reconnaître qu'ils n'ont guère réussi jusqu'ici. Les institutrices hellènes ont beau faire porter aux fillettes, dans les fêtes officielles, le costume des paysannes macédoniennes, elles n'en font pas pour cela des paysannes. L'enseignement agricole existe pour les garçons, mais il n'a réussi à former que des professeurs d'agriculture.

IV. — L'avenir de la lutte.

Quiconque aurait essayé en 1912, avant les guerres balkaniques, de préjuger de l'avenir du conflit macédonien se serait trouvé, sans doute, amené aux conclusions suivantes.

Il aurait constaté que le combat ne se livrait d'une façon sérieuse qu'entre Grecs et Bulgares, l'action serbe étant encore faible, incertaine et beaucoup plus en paroles qu'en actes.

Son attention aurait été frappée ensuite de l'avance lente et continue du bulgarisme dont nous venons d'exposer les causes. Le Bulgare s'infiltrait dans les campagnes macédoniennes parce qu'il avait besoin d'elles et qu'elles avaient besoin de lui ; elles représentaient à son égard un champ d'expansion indispensable et il possédait, de son côté, les qualités les plus propres à les mettre en valeur.

Notre observateur aurait sans doute ainsi résumé les résultats de son enquête.

« Si la Macédoine reste, comme elle l'est à présent, un champ clos ouvert à la concurrence des trois races : grecque, serbe, bulgare, c'est la dernière qui l'emportera infailliblement. »

La situation en 1918 est fort changée : la Macédoine n'est plus « terre à personne » (le Turc étant compté pour personne). Depuis le traité de Bucarest, chacune des nationalités a,

sur une partie de son territoire, chasse réservée; il est probable qu'il en sera toujours ainsi, les limites des terrains de chasse étant seules soumises à variations. Dans ces conditions, les avantages du Bulgare sont certainement moins grands. Maître de sa part, il peut y rendre la vie intenable aux autres, c'est entendu, mais les autres sur leurs domaines peuvent le gêner beaucoup. Il est douteux pourtant qu'ils arrivent à l'exclure; ils combattront facilement un clergé; des organisations intellectuelles et politiques; mais que pourront-ils contre l'infiltration lente de manœuvres, de valets de ferme, de servantes? Et ce sont ces humbles gens qui forment les meilleurs agents du bulgarisme. Ce dernier sera donc vraisemblablement dans l'avenir ce qu'il a été dans le passé : l'élément ethnique le plus redoutable du Balkan.



CHAPITRE III

LES RACES A L'ÉCART : VALAQUES, TURCS, JUIFS

Trois nationalités assistent au combat macédonien sans y participer. L'abstention des Valaques et des Juifs est le fait de leur petit nombre. Quant aux Turcs, conquérants dépossédés, ils subissent, par force, la loi de leurs anciens sujets.

I. — Les Valaques.

Des Valaques ou Koutzo-Valaques, il y a peu de chose à dire. Ces descendants, dit-on, d'anciens colons latins, parlant une variété de roumain, se sont réfugiés, à la suite de tribulations mal connues, dans les montagnes balkaniques. Ils y exercent l'industrie montagnarde par excellence, l'industrie pastorale. Leurs villages sont disséminés un peu partout, mais c'est

aux confins de la Macédoine, de la Thessalie et de l'Albanie qu'ils se trouvent en plus grand nombre. (1) Les nécessités de la transhumance font d'ailleurs de ces pâtres des demi-nomades. Ils ont ça et là, dans le Kara Tass et dans le Pinde des habitations temporaires, sortes de chalets de branchages, revêtus d'argile à l'intérieur, couverts en chaume. L'hiver, ils descendent vers les plaines et les régions maritimes, le long de l'Egée et de l'Adriatique.

Les bergers valaques sont propriétaires de leurs troupeaux, composés surtout de moutons et de chèvres. Ils louent aux propriétaires de tsifliks des zones de parcours ; sur les terrains appartenant à l'Etat et aux communes ils ne paient en général aucune redevance,

L'élevage est, en Macédoine, une des principales sources de profit. Les laines et les peaux forment les plus importantes exportations du marché de Monastir. Aussi le berger valaque,

(1) La population valaque de Macédoine ne peut être évaluée que très approximativement. Il est peu probable qu'elle dépasse 200.000 âmes.

« le Vlaque » comme disent dédaigneusement les Grecs, si sauvage et si farouche sous sa casaque noire, connaît-il, en général, une aisance plus grande, que son frère, le laboureur macédonien. Les troupeaux d'une famille comprennent souvent plusieurs milliers de têtes. De plus, le métier de pasteur mène facilement à d'autres assez lucratifs, celui de transporteur par exemple. Les muletiers qui, de Macédoine en Albanie, d'Albanie en Macédoine, mènent des convois d'ânes, de mulets ou de petits chevaux au pied sûr, sont presque tous Valaques.

Enfin, de muletiers, les Koutzo-Valaques deviennent commerçants et certains sont arrivés ainsi aux grandes affaires, aux grandes fortunes. La bourgeoisie de plusieurs villes comme Monastir et Verria, en Macédoine, comme Koritza en Albanie comprend ainsi une très forte proportion d'éléments latins. De même, « les grands Hellènes de l'étranger, dit M. Victor Bérard, banquiers de Vienne, marchands d'Odessa, courtiers d'Alexandrie sont en majo-

rité Valaques de race et souvent de langue. » (1)

Un village valaque de la montagne ressemble fort à un village serbe ou bulgare macédonien. La race y a seulement plus de finesse. Beaucoup de femmes ont des teints mats d'Italiennes et de jolis yeux avec une expression singulière d'ironie résignée. Rien du facies un peu bestial, « hunnique » (2) des paysannes des environs de Monastir. L'existence pastorale épargne à ces femmes les travaux rudes et déformants, le métier de bêtes de somme ; les fréquentes absences de leurs maris augmentent, d'autre part, leur rôle et leur influence.

Quant à la bourgeoisie des villes, au contact des Grecs, maître des marchés, elle s'est à peu près entièrement hellénisée de mœurs et d'esprit ; le roumain n'est parlé qu'en famille ; ce résultat est dû, sans doute, à l'étroite solida-

(1) Victor Bérard : La Turquie et l'Hellénisme contemporain.

(2) L'expression très exacte est de Mme Marcelle Tynaïre.

rité commerciale qui unit les Grecs ; pour en bénéficier, il faut entrer entièrement dans leurs communauté, faire oublier, autant que possible, son origine étrangère. Les dits Grecs entretiennent d'ailleurs soigneusement chez le nouveau venu, le mépris de cette origine. « Tu me prends pour un berger valaque », est pour un petit-fils d'Ulysse, une réponse péremptoire et qui dispense de tout autre argument. Le riche Valaque ne veut, pour rien au monde, permettre une pareille méprise. Aussi met-il quelque affectation à protester de son hellénisme.

★★

Il a pourtant existé, il existe encore un nationalisme valaque. Aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, à la suite d'une insurrection contre l'empereur grec, Isaac l'Ange, les Valaques du Balkan, ou Valaques blancs formèrent, sous les rois Pierre, Asan et Jean, un état latin qui, peu à peu, s'étendit du Danube à la Thessalie ; ses habitants avaient abjuré l'orthodoxie pour le catholicisme ; combattu par les Byzantins, cet Em-

pire succomba en 1269 et il n'en subsista, dans le Pinde, qu'une principauté : l'Anovlachie qui vécut, à peu près indépendante, jusqu'à la conquête turque.

La cause valaque se confond alors complètement avec la cause hellène qui représente d'ailleurs toute la cause chrétienne. Ce sont des pasteurs d'Anovlachie qui commencent la guerre de l'indépendance. Ils lui fournissent, par la suite, des chefs réputés. Les riches Valaques contribuent par leurs dons à l'expansion de la « Grande Idée ».

Dans la seconde moitié du xix^e siècle seulement, des émissaires roumains parcourant l'Anovlachie, essayent de ressusciter le Valachisme. Un comité, établi à Bucarest, dirige leurs efforts lesquels, d'ailleurs, n'aboutissent à rien. Il faut l'apparition, vers 1865, du célèbre agitateur Apostolo Margariti, pour qu'un mouvement sérieux commence à s'esquisser.

Apostolo Margariti était naturellement soutenu par le gouvernement roumain qui lui fournit d'importants subsides bien que la réunion

des Valaques du Pinde à ceux du Danube, par-dessus la masse Bulgare, pût paraître une entreprise folle. Les Turcs, toujours prêts à favoriser la division entre chrétiens montrèrent également de la sympathie au novateur. Enfin, ce dernier trouva un appui chez les missions catholiques et notamment chez les Lazaristes de Monastir. Les motifs de cette aide sont, d'ailleurs assez difficiles à expliquer, Margariti ne prétendant en aucune façon séparer les Valaques de la communion orthodoxe. Une propagande roumaine parmi eux ne pouvait être envisagée que dans un avenir fort lointain et à la faveur d'événements très problématiques.

Apostolo Margariti s'efforça, d'ailleurs, d'employer les deux instruments habituels de toute action nationaliste en Macédoine : l'école et le clergé. A l'aide de professeurs venus de Bucarest ou fournis par les missions catholiques, voire d'instituteurs grecs débauchés, il fonda des écoles roumaines dans presque toutes les villes et dans les villages valaques. Un gymnase fut établi à Monastir.

Les nationalistes valaques, nous l'avons dit, ne songeaient pas à l'éventualité d'un schisme. Ils voulaient seulement, dans le sein de l'église orthodoxe, des prêtres valaques célébrant l'office en leur langue. Ils ne purent s'emparer d'aucun siège épiscopal ; mais grâce à l'appui des Turcs, et malgré la fureur du clergé orthodoxe, ils placèrent dans certaines villes des popes de leur race. A Verria, notamment, les prêtres grecs furent à certains moments lapidés dans les rues.

Tout cela ne pouvait pourtant mener à grand'chose. Rendre le sentiment national aux quelques milliers de Valaques épars en Macédoine et noyés dans les autres races ne les constituerait pas en Etat indépendant. Aussi Apostolo conçut-il un dessein plus grandiose : rallier à la cause valaque les Albanais (descendants, comme les Latins, des Vieux Pélasges), les dresser contre le Grec intrus et parasite. Une masse compacte romane ou romanisée se formerait ainsi à l'ouest des Balkans tenant tête au Slave aussi bien qu'à l'Hellène.

Le succès de ces projets ne répondit nullement à leur ampleur. Lorsqu'Apostolo eut accompli son existence tourmentée (il échappa plusieurs fois à l'assassinat) son œuvre était à peine ébauchée. Après lui, elle déclina et la chute de l'Empire Turc lui porta le coup de grâce. En Macédoine grecque ou serbe, le mouvement valaque n'existe plus.

A-t-il des chances de renaître ? Le bon sens semble répondre : non. Il n'est pas une parcelle de terre macédonienne où les Valaques soient en majorité. Comment prétendraient-ils dominer ?

Mais en politique, en politique orientale surtout, il n'est pas de possibilité, si invraisemblable soit-elle, qui ne doive être envisagée. Qui sait où conduirait l'audace d'un nouvel Apostolo ? Notons qu'un appui très sérieux lui viendrait sans doute, que n'avait pas l'ancien. A défaut de la Roumanie trop lointaine, une autre nation, latine par excellence, s'avance à travers l'Albanie jusqu'aux confins de Macédoine. Ses ambitions sont indéterminées, mais

grandes. Le nationalisme valaque serait entre ses mains un instrument d'influence tout naturel. Simple hypothèse, d'ailleurs, et qu'il faut plutôt craindre, car elle ne serait qu'un nouveau germe de conflit entre l'Italie et les Etats balkaniques.

II. — Les Turcs.

La population musulmane de Macédoine comprend deux éléments : une classe supérieure, sorte d'aristocratie, et un prolétariat.

Dans la première se classent les grands propriétaires, les beys, issus de l'ancienne féodalité « timariote » et parmi lesquels se recrutait aussi le haut fonctionnarisme ottoman.

Cette noblesse (1) terrienne, nous l'avons dit, habite en réalité les villes. Elle n'a souvent même pas, dans ses domaines, de résidence

(1) Le mot noblesse ne doit pas être pris dans son sens occidental. La Société turque ne comporte ni aristocratie de naissance, ni démarcation précise entre les classes. Les titres de « pachas », de « beys », d'« effendis », sont purement viagers ; mais le simple fait de l'hérédité des biens a constitué une classe supérieure, laquelle détient aussi pratiquement les grands emplois.

d'été. Mais chaque ville de Macédoine comporte un quartier musulman où elle vit. Les Turcs aiment, avant tout, l'air, les arbres et les eaux. Ce quartier est très étendu, avec d'immenses carrefours ombragés, traversé par des ruisseaux qui servent aussi d'égouts. Les habitations y sont semées de ci, de là, dans le désordre le plus désinvolte. Il faut une extrême bonne volonté pour donner le nom de rues aux terrains vagues qui les séparent. Beaucoup de ces maisons sont entourées de jardins aux murs plus ou moins ébréchés. Les plus belles (1), comme nos vieux hôtels, se trouvent séparées de la rue par un avant-corps. Pas de boutiques, ou très peu. Auprès des mosquées, de petits cafés où les fidèles attendent l'heure de la prière. Dans la rue, les passants sont rares. Les femmes de qualité sortent très peu. Enveloppées de satin noir, une voilette épaisse tombant sur leur visage, elles s'en vont cambrées

(1) Les plus spacieuses, pourrait-on dire plus exactement, la construction des maisons turques en bois et plâtre étant toujours fort médiocre.

sur de hauts talons et suivies d'une duègne, visiter quelque amie.

Toute la vie de ces grands quartiers silencieux se cache derrière les moucharabehs grillagés de chaque demeure. Une famille comprend en général plusieurs ménages de frères habitant ensemble et auxquels il faut ajouter, les vieux parents, les frères et sœurs non mariés, les enfants. Aussi, bien que la polygamie soit devenue exceptionnelle, chaque foyer est-il très peuplé. Il est difficile, et pour cause, de parler de la vie des femmes, celle des hommes s'écoule à peu près oisive. Dans de grandes pièces, aux murs revêtus de boiseries, assis sur les tapis et les coussins qui jonchent le sol, autour d'un brasero de cuivre, ils boivent le café, fument et laissent tomber de temps en temps, une parole grave. Ceux d'entre eux qui furent autrefois fonctionnaires de sa Hautesse, menaient une existence semblable dans les bureaux des Karaks. Ils ne sortaient de leur torpeur que pour recevoir dignement les visiteurs de qualité, éconduire les autres et signer les

papiers que leur présentait quelque scribe raïa. Ne croyez pas, d'ailleurs, ces hommes dépourvus d'intelligence et de culture. Ils ont, au contraire, un esprit méditatif, ouvert aux idées générales, à la spéculation désintéressée. L'instruction a pour eux cette noblesse, d'être un luxe pur dont ils n'attendent aucun usage pratique. Beaucoup parlent français ; la plupart en ont quelques notions. Ils s'intéressent aux choses de l'étranger, aux choses politiques surtout : les guerres, les alliances, les traités. Ces gens qui n'ont jamais eu l'idée ni les moyens de voyager, parlent avec précision de telle ville, de telle région d'Allemagne, d'Angleterre. Causant avec un vieux Turc et son fils de la route que je devrais suivre pour rentrer en France, j'eus la surprise de les en voir montrer plus de connaissance que la plupart des Turcs l'ayant parcourue.

Cette aristocratie, même aux temps de la domination ottomane, était en décadence. Elle se ruinait lentement. Les partages successoraux morcellaient peu à peu des patrimoines qu'au-

cun travail ne venait accroître (1). L'obligation pour les Musulmans de ne se marier qu'entre eux empêchait d'autre part, l'entrée, dans les familles turques, d'une partie des bénéfices des familles chrétiennes. Le mariage ne pouvait être qu'une occasion de dépense et je ne crois pas qu'il faille chercher ailleurs les causes du déclin des harems. L'insouciance et la prodigalité venaient achever l'appauvrissement. Le propriétaire turc, le plus souvent, n'administrait pas son domaine et n'en contrôlait même pas l'administration. Les revenus qu'il en tirait étaient ceux que voulaient bien lui laisser quelque homme d'affaires grec.

Le mal n'eût pas été grand si notre Turc avait subordonné ses dépenses aux ressources ainsi recouvrées. Mais le plus souvent, ce revenu était mangé d'avance ou même dépassé. En attendant la récolte, il fallait de l'argent pour célébrer dignement les fêtes du Ramadan, celle de

(1) Les partages étaient limités aux fils et reculés autant qu'il se pouvait, les biens restant, en général, indivis entre frères. Mais à la génération suivante, il fallait bien faire une répartition, au moins par branche.

quelque mariage, ou simplement pour faire des cadeaux aux jeunes femmes. La faiblesse du mari et du père turc pour son harem et ses enfants est connue. Le Grec avançait les sommes nécessaires au taux modique de 50 ou 60 %. Bien souvent l'emprunt dépassait le prix de la récolte. Au lieu d'engager seulement celle-ci, on arrivait vite à hypothéquer la terre et la situation devenait très grave.

Le seigneur turc avait, il est vrai, une ressource, celle de ne pas payer, de congédier avec une volée de bois vert le créancier impudent. Mais il usait rarement de cette extrémité qui eût découragé les prêteurs à venir. Il n'était d'ailleurs pas toujours possible d'y recourir. Certains cadis poussaient la vénalité jusqu'à donner raison à l'infidèle riche contre le croyant pauvre. Puis le Grec guettait l'occasion de sa revanche. A la mort du débiteur, il surgissait, brandissant sa créance accompagnée de quelques autres fausses, certifiées par de faux témoins. Les héritiers se laissaient faire, et payaient.

Pour réparer les brèches de sa fortune, le Turc de condition ne pouvait compter que sur les profits des emplois impériaux, lesquels ne consistaient pas en émoluments illusoires, mais en réels backchichs. Il y aurait injustice à juger, sous ce rapport, le fonctionnaire ottoman, d'après nos idées occidentales. Recevoir un bakchich n'était pas pour lui une friponnerie, mais une conséquence logique du droit de conquête. Si les Turcs avaient quitté l'Anatolie pour prendre ce qu'ils pouvaient d'Europe, ce n'était pas pour faire le bonheur des populations chrétiennes, lesquelles ne tenaient nullement à leur visite. Ce n'était pas pour travailler des terres étrangères, mais, au contraire, pour éviter de travailler les leurs. En réalité, c'était pour vivre du labeur du raïa. Lorsque le sultan donnait un timar, il autorisait le bey à rançonner ses paysans. N'était-il pas naturel aussi que lorsqu'il donnait une fonction, il autorisât par là-même le titulaire à rançonner ses administrés? Aussi de respectables Turcs, tout en jugeant

indigne d'eux de ne pas se laisser rouler dans un marché quelconque, n'avaient-ils point de scrupule de happer au passage une partie des revenus publics. Le reste était pieusement consacré aux mosquées et aux écoles musulmanes. Enfin, s'il était possible, on s'occupait de la police des routes et autres choses superflues.

Cette source de profits ne donnait cependant pas aux fonctionnaires ottomans tout ce qu'ils en auraient pu attendre. La possession des emplois, assez précaire, ne laissait pas le temps de s'enrichir. Ensuite, il fallait rémunérer les hauts personnages de l'entourage impérial qui les avaient fait obtenir. Enfin, dans les dernières années du régime turc, la politique des réformes, si peu sérieuses fût-elle, n'en traquait pas moins le backchich. Consuls européens, contrôleurs et agents civils de toute espèce ne demandaient sans doute qu'à vivre sans affaires; mais tout de même quand les Macédoniens criaient trop fort, ils étaient obligés d'intervenir. La décadence du backchich, jointe au poids des dettes contractées par les propriétaires

des patrimoines fonciers, menaient ainsi peu à peu à la ruine des familles seigneuriales. Les grands harems se fermaient; les terres passaient à « l'infidèle ». Les insurrections du début du ^{xx}^e siècle, les interventions européennes entraînèrent un mouvement d'exode. Les prévoyants vendaient leurs domaines, quittaient ce pays où bientôt le Chrétien régnerait. La conquête accomplie, ce fut une émigration en masse. Les Etats balkaniques avaient beau donner aux Musulmans les mêmes droits politiques qu'aux Chrétiens, respecter leur propriété, leur religion, leur statut civil, cette égalité parut justement insupportable aux anciens maîtres. D'ailleurs le patriotisme et l'honneur ne permettraient pas d'abandonner la Turquie blessée, le sultan dépossédé. Dans les quartiers turcs, la plupart des grands palais de bois se vidèrent. Il ne demeura que ceux que l'abandon de leurs domaines eût laissés sans ressources, ou qui furent chargés de liquider les biens de leur famille. La guerre actuelle vint interrompre cette opération, bloquer une partie des retarda-

taires dans la zone des armées alliées. Ils y attendent (1918) la fin de la bourrasque avec une résignation toute musulmane, bien que leurs conditions de vie soient assez pénibles ; les métayers ayant peine à subsister eux-mêmes, ne paient guère la part du bey et c'est la gêne pour ce dernier. Il la supporte stoïquement, n'hésite pas, si le malheur des temps l'exige, à mettre la main à la pâte. V... effendi, notable de Florina, personnage versé dans la science coranique, fait lui-même ses orges, rentre ses foins. Les broderies que de vieilles Turques vendent chaque semaine au marché voisin, sortent parfois de harems jadis opulents et sont l'œuvre de femmes du monde en détresse.

Lorsque la paix sera revenue, ces familles réaliseront leur avoir et s'en iront (1).

(1) Il est à remarquer que celles qui demeureraient serviraient mieux leurs intérêts pécuniaires. Un régime de paix, une mise en valeur de la Macédoine, ne peut donner que de la plus-value aux terres. Les beys profiteraient ainsi beaucoup plus de l'effort des chrétiens affranchis qu'ils ne l'ont jamais fait de leur servitude.



A côté du Turc gras, ou jadis gras, le Turc maigre, à côté de l'Islam seigneurial, l'Islam artisan et paysan ; cette basse classe comprend la population d'anciens villages chrétiens convertis en masse ; c'est le cas notamment des habitants du Moglen ; elle comprend aussi de vieilles colonies de Turcs d'Asie, installés sur les terres de la couronne aux points stratégiques importants. La plupart de ces colons venant de la région de Konia (Iconium), le nom de Koniolis leur est resté. Enfin, un grand nombre de Musulmans de Macédoine sont d'origine albanaise. Ces brigands montagnards, enrôlés au service du Sultan, parfois demeurant dans leurs garnisons, y faisaient souche. Ajoutez à cela les familles seigneuriales ruinées, et nous savons si le Turc se ruine facilement !

Cette plèbe tirait naturellement de la domination ottomane beaucoup moins d'avantages que les beys. Elle ne fournissait guère de fonctionnaires, les bas emplois qu'elle aurait pu

occuper étant en général tenus par des Grecs. Seuls les gendarmes, les gardes champêtres se recrutèrent parmi les Musulmans. Ils encaissaient le backchich tout comme des pachas et, à la conquête chrétienne, furent congédiés exactement de la même manière.

Le reste du prolétariat turc ne connaissait le gouvernement que par les charges qu'il en subissait, notamment celle du service militaire, ignorée du chrétien. Ce service durait sept ans, et la libération se trouvait parfois arbitrairement ajournée. Il était accompli loin de la résidence du soldat, la Porte évitant par principe le recrutement régional. Il fallait ajouter les longues mobilisations quand l'état intérieur de l'Empire ou la situation européenne l'exigeaient. Lors des insurrections du début du siècle, les « redifs » de Macédoine restèrent sous les armes plus de douze ans. La façon déplorable dont était entretenu le militaire musulman, mal nourri, mal vêtu, mal payé, n'avait d'égal que son intrépidité et sa constance.

Dans les villes, l'homme du peuple turc est

généralement artisan. Il abandonne aux Grecs le commerce pour lequel ses aptitudes sont absolument négatives. Il choisit des métiers qui n'absorbent pas l'attention, s'exercent machinalement, s'interrompent facilement pour les prières rituelles. Il est savetier, cardeur de matelas, rétameur, parfois forgeron ; sa préférence est pour une petite industrie domestique où il puisse se faire aider par sa femme sans que celle-ci sorte de la claustration imposée aux Musulmanes. C'est ainsi qu'un certain Mourad, de Florina, ancien gendarme impérial, avait acheté une trieuse mécanique : mari attentif, pour ne pas écourter le sommeil de sa femme, il manœuvrait lui-même l'appareil depuis l'aube jusqu'à dix heures du matin ; il cédait ensuite la place à sa bonne moitié qui travaillait dans la chaleur du jour, toute empêtrée de ses voiles (la machine étant placée dans une avant-cour constamment traversée). Au crépuscule, le dévoué Mourad relevait la malheureuse éreintée.

Il n'y a pas de la vie du Turc pauvre à celle

du riche la distance qui se voit en Occident. L'un et l'autre ne travaillent que lorsqu'ils y sont absolument contraints. Le reste du temps est partagé entre la prière et l'oisiveté complète : or, il n'y a pas deux manières de prier et de se reposer ; le riche se livre seulement à ce dernier exercice dans une maison plus spacieuse, sur de beaux tapis ; à cela se bornent ses jouissances. La préoccupation religieuse donne d'autre part à tous les esprits, un pli semblable. En les dominant, elle les égalise ; aussi, la société turque est-elle une des plus démocratiques qui soient, en ce sens qu'à des degrés divers d'affinement se retrouve l'identité du type. L'artisan a parfois une noblesse de grand seigneur, le grand seigneur une simplicité d'artisan. L'existence du pauvre est surtout plus extérieure. L'homme est à son échoppe ou assis par terre le long d'un mur. Les enfants grouillent dans les rues, tous plus jolis et amusants les uns que les autres : petits Turcs coiffés du fez, Turquettes perdues dans d'immenses pantalons, bariolés, deux nattes blondes leur

battant le dos ; ils portent, pour aller à l'école, une gibecière de drap aux couleurs vives. Les femmes traînent de mauvaises savates ; leurs grands dominos de satin, fortement effrangés, donnent tous les tons du verdâtre. Les toutes jeunes filles surtout, récemment voilées, vont en loques ; sans doute, comme elles doivent grandir encore, leur passe-t-on les effets de leurs sœurs aînées, de leurs mères, peut-être de leurs grand'mères. Mais les voiles blancs qui entourent leurs visages, ne laissant voir que les yeux, sont d'une propreté éblouissante et donnent à toute cette population féminine un vague aspect monacal.

La partie la plus intéressante de la classe inférieure turque est formée par les paysans. Ces derniers ne sont pas, comme la population urbaine, disséminés dans toute la Macédoine. Ils forment sur certains points des groupements assez compacts, dont les plus importants se trouvent dans la Kampania de Salonique autour de Yenitzé-Vardar, et, dans la Macédoine occidentale, de Monastir à Kozani. Une colonie mu-

sulmane existe également dans la région de Kavadar, gardant les passages du Vardar, une autre dans le Moglen.

A la différence du Slave qui travaille la terre d'autrui, le paysan turc est propriétaire de la sienne. Elle lui a été donnée par le Sultan lors de la formation de la colonie ou pour récompenser l'apostasie quand une population entière était passée à l'Islam. La jouissance de cette propriété est en général familiale : les patrimoines restent indivis le plus longtemps possible. Lorsque le partage devient nécessaire, il a lieu entre fils à l'exclusion des filles. La question de la limitation des terres ne se pose pas : autour de la zone cultivée, le bled est là sur lequel on peut prendre.

Que vaut le cultivateur turc ? Les opinions sont partagées à ce sujet. Cela s'explique du fait qu'il y a dans le caractère du paysan des traits qui sont absolument contradictoires. Les abords de son village témoignent plutôt en sa faveur. Les terres sont aussi soigneusement cultivées que le permettent des connaissances et des ins-

truments rudimentaires (1). Les vignes mêmes, (le fait est singulier chez un peuple rituellement buveur d'eau) sont parfaitement entretenues. Des plantations d'arbres entourent chaque village qui apparaît comme une oasis dans la plaine. L'homme qui vit là n'est évidemment pas un paresseux. Il a même le mérite de ne pas user comme le Macédonien de la main-d'œuvre féminine. Sa femme plus étroitement cloîtrée que la musulmane des villes, ne travaille pas aux champs.

La besogne rurale, solitaire et lente, sans spéculations ni calculs, convient à ce solitaire, à ce méditatif. Tandis que ses bras peinent et il ne craint pas de les faire peiner, son esprit reste libre et son travail s'interrompt sans dommage quand vient l'heure de la prière.

Ce paysan déconcerte en ceci que la terre qu'il cultive aussi bien que tout autre, tient pourtant dans sa vie une place restreinte. Il la domine au lieu de se laisser dominer par

(1) Méthodes de cultures et instruments agraires valent ceux du paysan macédonien.

elle. Il ne subordonne pas son genre de vie à ce qu'elle lui donne, mais le fixe selon ses goûts, qui sont simples. Le village turc avec ses pauvres demeures de terre battue, groupées autour d'un minaret, donne l'impression d'un campement plutôt que d'un assemblage de foyers stables. Nulle impression de misère pourtant, le sentiment très net au contraire que ces gens-là sont satisfaits et que, s'ils n'ont pas mieux, c'est qu'ils ne le veulent pas. Il leur faut de l'espace. Aussi leurs maisonnettes, au lieu de se serrer comme celles des villages chrétiens, se carrent-elles à leur aise sans le moindre souci d'alignement. Si beaucoup sont en ruines, n'en accusez pas nécessairement les horreurs de la guerre. Le Turc n'entretient pas sa demeure. Quand elle tombe de vieillesse, il l'abandonne et en construit une autre un peu plus loin. Il lui faut de l'eau, et des ruisseaux courant en tous sens, sur lesquels sont jetés des ponts de bois sans parapets. Il lui faut de la verdure et son habitation se blottit dans les arbres.

Auprès de la mosquée est la fontaine des

ablutions. Autour, le cimetière. Pas plus que les vivants les morts n'aiment à être serrés. Aussi les pierres tombales, fichées en terre à la tête et au pied de chaque sépulture, s'aventurent-elles soit dans les champs, soit dans les carrefours. La chose paraît toute naturelle. L'existence individuelle compte fort peu dans l'Orient communautaire. La barrière si terriblement marquée qui sépare, chez nous, le monde des vivants de celui des morts, est ici une ligne imprécise et molle qu'on franchit sans y songer.

Laborieux et cependant sans désir de gain, le paysan turc apparaît dans ses rapports avec ses semblables comme le désintéressement même. Tous les voyageurs d'Orient ont vanté la générosité de son accueil. Il héberge gratis le passant. Au marché, s'il se trompe sur le poids, c'est à son préjudice.

Phénomène aussi remarquable : la facilité avec laquelle ce cultivateur abandonne son champ. Il a nécessairement ressenti beaucoup moins que les beys les conséquences de la con-

quête chrétienne, il n'a pas perdu de places ni d'honneurs. Lorsque la paix sera rétablie, sa situation se trouvera même très améliorée. La sécurité et l'organisation de la Macédoine nouvelle, les débouchés ouverts aux produits, la plus-value des terres compenseront et au-delà, les impôts demandés au Turc comme au chrétien. Et malgré cela, dans la courte période qui sépara les guerres balkaniques de la guerre européenne, les Musulmans pauvres émigrèrent en grand nombre. Ils l'auraient tous fait s'ils en avaient eu les moyens et sans même se préoccuper de réaliser leurs biens. Le gouvernement de Constantinople favorisait le mouvement, distribuant en Anatolie et en Arménie des terres aux arrivants. La loi du chrétien, même juste, même si le Musulman y collabore, pèse terriblement à ce dernier. Etre « soldat de Venizelos » bien vêtu, bien nourri, paraît insupportable à ceux qui formèrent les armées dépenaillées du sultan. Obéir à des chefs chrétiens, porter le képi au lieu du fez, leur semble un opprobre. Un vieux Turc confiait au printemps 1918

à un officier français logé chez lui qu'il venait d'éprouver en une semaine deux des plus grands chagrins de sa vie : la mort d'Abdul-Hamid et la mobilisation de son fils.



L'émigration turque reprendra certainement après la guerre. Il est pourtant certain que, faute de pouvoir s'en aller, faute de moyens d'installation en Asie Mineure, un certain nombre de Musulmans resteront en Macédoine et s'y multiplieront.

Les désirs de ces gens-là sont fort simples : modifier le moins possible leurs habitudes, continuer de vivre à la mode ottomane. Il est probable qu'ils n'y trouveront pas de difficulté sérieuse. Le développement économique de la Macédoine se traduisant, d'abord, nous l'avons dit, par une plus-value des terres, ne peut que retarder la décadence de l'aristocratie foncière. Quant au paysan, il vendra mieux ses produits et, ses besoins ne changeant pas, il se

trouvera plus à l'aise. Les Turcs ruraux conserveront d'autant plus facilement leurs mœurs qu'ils vivent dans des villages à eux, complètement à l'écart des chrétiens, à peu près maîtres, quelle que soit d'ailleurs la législation communale de leur municipalité.

Dans les villes, la communauté musulmane n'a plus d'existence officielle, de représentants spéciaux, elle participe, au même titre que les chrétiens, à l'élection de magistrats communs : mais en fait, les vieilles coutumes se perpétuent, le Musulman, en minorité dans l'assemblée communale et ne pouvant compter sur elle, charge de la défense de ses intérêts ses chefs religieux : ses muphtis et ses imans. Ce sont ces derniers qui interviennent auprès des autorités grecques et serbes, auprès des armées alliées, veillent à la répartition des impôts, distribuent les secours.

Les écoles annexées aux mosquées sont également sous leur dépendance. L'enfant turc se trouve donc dressé selon l'esprit de sa race et cette formation originelle s'ajoutera aux causes

diverses qui viennent d'être signalées, pour faire vivre pendant un temps indéterminé le monde musulman en marge et à l'écart du monde chrétien.

III. — Les Juifs.

Il y a une population juive à peu près dans toutes les villes de Macédoine ; mais c'est à Salonique qu'elle est de beaucoup la plus nombreuse, comptant environ 80.000 âmes. Les groupements de l'intérieur ne sont d'ailleurs que des essaims de cette colonie-mère, venue d'Espagne, vers le milieu du xvi^e siècle, et dont le langage habituel est encore une sorte de sabir hébraïco-espagnol.

Ces Juifs saloniciens offrent un spécimen assez curieux d'humanité, celui d'une société à peu près purement israélite, ayant subi au minimum l'empreinte ambiante, chrétienne ou musulmane. L'indifférence ottomane les a, en effet, laissés pendant des siècles à peu près maîtres de la ville, formant dans l'Etat turc une

espèce d'Etat autonome et organisé ; cette organisation exclusivement familiale, ethnique et religieuse ne s'appuie en aucune façon sur le sol : des Juifs, bien plus que des Turcs, on peut dire qu'ils sont « campés » en Macédoine.

Financiers et commerçants, ils ne contribuent en rien à la mise en valeur du pays, ne connaissent l'arrière-pays que par leurs rapides tournées de colportage. Evidemment, ils sont intéressés à ce que cette zone puisse vendre et acheter le plus possible, mais c'est là un intérêt tout platonique. Jamais, ils n'en ont donné de témoignage palpable.

De Salonique, de leur ville même, ils se soucient fort peu. Pour les grandes aristocraties maritimes, pour les marchands de Carthage, de Venise ou d'Anvers, la cité natale était l'objet d'un culte. Ils y entassaient les palais et les temples. Au-dessus des murs rouges de la vieille citadelle de Yedi-Koulé, autour de quelques vieilles églises byzantines, l'Israélite salonicien vit dans des maisons lépreuses. Seuls dans le quartier des campagnes, quelques nouveaux

riches, réfractaires au ghetto, habitent des villas européennes de confortable laideur.

A défaut de monuments, pas même de travaux d'utilité publique, Salonique est un cloaque sans canalisation d'eaux, sans égouts ; le port peu à peu s'enlise dans les boues du Vardar ; les môles, les quais sont l'œuvre de compagnies étrangères.

Par contre, tous les liens qui, sans considération de lieu, attachent le Juif au Juif, sont puissamment développés. L'esprit de famille égale celui du Grec. La solidarité commerciale est étroite et basée sur une absolue confiance réciproque. L'Israélite a, en effet, cette supériorité sur l'Hellène, une absolue loyauté dans l'exécution de ses engagements. Sa parole vaut tous les écrits.

La communauté religieuse de Salonique a toujours été renommée par sa ferveur. Son indépendance, son importance, la rareté de ses contacts avec les autres races, y ont conservé à l'état presque pur, la foi et l'esprit moïsiaque. Les rabbins saloniciens passent pour fort pieux

et fort instruits. Leur influence sur leurs ouailles est grande, dépasse celle des prêtres grecs. Aux pieds de l'Olympe désert, les fidèles du vieux Javeh entretiennent un foyer messianique. Le veau d'or leur donne parfois, il est vrai, quelques distractions.

L'assistance mutuelle a toujours été pratiquée de façon exemplaire par cette colonie juive. Dès son origine, elle a eu ses hôpitaux, ses hospices, ses bureaux de bienfaisance. Elle a eu surtout ses écoles, ses centres d'activité intellectuelle.

« Ici, en Macédoine, Monsieur, me disait un jeune Juif de Monastir, tous sont méchants, tous sont sauvages : Turcs, Bulgares, Grecs. Nous Israélites, nous sommes les moins nombreux ; alors pour tenir notre place, pour compter, il faut que nous soyons les plus instruits, les plus avancés. Toutes les langues, nous les apprenons : le Grec, l'Allemand, l'Anglais, le Français surtout, que j'ai su par les curés. C'est la langue des plus civilisés. »

Si le Juif, dans sa soif de savoir, n'hésite pas

à profiter de l'enseignement des « curés », il a su parfaitement se créer ses propres moyens d'instruction. Née à Paris vers 1860, l'Alliance Israélite universelle a couvert l'Orient de ses écoles. Salonique a été dès le début le siège de ses plus vigoureux efforts. Des écoles primaires et secondaires, des écoles professionnelles y fonctionnent pour les deux sexes. D'autres établissements ont été fondés à Monastir, à Verria, à Uskub, à Sérès. L'enseignement, il n'est que juste de le reconnaître, y est avant tout français et les écoles normales qui forment les maîtres sont installées à Paris.

C'est à Salonique qu'il faut également chercher le foyer de ce nationalisme juif qu'on appelle le *sionisme*. Nulle part, il n'a rencontré de plus fervents adeptes.

La société israélite de Macédoine, par le fait même qu'elle est puissamment organisée, a la crainte et la haine de toute organisation étrangère à elle-même. Ces hommes d'une moralité familiale irréprochable, ces pieux observateurs de la loi moïsiaque, ces capitalistes jusqu'à

l'usure, ces fanatiques de la race élue, sont en même temps les adeptes de toutes les doctrines sociales les plus échevelées. Socialistes, anarchistes, internationalistes, ils combattent avec acharnement la famille, la propriété, la religion, la patrie des *autres*. Ils le font d'ailleurs naïvement et spontanément, persuadés que tout ce qui peut les gêner dans leurs petites affaires est contraire à l'ordre divin. Beaucoup de chrétiens ou qui se disent tels, sont comme eux.



L'avenir du Juif salonicien est assez facile à prévoir. Il est subordonné à l'avenir du port : avenir sur lequel les Israélites n'ont aucune influence. Si la ville redevient un centre de commerce intense, ils y demeureront et prospéreront, ils reconstruiront leurs demeures et leurs boutiques incendiées en 1917. Si, au contraire, les conditions économiques du futur statut balkanique, si, surtout la jalousie des Grecs, avides de détourner vers leurs anciens ports, l'activité de celui de Salonique, frappent mor-

tellement la vieille cité macédonienne, ils l'abandonneront sans la défendre.

Cette communauté qui ne connaît que les liens personnels, à l'exclusion des réels, s'éparpillera comme une volée d'oiseaux de proie, et s'abattra de ci, de là sur des lieux de meilleur butin.



CHAPITRE IV

LES NATIONALITÉS ET LA QUESTION DE MACÉDOINE

I. — Une attribution de la Macédoine
selon les Nationalités ne peut être qu'un mensonge.

Cet examen des différentes races peuplant la Macédoine projette déjà, sur la question qui nous occupe, certaines clartés.

Il suffit surtout à dissiper l'illusion d'un partage possible du pays selon les nationalités. Une attribution sur cette base commencerait par ignorer la majorité de la population, laquelle comprend incontestablement des races étrangères au conflit : Valaques, Turcs et Juifs et celle qui en est l'enjeu : les Macédoniens proprement dits. Aucune des trois premières nationalités ne peut prétendre à régner sur la moindre parcelle de terrain, les Valaques et les Juifs, parce que trop peu nombreux et trop

clairsemés, les Turcs pour la seconde raison et surtout parce que leur restauration est pratiquement impossible.

Quant aux Macédoniens qui forment, à peu près partout, le fond de la population, ils constituent une nationalité qui s'ignore. Une Macédoine autonome où ils seraient chez eux, les laisserait d'autant plus indifférents qu'ils ne sauraient la gouverner et il leur importe peu d'être Bulgares, Grecs ou Lapons, pourvus qu'ils puissent vivre en paix de leur travail.

La question des nationalités n'intéresse donc que trois d'entre elles, fort remuantes, il est vrai. Mais comment les départager ? Il y a des Grecs dans toutes les villes, des Bulgares dans toutes les campagnes, des Serbes... partout où l'on veut en voir. Seule la vallée de la Vistrica peut être considérée d'une façon à peu près certaine comme hellénique.

Donnez la Macédoine en bloc à l'un des rivaux, partagez dans n'importe quel sens, de n'importe quelle manière : sur l'ensemble, comme dans chaque tronçon, vous trouverez

des Macédoniens, des Turcs, des Valaques, des Juifs indifférents : des Bulgares, des Grecs et des Serbes qui se disputent (1).

Le traité de Bucarest n'a pas résolu la question à ce point de vue, pas plus qu'aucun autre ne saurait le faire. La frontière qui met la vallée du Vardar en Serbie, celle de la Struma en Bulgarie est sous le rapport ethnique absolument arbitraire. Il en est de même de celle qui donne le Nord du plateau de Monastir à la Serbie, le Sud à la Grèce. Nul ne saurait dire si le littoral

(1) Tout aussi vaine serait l'idée d'en référer à la volonté des populations, à un plébiscite. La plupart des votants ne sauraient que vouloir et le scrutin ne présenterait aucune garantie. D'ailleurs, sur quelle base l'organiser ? Une consultation pour l'attribution de la Macédoine entière serait absurde : le pays n'est pas indivisible et pourquoi les habitants d'Ochrida, par exemple, subiraient-ils dans le choix d'une nationalité, la volonté de ceux de Sérès ? D'autre part, un vote régional (à supposer qu'un savant découpage des régions permette d'obtenir les résultats désirés), pourrait donner des résultats inapplicables. Admettons que le pays de Drama veuille être grec, celui de Salonique bulgare, celui de Kailar turc.....

Enfin les migrations auxquelles des années de troubles ont contraint la population la rendraient trop flottante pour servir de base à une consultation sérieuse.

de la Chalcidique à la Maritza est plus bulgare que grec ou plus grec que bulgare.

II. — Ce mensonge serait nuisible aux Nationalités.

Un prétendu partage sur le principe des nationalités ne saurait être pour ces dernières qu'une source de misère et d'oppression. La race maîtresse de chaque lot serait conduite, en effet, à justifier sa possession d'après ce principe. Sur leurs domaines respectifs, il faudrait que les Bulgares bulgarisent, que les Serbes serbisent, que les Grecs hellénisent. Donc, pour les hétérogènes, disparaîtrait toute liberté de culte, d'enseignement, de langue. Les éléments irréductibles seraient expulsés. Quant à la race disputée, aux Macédoniens proprement dits, il leur faudrait se façonner exactement au moule que leur imposerait le maître désigné par le sort; ils ne seraient, selon les régions, jamais assez Bulgares, jamais assez Grecs, jamais assez Serbes.

C'est là, d'ailleurs, le doux régime qui sévit depuis 1913.

Les Bulgares, maîtres de la région de Cavalla, traquent, pillent, tuent les Grecs. En Macédoine hellène, la conversion des exarchistes, s'opère par la manière forte. Un écrivain fort serbophile, M. Pierre de Lanux, déclare, qu'après le traité de Bucarest, le premier soin du gouvernement de Belgrade fut de « nettoyer ses conquêtes de tout élément de trouble », entendez de tout élément bulgare bulgarisant.

Ici peut se poser une question : cette politique d'assimilation ou d'expulsion n'a-t-elle pas opéré ou n'opérera-t-elle pas à la longue le partage territorial des nationalités qui n'existait pas à l'origine ; ne doit-elle pas faire refluer chaque race vers une région déterminée, les Grecs vers la Macédoine grecque, les Serbes vers la Macédoine serbe, les Bulgares vers la Macédoine bulgare ? Seuls les pauvres Turcs et Valaques qui n'ont aucune Macédoine à leur usage devront choisir : rester où ils sont ou s'enfuir vers leurs lointaines patries.

Ce regroupement des races s'est certainement effectué dans une certaine mesure. Pas au point

cependant qu'on puisse le prendre au sérieux pour résoudre la question des nationalités. Il faut remarquer d'ailleurs que depuis 1915, il ne s'opère plus selon les frontières établies par le traité de Bucarest, mais selon les zones d'occupation des armées. Autrement dit, le partage selon les nationalités ne ferait alors que confirmer les résultats de l'invasion et du massacre. Les frontières suivraient le mouvement des hordes. Ce serait la sauvagerie complète, la sauvagerie inefficace, car bien des éléments se montreraient irréductibles, et ne se laisseraient ni assimiler ni expulser. Nous avons vu la force de pénétration des Bulgares, leur ténacité, leur patriotisme sombre. Ils sont de taille à résister en plein pays ennemi.

Les Grecs et les Serbes « tiendraient » peut-être moins en territoire bulgare ; il faudrait pourtant une persécution acharnée pour en avoir raison. Ainsi pour un nombre indéfini d'années, la Macédoine tournerait encore dans un cercle de fer et de feu.

III. — Ce qu'il faut aux Nationalités.

Nous arrivons ainsi à cette conclusion déconcertante : *l'intérêt des nationalités exige que l'attribution de la Macédoine ait lieu d'après une base qui leur soit étrangère.* Alors seulement, les gouvernements, n'étant plus obsédés par la nécessité d'assurer l'unité ethnique de leurs sujets, pourront montrer quelque tolérance envers les races hétérogènes, les laisser vivre, parler et prier à leur guise.

Ils seront d'autant plus portés à cette politique que le régime macédonien apparaîtra plus définitif, plus irrévocable aux yeux des Etats balkaniques, comme aux yeux des populations. Plus il sera certain qu'un canton doit demeurer grec, bien que peuplé de Bulgares, et bulgare bien que peuplé de beaucoup de Grecs, moins les dirigeants d'Athènes et de Sofia auront intérêt à molester les susdits Bulgares ou les susdits Grecs.

Peu importe donc aux nationalités le statut de la Macédoine, pourvu qu'il soit stable et indépendant d'elles.

CHAPITRE V

LE PAYS MACÉDONIEN ET LES INTÉRÊTS RÉGIONAUX

De même qu'elle comprend des catégories d'habitants fort distinctes, la Macédoine se divise en régions naturelles nettement tranchées dont il est assez facile de saisir la physionomie propre et de dégager les intérêts.

La plaine de Salonique forme, en quelque sorte, le compartiment central : un grand amphithéâtre ouvrant sur la mer et que limitent les massifs de l'Olympe, du Kara-Tass, du Pajik, puis la petite chaîne qui sert d'attache à la Chalcidique. Autour de cette plaine, les autres régions se disposent à peu près comme les alvéoles d'une ruche. Ce sont, au Sud-Ouest, la vallée de la Vistrica, haute et basse; puis entre le Kara-Tass et le Vorenon, le plateau d'Ostrovo Kaïlar, prolongeant au Midi celui de

Monastir dont il n'est séparé que par une mince chaînette. Le bassin de Monastir s'étend lui-même du Nord au Sud entre les chaînes de Selecka et le massif du Peristeri. A l'Ouest de ce dernier et au pied des monts d'Albanie se tiennent les bassins de Presba et d'Ochrida.

Toute cette partie occidentale de la Macédoine est reliée au bassin de Salonique par la vallée de la Voda où passe la ligne de Salonique Monastir. Elle est d'autre part, traversée du Nord au Sud par la grante route (1) de Monastir à Larissa qui la rattache à la Thessalie.

Au Nord de la région salonicienne se trouve la vallée du moyen Vardar et, lui faisant suite, le bassin d'Uskub avec le pays de Tetovo. Ces deux régions sont desservies par la grande ligne de Nisch à Salonique.

Enfin, la Macédoine orientale comprend la presqu'île de Chalcidique et la plaine de Sérès, séparée de celle de Salonique par de faibles hau-

(1) Le mot grande route signifiait en Macédoine, jusqu'à l'occupation alliée du moins, une route où l'on passe beaucoup. Il n'aurait fallu nullement y voir un indice spécial de viabilité.

teurs que franchit la ligne de Constantinople. Sur cette plaine de Sérès débouche, par des chemins assez malaisés, la vallée de la Struma. Puis, entre le Rhodope et la mer, se suivent la plaine de Drama avec le port de Kavalla et une série de petits bassins côtiers. On arrive ainsi à la vallée de la Mesta dont la rive droite seulement est macédonienne, et la gauche, thrace.(1)

(1) Il est à remarquer que cette division naturelle de la Macédoine n'a pas de rapports avec sa division politique qui est la suivante d'après le traité de Bucarest : *Macédoine Grecque*. Plaine de Salonique, vallée de la Vistrice, plateau d'Ostrovo-Kaïlar, sud du bassin de Presba, plateau de Monastir (région de Florina, Chalcidique, plaines de Sérès et de Drama).

La population de ces territoires est évaluée à 1 million 260.000 habitants. Ils sont divisés en deux gouvernements, celui de Macédoine orientale ayant pour chef-lieu Salonique, celui de Macédoine occidentale dont le siège est à Kozani. Chaque gouvernement comprend plusieurs *nomes* ou départements divisés eux-mêmes en sous-préfectures.

Macédoine Serbe. Nord du plateau de Monastir, Nord du bassin de Presba, bassin d'Ochrida, vallée du Vardar, bassins d'Uskub et de Tetovo. Ces régions sont divisées en cinq *okrengs* (départements), comportant en 1913 la population suivante :

Monastir	545.759 habitants.
Kavadar	97.763 »
Uskub	153.293 »
Tetovo	157.248 »
Istip	Non recensé.

l'ouest, faubourg populaire, misérable et sale. Le quartier turc, au pied de la citadelle, a également été épargné. Le port ne comprend qu'un immense quai et un bassin.

Salonique a été bien souvent décrite et sa triste histoire de « ville convoitée » a fait l'objet d'un fort intéressant ouvrage (1). Bien peu de vestiges évoquent d'ailleurs ce passé : un vieil arc de triomphe construit par Galère et quelques églises pré-romanes ou byzantines. La plus intéressante de ces dernières, Saint-Déméter, a disparu dans l'incendie de 1917. Ce sont les traces de la domination turque, les murs effrités de la citadelle, aux larges plaies couleur d'ocre, des minarets blancs auprès de cyprès noirs, des grands cimetières au sol bossué, hérissé d'un échevellement de pierres tombales, qui donnent à la ville sa seule note d'art et de poésie. Grâce à ces pauvres choses plane sur l'agitation levantine une sorte de noblesse faite toute entière du souvenir de l'Islam.

(1) Risal, *La Ville convoitée*.

Le commerce a toujours été toute la vie de Salonique (1), comptoir entre l'arrière-pays et les régions d'outre-mer. Il s'ensuit que la ville est prospère dans la mesure exacte où l'arrière-pays est étendu, riche et accessible. Sous le régime turc, comme le dit M. Risal, le port disposait d'un hinterland de plus de quatre-vingt-dix mille kilomètres carrés. Il servait de centre d'échange à quatre millions d'hommes. Le traité de Bucarest a enlevé un très grand morceau de cet arrière-pays. Il n'a rien donné en échange, le marché hellène, dans lequel se trouve maintenant compris Salonique, ayant ses débouchés dans les ports de la Vieille Grèce. Aussi l'annexion a-t-elle été acceptée sans aucun enthousiasme par beaucoup de Saloniciens.

Depuis 1915, Salonique n'existe plus guère que comme centre de ravitaillement des armées alliées ; cette situation d'ailleurs est fort loin d'être mauvaise. Marchands grecs et Juifs ne

(1) Il s'y trouvait aussi avant la guerre une certaine industrie : manufacture de tabac, moulins, brasseries, filatures de coton, soieries.

dédaignent nullement des bénéfices de guerre qu'aucun impôt spécial jusqu'à ces derniers temps n'est venu rogner (1), et que le besoin du client, joint à son insouciance militaire, permet de rendre exorbitant. Mais l'incendie de 1917 a naturellement porté un coup sensible à cette activité. Le sort de la ville est en suspens et le restera sans doute jusqu'à la fin des hostilités.

Que deviendra-t-elle alors? Deux alternatives s'offrent et elles sont extrêmes. Ou bien les grandes routes européennes dont Salonique est la tête d'étapes, celle de l'Europe centrale à la Méditerranée et celle de l'Occident à l'Orient à travers les Balkans, s'ouvriront, et la ville deviendra un des lieux les plus importants du monde. Ou bien ces routes seront inutilisées et Salonique ne sera que le centre du petit marché de la Macédoine grecque. Il ne peut être qu'un grand port international ou un petit port hellène. Son intérêt est évidemment dans la pre-

(1) L'impôt importun a été un des premiers cadeaux du gouvernement vénizéliste à ses administrés.

mière destinée. Mais existe-t-il vraiment un intérêt salonicien ? A la différence de bien des grandes villes commerçantes, de Venise par exemple, ou des villes libres du Nord, Salonique n'a inspiré à ses habitants aucun attachement. Gens de toutes races (1) y sont campés comme en une foire perpétuelle, prêts à se disperser sans regrets si cette foire ne se tient plus ou se tient ailleurs. Villesans âme et sans visage, où ne parle aucune vieille pierre, que nul de ses enfants n'a embellie ni célébrée, Salonique peut finir sans émouvoir de cœur humain, et sans que le monde s'aperçoive qu'elle n'existe plus.



La plaine qui s'étend autour de Salonique, entre les montagnes et la mer, porte le nom de

(1) La population de Salonique, d'après un recensement fait en 1913, comprenait :

Hellènes	39.956
Juifs	61.439
Musulmans	45.867
Bulgares	6.263
Etrangers	4.364

157.889

Kampania et ressemble d'ailleurs d'une façon frappante à son homonyme la campagne romaine. On y trouve la même grandiose désolation, les mêmes marais, on y respire les mêmes miasmes. Des troupeaux de buffles errent dans les hautes herbes. Le Vardar, la Vistrica, la Voda, le Galiko, la Moglenica, y débouchent et y roulent leurs eaux limoneuses. Au milieu, l'ancienne capitale de Philippe et d'Alexandre, l'antique Pella, devenue la ville turque et slave de Yénitzé Vardar (1), s'étend sur trois collines que séparent des terrains vagues, des jardins, des cimetières, et résume toute la tristesse du pays.

Si la Kampania est désolée, rien de plus riant que les flancs des montagnes qui l'entourent, arrosées d'eaux bondissantes, plantées de vignes, couvertes d'arbres et de pâturages (2).

(1) Yénitzé Vardar est appelée Jonica par les Grecs ; 10.000 habitants. C'est le centre et le marché agricole de la région.

(2) Les montagnes du Kara-Tass, en particulier, offrent une végétation dont la magnificence surprend dans un climat méditerranéen.

Aussi la plus grande partie de la population est-elle fixée sur ce pourtour. De blanches et charmantes villes y sont bâties en terrasses : Vodena, l'Edesse de saint Paul ; Niousta, dont les vins sont célèbres ; Karaferia, que les Grecs appellent Verria (1).

C'est dans la région de Salonique que peut s'observer le panachage le plus complet des races et des religions macédoniennes. Nous avons vu comment était peuplée la métropole. Les autres villes se partagent généralement entre Grecs et Turcs (2).

(1) Vodena, 12.000 h. ; Niousta, 7.000 h. ; Karaferia, 12.000 h.

(2) L'ancien Sandjak de Salonique comprenait, au point de vue ethnique, les éléments suivants ; d'après une statistique à tendances bulgares (1905) :

		<i>Report</i>	419.483
Musulmans	189.911	Protestants	896
Bulgares	148.092	Grecs	81.524
Bulgares grécisés	77.812	Valaques	15.759
Bulgares serbisés	1.136	Albanais	120
Uniates	2.532	Tziganes	2.512
<i>A reporter</i>	419.483		520.294

D'après une statistique à tendances grecques (1904) :

Musulmans	194.573	Valaques	5.403
Grecs	224.195	Uniates	2.086
Bulgares	70.022	Juifs	46.230
Serbes	1.375	Divers	5.474

Dans les campagnes, outre un certain nombre de Musulmans, vivent des Slaves macédoniens, des Bulgares. Les pâtres valaques y font hiverner leurs troupeaux.

Les ressources du pays sont fort abondantes et lui assureraient, s'il était mis complètement en valeur, une très grande richesse. Les terres basses, terres d'alluvions, donnent du blé, du maïs, un tabac renommé et, grâce au climat méditerranéen, du riz et du coton. L'élevage des vers à soie est également une source de revenus appréciable. Pas d'industrie encore, mais les nombreuses chutes d'eau qui tombent des montagnes donneraient une force motrice considérable.

Ainsi douée par la nature, joignant la mer, il suffirait à la plaine de Salonique d'un régime de paix, de quelque travaux d'assainissement,

On voit par ces états, la fantaisie et le parti-pris qui président dans les Balkans à l'établissement des documents de cette nature. La statistique bulgare ne mentionne même pas les Juifs et considère comme bulgares tous les slaves orthodoxes, alors que la statistique grecque les range évidemment parmi les 224.000 Hellènes.

pour devenir un lieu fort prospère. Cette fortune pourrait même prendre des proportions inouïes si Salonique devenait un grand port international, servant à sa banlieue non seulement de port d'écoulement, mais de centre de consommation. Les paysans de la Kampania connaîtraient un bien-être et une abondance fort enviables, et, comme ils sont beaucoup mieux fixés au sol que les Saloniciens, on peut dire sans paradoxe qu'ils se trouvent plus intéressés que ces derniers à la prospérité de Salonique.



Au Nord-Ouest de la Kampania, la Moglenica débouche d'un petit bassin situé au pied du Karadzo et qui n'a pas d'autre issue. Là, s'est enfermée une population de Slaves convertis à l'Islam, de l'humeur la plus farouche. Aussi le Meglen est-il un pays réputé à peu près inaccessible. Ses habitants, répartis en une quarantaine de villages, ne sont d'ailleurs pas à plaindre, car cette cuvette bien arrosée et bien abri-

tée a une fertilité plus grande encore que celle de la Kampania. (1)

Une autre annexe de la plaine de Salonique, celle-là d'aspect tout différent, est la presque île de Chalcidique ; des croupes boisées plongent dans la mer. A leurs pieds, au bout de l'un des fourcherons du trident que forme la presque île, les célèbres couvents du Mont-Athos. Là vivent, généralement dans l'ignorance et l'oisiveté, plusieurs milliers de moines des diverses nations orthodoxes : grecque, serbe, bulgare, russe, roumaine. Chaque nation fait de grands efforts pour maintenir le nombre de ses moines et l'importance de ses monastères. Respectés par les Turcs, ces derniers ont, en effet, sauvé ce qu'ils ont pu de la civilisation byzantine, conservé de nombreux et de précieux livres, des trésors d'art religieux. Lors de la renaissance chrétienne, ils ont été considérés comme un de ses foyers, de ses centres d'influence. Leur rôle a même été, à certains moments, plus réaliste,

(1) La spécialité du Meglen est le paprika ou poivre d'Espagne.

le général Ignatieff, ayant caché dans les couvents, douze ou quinze cents soldats russes déguisés en moines.

Ces monastères sont fort riches. Ils possèdent en Macédoine, nous l'avons dit, des domaines que cultivent des métayers. Mais, à l'entour des couvents, la Chalcidique même est à peu près déserte.

II. — La Macédoine Occidentale — La Vallée de la Vistrica — Le Plateau d'Ostrovo Kailar — Le Plateau de Monastir — Les bassins de Presba et d'Ochrida.

A la lisière Sud-Ouest de la plaine de Salonique, par un étroit défilé, à travers les rochers du Kara-Tass, débouche la Vistrica, dont la vallée inférieure présente tant de détours et d'obstacles qu'elle peut difficilement servir de voie de communication. Le bassin de Servia, qui en forme la partie basse, se trouve donc isolé de la Kampania. Ses débouchés, s'établissent au nord et au sud par la route de Monastir à Larissa. Puis entre des croupes jaunes, sèches et nues, déchirées de ravins ou hérissées de

rochers, ce bassin offre l'âpre aspect des pays de l'Attique et du Péloponèse. Sa population, exclusivement hellène, répond à cette apparence. Accrochée aux pentes de la rive droite de la Vistrica, dominée par un vieux fort, la petite ville de Servia (1) garde les défilés de Thessalie, portes de la Vieille Grèce. Autour d'elle, des vignes et des vergers, des champs de blé et de maïs révèlent des ressources qu'au premier abord l'aspect désolé du pays n'eût pas fait soupçonner.

Un nouveau défilé conduit à la vallée supérieure de la Vistrica. Celle-ci coule maintenant du Nord-Ouest au Sud-Est à l'angle droit avec son cours d'aval. Cette haute vallée appelée Anaschica, beaucoup plus étendue que le bassin de Servia, présente un aspect à peu près semblable. Les montagnes d'Albanie la dominent à l'Est, celles du Vorenon à l'Ouest, les flancs creusés par de profondes vallées latérales. A leurs pieds s'enchâsse le petit lac de Kastoria :

(1) Servia ou Serfiaré, 3.500 habitants.

Kastoria elle-même s'avance au milieu des eaux sur une étroite presqu'île. Les ressources, si ce n'est qu'elles sont plus abondantes, sont les mêmes que celles de la basse Vistrica. Une population de paysans grecs ou hellénisés vit dans de gros villages : Grevena, Siastista, Chrupista, exploitant les faciles cultures de la vallée ou commerçant avec l'Albanie par les routes de la montagne (1).

La vallée de la Vistrica, haute et basse, a donc l'avantage rare pour un des pays que nous étudions, de l'unité de peuplement. Elle est nettement grecque. Les Valaques même qui l'habitent en assez grand nombre se déclarent Hellènes. La région forme une sorte de transition entre la Macédoine et la Grèce. Mais l'influence de cette dernière y domine incontestablement.

(1) Kastoria est le centre d'un commerce inattendu, celui des fourrures. Un très grand nombre de ces dernières, envoyées du Canada, généralement par des émigrants macédoniens, sont travaillées par les artisans du pays.



La route de terre et la voie ferrée de Salonique à Monastir, après avoir atteint Vodena par une forte rampe, s'engagent dans une gorge assez sauvage et franchissent un seuil peu élevé pour tomber sur les bords du lac Ostrovo, un grand lac aux frissonnantes eaux bleues que domine une très noble et harmonieuse ligne de montagnes. L'aspect général, la lumière, l'air doux et léger rappellent le lac Majeur. Malheureusement pas de végétation sur la rive ni sur les monts. Le parfum des îles Borromées manque tout à fait. Il faut se contenter de belles lignes et de belles couleurs ; mais elles y sont.

Le lac Ostrovo se trouve à l'extrémité Nord d'un grand plateau compris, nous l'avons dit, entre le Kara Tass à l'Est, et le Vorenon à l'Ouest. Une grande steppe, desséchée ou marécageuse selon les points, aussi dépourvue d'ombrage que les montagnes environnantes, en forme le fond. Cette cuvette est bosselée de croupes dénudées entre lesquelles, outre le lac

Ostrovo, s'en trouvent trois autres plus petits, ceux de Rudnik, de Petersko et de Sérigol.

Le centre du bassin n'est guère occupé que par les troupeaux qui s'en éloignent l'été pour gagner les prairies du Kara-Tass. Les villages sont, en général, bâtis au pied de la montagne où parviennent sources et ruisseaux. Des cultures les couvrent et des pentes plantées de vignes, les dominent.

La situation de ce plateau d'Ostrovo est importante, car elle commande à la fois la route de Salonique à Monastir et à l'Adriatique, et celle de Macédoine en Thessalie. Aussi le gouvernement ottoman y avait-il installé une importante colonie militaire. Les villages turcs sont à peu près aussi nombreux que les villages chrétiens (1). Le chef-lieu de la région, Kaïlar, est aux deux tiers musulman. Les autres habitants sont des Slaves macédoniens ou des Bulgares.

(1) Les villages Turcs ont tous été plus ou moins maltraités lors de l'invasion des armées grecques en Macédoine en 1912-1913.

Au Nord du plateau, des vallées s'enfoncent dans les montagnes. Profondes et fraîches, tapissées de prairies, ombragées de peupliers, elles forment un contraste complet avec les âpres environs d'Ostrovo. Le flamboiement oriental disparaît devant la lumière douce d'Occident. Le bruit des eaux, les cloches des troupeaux donnent l'illusion des vallées de Suisse ou de Savoie. La plus importante de ces vallées, celle de Kozani, conduit à la région de Servia. Kozani (1) depuis 1913, chef-lieu de nomes et même de gouvernement, est une riante ville grecque, bâtie au milieu des vignes. Plus sauvage est la vallée de Zelenics au-dessus de laquelle se trouve Neveska, autre ville grecque, dont les maisons peintes, soudain découvertes, étonnent dans ce paysage alpestre.

★ ★

Le col de Kerli Derbend où passe la voie ferrée, relie au Nord le plateau d'Ostrovo Kaïlar à celui de Monastir, lequel offre avec beaucoup

(1) Kozani, 9.510 habitants.

plus d'étendue le même aspect : une immense plaine à peu près unie, coupée cependant, dans le sens de la largeur par une ligne de collines qui sépare la région de Monastir de celle de Prilep. A travers les marécages, la Cerna roule ses eaux jaunes. Comme ceux de la Kampania et du plateau de Kaïlar, le centre de cette plaine de Monastir, malgré la fertilité de ses terres grasses, est à peu près désert. Quelques misérables villages turcs ou slaves croupissent dans ses marais putrides d'où s'élève un perpétuel croassement.

Le rebord oriental du plateau présente un autre genre de désolation. Au pied du Kaïmakalan, sévère masse noire couronnée de neige et dont les contreforts s'étalent puissamment, c'est un chaos de croupes nues où se convulsent des roches de l'aspect le plus fantastique. On n'imaginerait pas autrement quelque fabuleux pays de mauvais génies. La Cerna s'y taille des gorges profondes et magnifiques pour aller rejoindre le Vardar. Pas un arbre sur des lieues à la ronde, pas de culture. Les herbes du

désert nourrissent pourtant des troupeaux dont les pâtres habitent des hameaux épars.

Toute la vie de la région de Monastir est concentrée à la lisière des montagnes de l'Ouest, aussi verdoyante, arrosée, ombragée que celle de l'Est est aride. Là se trouvent, dans les prairies et les vergers, de riants villages. Au Sud du plateau, Florina (1) est bâtie sur une maigre rivière. Une route menant en Albanie y aboutit par le col de Pisodéri. Cette situation valait à Florina d'être un centre d'échange. Elle lui valait aussi d'être un des lieux les plus agités du monde aux confins de la sanglante Macédoine et de la non moins sanglante Albanie.

Monastir (2) a eu une destinée plus tragique encore. Elle peut disputer avantageusement à Salonique son titre de ville convoitée, étant le centre des appétits serbes, bulgares et grecs. Sous le régime musulman, on s'y massacrait d'une façon chronique. Lors de la guerre balkanique, les Turcs, battus par les Serbes à

(1) Florina, 9.000 habitants.

(2) Monastir, 48.370 habitants.

Kumanovo rassemblèrent leurs dernières troupes à Monastir et s'y défendirent furieusement pendant trois jours. En 1915, elle fut prise par les Bulgares et reprise par les Alliés en novembre 1916. Lorsque j'y entrai en mars 1917, le sort de la malheureuse ville ne s'était guère amélioré, car elle était l'objet d'un bombardement continuel. Une partie des habitants avait fui ; le reste vivait dans les caves ou rasait les murs. Ce sont là de mauvaises conditions pour juger d'une ville. J'y vis d'immenses casernes turques et des bâtiments administratifs à demi-détruits, un quartier musulman aux alignements aussi fantaisistes que ceux de tout autre quartier musulman, avec de hautes maisons sévères, des murs de jardins moussus, des carrefours ombragés de vieux arbres. Le quartier chrétien, comme le fait très bien remarquer M. Victor Bérard, a l'allure essentiellement grecque. Une rivière sale et puante, le Dragor, traverse la ville.

Vue de loin, rien de plus charmant et paisible que la situation de ce lieu terrible. Monastir

repose dans un creux de montagnes aux pentes douces, dressant vers le ciel ses minarets tranquilles. Le Péristéri la domine de sa silhouette élancée qui fait contraste avec le massif du Kaïmakalan.

Au Nord du plateau, se trouve la troisième ville importante, celle de Prilep (1).

Le plateau de Monastir fournit des récoltes abondantes, notamment en céréales, et l'élevage est aussi une grande ressource. Il est relié à Salonique par le chemin de fer. Une route rejoint la vallée du Vardar par Prilep. Deux autres pénètrent en Albanie. La première, la plus ancienne et la plus fréquentée, part de Monastir sur Resna, Ochrida, pour arriver par Elbassan à Durazzo. Un embranchement contourne le lac de Presba et descend par Koritza vers Santi-Quaranta. La seconde prend au-dessus de Florina le col de Pisodéri pour aboutir à Koritza. Ces routes, avant l'occupation militaire du pays, n'étaient guère que des pistes. Les alliés ont fait

(1) Prilep, 22.000 habitants.

des voies sérieuses de celles qu'ils possèdent. Les centraux ont sans doute agi de même, ces chemins d'Albanie servant surtout à ravitailler ce dernier pays et à écouler ses produits sur Monastir. Monastir et ses environs s'approvisionnaient et exportaient par Salonique.

La population comprend toutes les races de Macédoine auxquelles viennent s'ajouter un certain nombre d'Albanais.

★★

Derrière le massif du Péristéri s'étendent trois bassins, ceux de Presba, d'Ochrida et de Koritza: les deux premiers occupés par de grands lacs. La région de Koritza est nettement albanaise et comprise dans les frontières actuelles de ce pays (1). Celles de Presba et d'Ochrida, peuplées de Slaves et de Turcs, font au contraire partie de la Macédoine (2).

(1) Frontière que le traité de Bucarest n'a du reste fixée que d'une manière très approximative.

(2) Sauf la rive Sud-Ouest du lac d'Ochrida, avec Pograd, qui appartient à l'Albanie.

Le lac de Presba, très encaissé, très découpé, est d'une sauvagerie fort romantique. Sur ses bords, quelques misérables villages. Au Nord seulement, une étroite plaine cultivée avec le bourg de Resna.

Le lac d'Ochrida a une noblesse plus aimable; les monts qui l'encadrent ont des lignes plus amples et plus molles, souvent estompées de brume. Ochrida se trouve au Nord : ville slave, jadis ardent foyer de bulgarisme, aussi sale d'ailleurs que misérable.

III. — La Macédoine du Nord — Le Moyen-Vardar — Le Bassin d'Uskub.

Le Vardar débouche dans la plaine de Salonique par une vallée assez large, laquelle, lorsqu'on la remonte mène au défilé de Cerigone, défilé peu profond et d'accès facile. Au delà se trouve le bassin étroit et allongé de Guevgueli attribué à la Serbie par le traité de Bucarest, présentant à peu près les mêmes cultures que la Kampania, celle du mûrier notamment. La

petite ville de Guevgueli (1) est un centre assez prospère, entouré de plusieurs gros villages. La population est turco-slave avec quelques éléments valaques.

Au-dessus de la région de Guevgueli, le Vardar franchit, tout comme le Danube, ses Portes de Fer, le défilé de Demir-Kapou, deux fois plus long que celui de Cerigone et plus profond. Ses pentes sont couvertes d'épaisses broussailles. Au bord du fleuve, quelques bourgades, entourées de maigres champs. Sur la rive gauche, entre le défilé de Demir-Kapou et la vallée de la Stroumica, une sorte de grand plateau, à peu près stérile, le Plaus, établit une communication assez aisée avec le bassin de la Strouma.

Du défilé de Demir-Kapou à celui de Vélès, la vallée du Vardar s'élargit sensiblement. Sur-tout, elle se complète par celles d'affluents importants. A gauche, la Bregalnica et la Peinja; à droite la Cerna, la Babouna et la Topolka. Ces vallées sont, dans leurs parties hau-

(1) Guevgueli, 6.000 habitants.

tes, sauvages et nues, tel le pays de Marichovo, traversé par la Cerna et qui prolonge la région désolée bordant à l'Est le plateau de Monastir. En arrivant au Vardar, elles offrent au contraire des parties cultivées et mêmes riches comme le bassin de Kocané (1), dans la vallée de la Bregalnica, celui de Tikvès dans celle de la Cerna.

Entre ces vallées se trouvent des massifs montagneux souvent fort élevés (2), couverts par endroits de belles forêts et de grands pâturages, dénudés et ravinés sur d'autres points.

Il se trouve aussi des plateaux, comme l'Ovie Polie, la plaine des Brebis, qui sépare le bassin de la Bregalnica de celui de la Penja : une grande steppe déboisée et dont le nom indique le seul usage. Forêts et prairies sont donc les uniques ressources des vallées hautes des montagnes et des plateaux. Aussi la vie y est-elle exclusivement pastorale. Les habitants sont des

(1) Le bassin de Kocané est un des plus fertiles de la haute Macédoine. Tabac et riz.

(2) L'Osogova Planina, au Nord de la Bregalnica, atteint 2.253 mètres.

Slaves, ayant gardé leurs mœurs patriarcales, ou des Valaques.

Les cultures des vallées basses sont les céréales et surtout la vigne. Ces vallées sont peuplées de Slaves et de Turcs. Ces derniers forment, notamment, dans la région de Tekvès, un groupe assez compact, chargé autrefois de garder les passages du Vardar.

Deux villes importantes dans tout le pays : Velès (1), que les Turcs appellent Koprulu, sur le Vardar et Istip (2), sur la Bregalnica. Elles doivent leur importance à leur situation.

Cette vallée du Moyen-Vardar est, en effet, un lieu de grand passage. La ligne de Nisch à Salonique suit à peu près le lit du fleuve, de plus des communications assez faciles existent avec les régions latérales. Une route joint Vélès, par Istip, à la vallée de la Stroumica, séparée de celle du Vardar par des plateaux aisément franchissables.

(1) Velès, 15.000 habitants.

(2) Istip ou Stip, 21.000 habitants, dont la moitié Turcs.



Au-dessus de Vélès, un nouveau défilé du Vardar conduit dans le bassin d'Uskub. La question de savoir si ce bassin appartient à la Macédoine est assez discutée. Les Serbes le rattachent à la Vieille-Serbie, mais l'opinion courante ne fait commencer celle-ci qu'au-dessus du Char-Dagh.

Ce bassin, assez peu étendu d'ailleurs et dominé par de hautes montagnes, n'est pas un pays riche. Des pâturages au fond, de la vigne et un peu de culture sur les bords. Sa population est exclusivement slave.

Uskub (1) est, avec Monastir, la ville de Macédoine que Bulgares et Serbes se disputent le plus âprement : la valeur qu'ils lui attribuent, vient beaucoup moins d'elle-même que de sa position. Elle est le point de jonction de la ligne Salonique-Belgrade et d'un embranchement se dirigeant par la vallée de Kossovo vers la Bos-

(1) Skoplié, 70.000 habitants. Actuellement (1921) la population serait de 50.000 habitants.

nie. Cet embranchement s'arrête actuellement (1918) à Mitrovitza. En se reliant au réseau bosniaque, il aurait, avant le traité de Bucarest, mis les terres autrichiennes en contact avec Salonique, sans traverser le territoire serbe.

Au Sud-Ouest du bassin d'Uskub, la haute vallée du Vardar porte le nom de *pays de Tetovo*. Elle est dominée à l'Ouest par les monts d'Albanie et communique par la Haute-Cerna avec le bassin de Monastir.

IV. — La Macédoine Orientale — La Plaine de Sérès — La Vallée de la Strouma — La Plaine de Drama — Les Bassins du littoral et la Vallée de la Maritza.

A l'Est de la campagne de Salonique, séparée d'elle par des collines arides et désertes qui prolongent au Nord le massif de l'Hortiac, s'étend la plaine de Sérès. Les deux régions sont unies par une sorte de couloir où se trouve le lac Doïran et que traverse la ligne de Salonique à Constantinople.

Toute une population de pêcheurs habite les rives de ce lac Doïran, et la ville du même

nom (1) s'y étend en amphithéâtre, peuplée par moitié de Grecs et de Slaves, par moitié de Musulmans.

L'économie générale de la plaine de Sérès est celle de la plaine de Salonique : un fond bas où la Strouma, plus rapide que le Vardar, court comme lui à travers ses limons pour aboutir à un immense marais encombré d'herbes qu'on appelle le lac Tachyno. Ce lac est séparé de la mer par une chaîne de collines que traverse la Strouma dans une véritable gorge. Elle débouche de là sur une plage de sable où l'établissement d'aucun port n'est possible.

Cette région basse de Sérès, bien qu'assez malsaine est peut-être le pays le plus fertile et le mieux cultivé de Macédoine. Elle fournit abondamment coton, riz, tabac, maïs. De nombreux villages la parsèment. Au milieu, la ville de Sérès est peuplée de Grecs aussi avisés que les Juifs de Salonique et qui la rendent, toutes proportions gardées, aussi vivante et prospère

(1) Doïran, 7.000 habitants.

qu'était le grand port macédonien. Les pentes des montagnes au Nord sont verdoyantes et riches. Les villages s'y pressent. Au milieu d'eux la ville Turque de Demir-Hissar garde les passages de la Strouma.

**

La vallée de la Strouma communique avec la plaine de Sérès par une série de défilés étroits, où passe difficilement une mauvaise route. Ce n'est qu'au-dessus du confluent de la Stroumica qu'on arrive à un bassin un peu étendu, celui de Melnik fort désolé du reste et dont les bords seuls présentent quelque culture. La petite ville de Melnik (1) est bâtie en terrasse sur les pentes des montagnes de l'Est. Puis de nouvelles gorges, tellement resserrées celles-là que la route y est souvent en corniche sur le lit de la Strouma. Ce n'est qu'à plus de trente kilomètres au-dessus de Melnik que la vallée s'élargit en un bassin assez verdoyant. Dzumaja (2)

(1) Melnik, 5.500 habitants.

(2) Dzumaja, 4.000 habitants.

le domine, dans une position identique à celle de Melnik ; la population est bulgare et musulmane.

Au Nord du bassin de Dzumaja, sont les limites de la Macédoine et de l'ancienne Bulgarie. La communication s'établit d'un pays à l'autre par la haute vallée de la Strouma, c'est-à-dire par une série de défilés et par les bassins de Kuztenjil et de Radomir. Elle est en somme assez malaisée, et dans son ensemble, la vallée de la Strouma, qui semblait devoir former le chemin naturel de la Bulgarie orientale à la mer, ne joue ce rôle que d'une façon très imparfaite. Une route de terre s'y fraie difficilement un passage. L'établissement d'une voie ferrée serait un travail énorme.

Sur cette vallée de la Strouma s'ouvre, à l'Ouest, celle de la Stroumica, qui forme les deux bassins de Petric et de Stroumitza, tous deux larges, bien arrosés et fertiles. Ils communiquent, nous l'avons dit, par une route facile avec la vallée du moyen Vardar. La population est surtout bulgare.



On passe du bassin de Sérès à celui de Drama, à travers des massifs rocheux, par les gorges profondes de l'Angista que traverse à grands renforts de tunnels, de tranchées et de viaducs, la ligne de Constantinople.

Encastré dans de hautes montagnes, ce bassin de Drama offre, avec moins d'importance, le même aspect et les mêmes ressources que celui de Sérès. Le fond de la cuvette est un perpétuel marécage. En terrasse, contre la paroi Nord, est bâtie Drama (1), plus turque que grecque, et dont l'indolence contraste avec l'activité de Sérès.

Mais la plaine de Drama a, sur sa voisine, un immense avantage, celui d'un débouché sur la mer. A travers une chaîne de collines, par un col aisément franchissable, passe une route qui conduit au port de Kavalla (2). Ce dernier présente un assez bon mouillage et quelques amé-

(1) Drama, 16.000 habitants.

(2) Kavalla, 29.000 habitants.

nagements. La ville, qui s'avance dans la mer sur un grand rocher fortifié, est surtout peuplée de Grecs. A l'entrée de la baie de Kavalla se trouve l'île de Thasos.

★ ★

A l'Est de Kavalla, la chaîne du Rhodope se rapproche de la mer, laissant à ses pieds une zone littorale plate et marécageuse où se trouvent les petits ports de Kalamuti, de Porto Lagos et de Makri.

Cette côte désolée par les fièvres est livrée surtout à la vaine pâture. Dans les parties les plus saines, au pied de la montagne se font les mêmes cultures que dans la région de Sérès. Deux villes importantes : Yenitzé Karazu (1) et Gumuldzina (2).

Tous ces pays étaient jusqu'à la guerre actuelle, le théâtre d'une lutte acharnée entre le Grec commerçant et le Bulgare cultivateur. La

(1) Yenitzé Karazu, 4.000 habitants.

(2) Gumuldzina, 16.000 habitants.

population turque y est également fort nombreuse.

Dans le bassin de Yenitzé débouche la vallée de la Mesta, assez étroite et présentant les mêmes obstacles naturels que celle de la Strouma. Elle est du reste fermée dans sa partie haute et ne peut servir de voie de communication. Elle ne comporte guère que des pâturages et n'est cultivée que dans son bassin inférieur. Au centre de la région se trouve Nevelkop, qui joue le rôle de foire au bétail. La population est à peu près entièrement bulgare.

Le cours inférieur de la Maritza est généralement considéré comme la frontière de la Macédoine et de la Thrace. Sa rive droite au pied du Rhodope appartient donc à la première. Elle est fertile et populeuse. On y trouve le port assez médiocre de Dédé Agatch, dont l'importance vient surtout de ce qu'il est le seul port bulgare sur la mer Egée. Situé sur la voie ferrée de Salonique à Constantinople, il est en outre, relié assez directement à l'ancienne Bulgarie par la grande ligne venant de la vallée du Danube,

laquelle se rattache à celle de Salonique au-dessus d'Andrinople. Une partie du trajet emprunte donc le territoire turc.

V. — Les Intérêts Régionaux.

La Macédoine n'est donc point du fait de la nature, une terre de désolation. Aux pays voisins, à l'âpre Grèce, à la montagneuse Serbie, à la rude Bulgarie, elle apparaîtrait au contraire comme un lieu plein de promesses. Même ravagée par l'insurrection, elle exportait des quantités appréciables de produits agricoles (1). Il est évident qu'un régime de sécurité, de grands travaux d'assainissement et de voirie lui vaudraient à ce point de vue une très grande richesse. Le tabac, le coton, la sériciculture en seraient les éléments essentiels. Et ces cultures pourraient développer toute une industrie, faire

(1) Les exportations de la Macédoine par Salonique montaient en 1911 à 40 millions, dont une moitié représentée par le tabac et les cotons, l'autre par les céréales et les cuirs. D'autre part, les exportations de Kavalla étaient de 42 millions, presque exclusivement en tabac.

prosperer des filatures, des manufactures de tabac. Si le charbon manque, les chutes d'eau sont nombreuses et la population macédonienne fournirait une excellente main-d'œuvre. Les capitaux et la direction devraient seuls venir de l'étranger. La valeur du sous-sol n'a pas fait l'objet d'études approfondies, mais des gisements de pyrite de fer, de chrome, de magnésie ont été reconnus. Tirer parti d'aussi magnifiques ressources est évidemment un intérêt commun à tous les habitants de Macédoine, quelles que soient leur race et leur religion.

Un autre intérêt commun est l'attribution à la Macédoine du bénéfice de sa position géographique par l'ouverture de deux grandes voies internationales : l'une arrivant du Nord l'autre la traversant d'Ouest en Est. Outre la plaine de Salonique qui se trouverait à leur carrefour, presque tous les pays macédoniens seraient sur l'une d'elles : le bassin d'Uskub et la vallée du Vardar sur la première, les régions de Monastir, d'Ostrovo, de Sérès, de Drama et du littoral sur la seconde. Seules les vallées de

la Strouma et de la Vistrica, un peu à l'écart, n'en profiteraient qu'indirectement.

A défaut de ces grandes routes européennes, ou pour le cas où elles seraient temporairement fermées, il faut au moins que chaque région macédonienne ait pour son ravitaillement et l'écoulement de ses produits un moyen d'accès sûr et facile. A ce point de vue les intérêts diffèrent selon les pays.

Les uns sont, du fait du voisinage de la mer, complètement indépendants, tels la Kampania, la plaine de Drama, le littoral. Non seulement ils ne se trouvent pas commandés par les autres, mais ils leur servent de débouchés.

Deux autres régions ont une demi-indépendance, par le fait qu'elles possèdent deux issues de valeur à peu près égale, et qu'il ne serait guère imaginable qu'elles les perdissent toutes les deux. Tel est le cas de la vallée de la Vistrica (haute et basse). Son débouché est la route de Monastir à Larissa qui mène aussi bien en Thessalie qu'en Macédoine, à Volo qu'à Salonique.

De même la région de Sérès s'ouvre sur la plaine de Drama et de Kavalla comme sur celle de Salonique ; elle peut donc suivre indifféremment le sort de l'une ou de l'autre.

Très différente est la situation des pays de la Macédoine occidentale et septentrionale. Jusqu'en 1915, ceux là ont eu Salonique pour débouché indispensable. Ils ne peuvent en être séparés qu'à la condition qu'on leur en ouvre d'autres. — Pour les environs de Monastir on ne conçoit guère de nouveaux débouchés que sur l'Adriatique. Les régions d'Uskub et du Vardar en profiteraient également. Mais ces dernières pourraient être aussi rattachées au marché bulgare par la large dépression qui joint Uskub à Sofia.



CHAPITRE VI

LES VRAIS INTÉRÊTS MACÉDONIENS

Les intérêts de race, les intérêts régionaux ainsi connus, il est possible d'examiner combien et comment ils doivent peser dans l'attribution de la Macédoine et dans son organisation.

I. — Les intérêts Macédoniens et l'attribution de la Macédoine.

La question des nationalités, sauf l'exception concernant la vallée de la Vistrica, intervient dans la circonstance de façon toute négative. Il suffit de constater qu'un prétendu partage effectué sur cette base serait un dangereux mensonge.

Les intérêts territoriaux imposent-ils au contraire des solutions précises ? Ces intérêts, nous l'avons vu, se ramènent à trois : mise en valeur

des ressources de la Macédoine, utilisation des grandes voies internationales dont elle est le passage naturel, enfin garantie à chaque région d'un débouché sûr et commode.

La satisfaction du premier besoin ne comporte évidemment pas de statut territorial déterminé. Que la Macédoine soit autonome ou partagée, ses gouvernants ont le même pouvoir de la rendre prospère en assurant sa sécurité, en la dotant de l'outillage nécessaire. Tout au plus peut-on admettre que dans ce pays essentiellement agricole, les Bulgares, agriculteurs capables, obtiendraient sans doute les résultats les plus rapides.

L'ouverture des voies internationales peut également se produire dans des conditions très diverses. Trois régimes sont possibles pour l'utilisation d'une voie de cette nature. Ou bien un Etat en possède la maîtrise, c'est-à-dire qu'il peut à son gré et sans souffrir lui-même la fermer aux autres. Ou bien elle est réellement internationalisée, et mise à l'usage commun de tous. Enfin, un troisième statut, le plus fré-

quent pour une route de terre, est le sectionnement. Chacun des pays qu'elles traverse est maître du tronçon correspondant, mais il ne peut le fermer sans perdre du même coup l'usage de la voie, c'est-à-dire sans dommage pour lui-même. Aussi une pareille fermeture ne peut-elle se produire qu'en cas de guerre. Elle ne saurait avoir lieu d'une façon systématique et permanente.

Les routes de Macédoine peuvent connaître l'un ou l'autre de ces trois états. La réalisation des plans allemands aurait notamment fait de ce pays en même temps qu'une terre subgermanique, une terre de grand transit. « L'Autri-
« che à Salonique, dit M. Risal, c'est la mer du
« Nord qui communiquerait directement avec
« l'Archipel. Une ligne germano-slave, passant
« par l'Allemagne, l'Autriche, la Bosnie, l'Al-
« banie et la Macédoine, abrégerait de treize à
« dix-huit heures, le trajet entre Ostende et
« Port-Saïd... Salonique connaîtrait ainsi une
« fortune immense. Toute l'Europe centrale
« utiliserait son port magnifique qui devien-

« drait un des entrepôts les plus importants du « monde » (1).

De même un régime analogue à celui que prévoyait en 1908 le programme de Revel, pourrait neutraliser le grand carrefour macédonien et le port de Salonique : en faire un pays autonome sous le condominium de l'Europe ou tout au moins des Etats balkaniques. Cette solution a notamment toute la faveur des Israélites saloniens.

Enfin, une Macédoine partagée peut parfaitement être un centre de relations européennes et de rayonnement maritime. Avant la guerre actuelle le courrier des Indes, de la mer du Nord à la Méditerranée, traversait toute une série d'Etats. Les routes passant par le Gothard et le Simplon ne pouvaient être utilisées chacune que si trois nations au moins s'y prêtaient. Cela

(1) Il est à remarquer que si le génie allemand pouvait en effet donner un très grand trafic à la route descendant du Nord vers l'Egée, ce trafic n'aurait sans doute pas profité aux communications de l'Egée à l'Adriatique. Au contraire, les Centraux auraient pu sans préjudice pour eux, fermer à leur guise ces communications pour barrer à l'Europe occidentale le chemin de l'Orient.

ne les empêchait pas d'être fréquentées et cela pour l'avantage commun de tous les pays occidentaux. Dans l'Europe future, les voies qui aboutissent en Macédoine et la traversent seront, elles aussi, sectionnées sur la plus grande partie de leur parcours. Elles passeront en Allemagne, en Autriche, en Serbie, ou bien en France, en Italie, en Bulgarie, en Turquie. Dès lors pourquoi ne subiraient-elles pas le même régime en Macédoine même ? En admettant par exemple, que subsiste le partage établi par le traité de Bucarest, l'intérêt de chacun des co-partageants est évidemment que les régions à lui attribuées soient des lieux de grand transit.

Nous avons dit que Salonique ne pouvait être qu'un grand port international ou un petit port hellène. Or la Grèce a tout avantage à ce qu'il joue le premier rôle, comme l'Italie a tout avantage à ce que le port de Gênes serve de débouché à une partie des produits de l'Europe centrale. La question préoccupait avant la guerre le gouvernement d'Athènes : la transformation de Salonique en port franc et d'im-

menses travaux d'aménagement étaient envisagés.

Mais une route internationale pourrait ne pas se constituer ou tarder à le faire. Un des pays qu'elle traverse peut même momentanément s'en voir interdire l'usage (1). Il est donc nécessaire, nous l'avons dit, que les diverses régions macédoniennes aient des voies d'accès absolument à leur usage, c'est-à-dire dont la maîtrise appartienne à l'Etat auquel ces régions seraient incorporées.

Mais cette nécessité n'implique pas un partage déterminé de la Macédoine. Les pays maritimes, quel que soit l'Etat dont ils dépendent, sont sûrs de leur débouché, qui est la mer. La plaine de Sérès peut indifféremment suivre le

(1) Il est possible, par exemple, d'imaginer l'hypothèse suivante : la Serbie exportant ses produits par une grande voie desservant l'Europe centrale et Salonique, la Grèce, en cas de conflit, pourrait gêner ou empêcher cette exportation. La Serbie aurait sans doute une façon de se venger : couper la route et par là ruiner la prospérité commerciale de Salonique. Mais elle s'aliénerait par là tous les autres Etats utilisant la voie. Elle hésiterait, par conséquent, à une pareille mesure. Elle souffrirait donc un préjudice sans pouvoir le réparer.

sort de Salonique ou celui de Kavalla ; la vallée de la Vistrica, celui de la Thessalie ou celui de la Macédoine.

Envisagée sous cet aspect, l'attribution des pays du Nord et de l'Ouest se prête également à des combinaisons multiples. La route d'Uskub, par exemple, pourrait être serbe avec un débouché sur l'Adriatique, bulgare en se tournant vers la route de terre qui la rattache à Sofia, on encore appartenir à une Macédoine autonome ayant son centre à Salonique.

Les environs de Monastir, à défaut de Salonique, ne peuvent avoir d'accès que par l'Adriatique. Cela semble les prédestiner à être Grecs ou Serbes. Si la puissance bulgare s'y installait, elle serait fatalement conduite, et dans l'intérêt même de la région, à chercher à descendre sur Salonique, ou à se faire une trouée vers l'Est jusqu'à la mer.

Ce n'est donc pas en se basant sur les intérêts régionaux, pas plus que sur les nationalités, qu'on peut régler l'attribution de la Macédoine. Tout ce qu'il est loisible de chercher, c'est que

cette attribution ne les lèse pas. A ce point de vue il y a lieu de critiquer le traité de Bucarest qui a séparé de Salonique les pays de l'Ouest pour les rattacher à une Serbie privée elle-même de tout débouché certain. Mais il est diverses manières d'écarter de pareils résultats et peu importe aux intérêts macédoniens que l'une soit adoptée plutôt que l'autre.

II. — Les intérêts Macédoniens et l'organisation de la Macédoine.

Une attribution de la Macédoine selon les principes qui viennent d'être indiqués, c'est-à-dire sur une base indépendante des nationalités et respectant certaines nécessités économiques, permettrait seule de l'organiser au profit de ses habitants. Elle suffirait à apaiser le conflit des races en rompant complètement avec la politique d'assimilation. Etant donné que dans chaque région doivent vivre côte à côte des races différentes, et que le triomphe de l'une sur l'autre ne saurait amener de modification territoriale, l'intérêt des gouvernements serait que chaque race fût satisfaite de son sort. Ce résul-

tat ne saurait être atteint que par une liberté religieuse complète et par le libre usage des langues. Ceci implique également la liberté d'enseignement. D'autre part, au point de vue civil, les communautés musulmanes devraient continuer à jouir d'un statut spécial.

Puis, il s'agirait de faire naître et de développer entre ces gens de mentalité et d'origines si diverses, un esprit, des sentiments de solidarité. Or de pareils liens ne peuvent se fonder que sur la communauté des intérêts régionaux. Il faudrait que ceux-ci fussent assez profondément ressentis pour prendre peu à peu la prédominance sur les intérêts ethniques.

Seul un régime de large décentralisation pourrait atteindre ce résultat. C'est en gérant eux-mêmes les affaires de leur village, de leurs centres, de leur région, que les Macédoniens peuvent s'y rattacher, s'y dévouer au besoin. Il est à noter que leur éducation a été en grande partie faite, à ce point de vue sous la domination turque. Pendant des siècles, pour avoir un chemin, une école, une église, ils ont été habi-

tués à ne compter que sur eux-mêmes. Il leur fallait réunir les ressources, en contrôler l'emploi, diriger les travaux. Ils choisissaient leurs prêtres, leurs maîtres d'école. Les paysans du plateau de Monastir ou du Vardar ont fait ainsi un meilleur apprentissage du « self-gouvernement » que ceux de bien des grands Etats pacifiés et policés. Une division intelligente du territoire d'après les régions naturelles, une autonomie administrative et foncière donnée à chacune de ces régions permettraient à ces qualités de s'exercer et feraient de ces paysans les meilleurs artisans ou instruments de la paix macédonienne.

Au point de vue économique, la prospérité du pays dépend d'une série d'immenses travaux : multiplication des voies ferrées et des routes de terre (1), aménagement et développement des ports, assèchement des marais, reboisement des montagnes. Non seulement de tels travaux accroîtraient la production et

(1) A ce point de vue, un réseau routier considérable sera laissé en Macédoine par les armées belligérantes.

l'échange, mais ils diminueraient l'insalubrité et feraient disparaître le paludisme.

La Macédoine étant avant tout agricole, un intérêt capital pour elle serait l'établissement d'un bon régime foncier. Nous avons déjà signalé ce point en étudiant les populations slavo-macédoniennes, et montré comment pourrait se substituer au régime actuel du « tsi-flik » celui de la grande propriété ou de la propriété paysanne.

Avoir la sécurité, la possibilité de tirer parti des ressources et de la situation de leur pays, le droit pour chaque nationalité de parler sa langue, de pratiquer son culte, de vivre et d'élever ses enfants selon ses mœurs, telles sont les aspirations des Macédoniens. On voudra bien les reconnaître modestes autant que légitimes. Pour les satisfaire, il faut avant tout un partage de la Macédoine, aussi définitif que possible, ne prétendant point se fonder sur des raisons ethniques et assurant des débouchés à chaque région. Une bonne organisation régionale et foncière compléterait l'œuvre.

DEUXIÈME PARTIE

LA MACÉDOINE ET L'EUROPE

DEUXIÈME PARTIE

LA MACÉDOINE ET L'EUROPE

Si l'on aborde la question de Macédoine de l'extérieur, du point de vue non plus de ses habitants mais des nations étrangères qui la convoitent ou se la refusent mutuellement, deux grandes catégories d'intérêts apparaissent comme engagées.

Ce sont d'abord ceux des trois Etats balkaniques, des bénéficiaires du traité de Bucarest : Bulgarie, Serbie, Grèce.

Ce sont ensuite et surtout, les intérêts de l'Europe proprement dite, c'est-à-dire des six grands Etats qui y font ou y faisaient la loi : France, Angleterre, Allemagne, Autriche, Italie, Russie.

Le début de cette étude a montré quel rôle

ont joué dans le passé ces grands intérêts et combien leur choc, sur ce point spécial, a contribué au déchaînement du conflit actuel.

Il s'agit de déterminer ce qu'ils sont à l'heure présente (1918) et comment ils parleront, sans doute, quand la voix du canon se sera tue.



CHAPITRE PREMIER

LA MACÉDOINE ET LES NATIONS BALKANIQUES

I. — La Bulgarie.

Des trois Etats balkaniques la Bulgarie a en Macédoine les appétits les plus vastes et les plus intenses. Elle les a servis avec le plus d'âpreté, d'énergie et d'esprit de suite. Cela tient à ce que la question macédonienne est pour les Bulgares la question nationale la plus grave, on pourrait dire, l'unique question nationale.

La Bulgarie, née en 1878 du traité de Berlin, à la place de la grande Bulgarie qu'avait voulu le traité de San Stéphan (1), était l'Etat le plus faible du monde, et avait l'existence la plus pré-

(1) La Bulgarie, au traité de San Stephano, comprenait, à peu près toute la Macédoine et la Vieille Serbie, ne laissant à la Grèce que la vallée de la Vistrica et rien à la Serbie.

caire. La Turquie, sa suzeraine, se montrait pour elle une formidable voisine. D'autre part la Russie libératrice considérait son affranchie comme sa sujette et comme l'instrument de son influence dans les Balkans.

Deux tâches se dressaient donc devant la jeune nation : achever de se rendre indépendante, et grandir. Les deux choses liées d'ailleurs : pour être libre il fallait d'abord être plus grande et plus forte. Or s'accroître, la Bulgarie ne le pouvait, ne le peut encore que vers le Sud et l'Ouest, vers le centre du Balkan, vers la Macédoine (1). Celle-ci offrait de vastes territoires où l'émigration bulgare pouvait s'étendre. Elle offrait aussi un renfort de population fort appréciable en qualité et en quantité, d'une assimilation facile par suite des ressemblances ethniques, de dialecte et de mœurs.

Cette conquête était favorisée par les propres vertus du peuple bulgare, peuple prolifique, laborieux, militaire, possédant une bourgeoi-

(1) Sauf en ce qui concerne la Dobroudja.

sie farouchement patriote, énergique et capable, un clergé dévoué à la cause nationale ; pour coordonner et utiliser ces forces, la monarchie bulgare.

Fort différents sont les deux princes qui successivement poursuivirent cette œuvre ; le noble Alexandre de Battenberg (1), l'habile Ferdinand de Cobourg. Un même idéal guide pourtant ces deux étrangers : laisser la Bulgarie plus libre, plus prospère, plus puissante qu'ils ne l'ont trouvée. Au-dessus des querelles de partis, des turpitudes d'un parlementarisme fort bas, avec des moyens et un succès différents, mal armés l'un et l'autre et à grand'peine, ils surent incarner l'intérêt bulgare, rallier autour de leur trône tous ceux que cet intérêt animait.



L'étude de la Macédoine nous a montré ce qu'y furent, ce qu'y sont encore l'action et la

(1) Alexandre de Battenberg, élu prince de Bulgarie en 1879, abdiqua en 1886 à raison des difficultés que sa brouille avec la Russie avait soulevées.

propagande bulgare. Elle nous a montré le rôle de l'église, de l'école, des sociétés patentes ou secrètes, des bandes armées ; les facilités que donnent à cette propagande un mouvement constant d'immigration, une communauté de langue, de travail et de mœurs avec une grande partie de la population. A la tête de cette action, des associations privées : l'organisation intérieure à Sofia, l'organisation extérieure à Salonique.

Le Gouvernement se tenait à l'arrière-plan ; tantôt encourageant, tantôt retenant, avouant ou désavouant, atteignant l'un après l'autre, avec lenteur et prudence, une série d'objectifs précis.

Ce fut dès 1885, sous le sceptre d'Alexandre de Battenberg, l'annexion de la Roumélie Orientale, malgré l'opposition de la Russie. Puis, dans les débuts du règne de Ferdinand I^{er}, la dictature de Stambouloff, par des moyens d'ailleurs fort brutaux, libère le pays des influences et des intrigues russes. Ce résultat obtenu, la conscience nationale affermie, un ordre poli-

tique et administratif établi, le prince laisse renverser puis tuer son ministre. Il se rapproche de la Russie et de la Turquie, se fait reconnaître par elles (1).

Les insurrections macédoniennes éclatent en 1902. Les comités et les bandes bulgares ravagent le malheureux pays ; mais le gouvernement de Sofia, sentant que l'heure n'est pas venue, n'appuie pas ouvertement la révolte, se range aux côtés de la Russie et de l'Autriche pour demander l'application de l'article 23 du traité de Berlin. En 1904, il souscrit au programme de Mürsteg et s'engage, en échange de son exécution, à ne pas favoriser les comitadjis.

Survient la révolution turque, dont l'Autriche profite pour s'annexer la Bosnie et l'Herzégovine (octobre 1908). La Bulgarie, qui, pour l'occasion a lié partie avec la monarchie des Habsbourg, s'érige le 5 octobre 1908 en royaume

(1) Ferdinand de Cobourg, élu prince de Bulgarie par le Sobranié sans le consentement du Sultan, contre le gré de la Russie qui déclara son avènement illégal, ne fut reconnu par l'une et l'autre qu'en 1896.

indépendant. Sa libération officielle est achevée. La Turquie devant cette coalition se contente de protestations platoniques.

La décomposition du régime jeune-turc, la guerre italo-turque (1911), la nécessité de prévenir dans les Balkans l'action austro-allemande, font juger au gouvernement bulgare l'heure propice à la réalisation de ses visées en Macédoine. Sur son initiative se crée l'Alliance balkanique, puis sous le patronnage russe, sont conclus successivement en 1912 les traités bulgaro-serbe et bulgaro-grec. A vrai dire l'idée de partager la Macédoine avec ses deux alliés ne souriait nullement à la Bulgarie. Aussi dans ses discussions avec la Serbie, soutient-elle d'abord l'idée de l'autonomie macédonienne, cette autonomie impliquant l'intégralité. Il y avait de fortes chances pour qu'une Macédoine indépendante tombât un jour tout entière, comme l'avait fait jadis la Roumélie Orientale, entre les mains des Bulgares. En présence d'un bénéfice immédiat et limité d'une part, de perspectives lointaines, mais plus étendues de

l'autre, la politique de Sofia inclinait pour les secondes. L'opposition de la Serbie à cette manière de voir, l'urgence de conclure l'alliance firent seules consentir les Bulgares à un projet de partage. Partage il est vrai à peine ébauché. Aucune convention précise sous ce rapport avec la Grèce. A la Serbie on abandonnait éventuellement, si le Tsar l'exigeait, un morceau de la Macédoine du Nord : les régions d'Uskub et de Strouga.

Tout fut d'ailleurs remis en question, après la défaite turque, lorsqu'à la demande des Serbes de reviser le traité de 1912, les prétentions territoriales excessives des Hellènes amenèrent la rupture de l'alliance balkanique. La Bulgarie, pour avoir toute la Macédoine, s'en remit, par une attaque brusquée, au sort des armes, (30 juin 1913). Il lui fut contraire et ne lui livra du pays convoité qu'une portion infime.

Affreuse déception d'un prince et d'un peuple qui d'étapes en étapes, avec un succès constant, avaient marché vers un but et, au moment de l'atteindre, le voyaient échapper ! Après un

immense effort militaire, des victoires retentissantes, après Kirk-Kilissé et Lulé-Bourgas, ils se voyaient dépouillés et humiliés par le traité de Bucarest (octobre 1913). Ils ne vécurent plus que pour réparer ce désastre.

Deux voies leur furent ouvertes, à cet effet, quand éclata la guerre européenne. Ils pouvaient s'allier à l'Entente et pour prix de leur concours obtenir à leur profit une révision du traité de Bucarest. Des négociations eurent lieu dans ce sens et la Serbie consentit, dit-on, d'importants sacrifices. Cette revision pourtant ne pouvait être que partielle ; elle ne donnerait certainement pas à la Bulgarie ce qu'elle voulait : la totalité de la Macédoine.

La seconde solution consistait à lier partie avec les Empires centraux et les promesses de ceux-ci étaient nécessairement plus larges. La Bulgarie, dans cette alliance, pouvait se tailler sur les Serbes la part qu'elle voudrait. L'accord des Austro-Allemands et de la monarchie hellène imposait sans doute des limites aux appétits bulgares du côté de la Macédoine grec-

que. Pourtant l'abandon de la région de Kavalla, par les troupes du roi Constantin, semblait indiquer que là encore le gouvernement de Sofia aurait une satisfaction moins relative.

Le terrible revers de la médaille était pour la Bulgarie de se faire l'instrument des ambitions allemandes en Orient. Après avoir lutté avec tant d'acharnement et d'habileté contre les tentatives d'hégémonie russe ; après avoir conclu en 1912 l'alliance balkanique pour faire échec aux visées germaniques (1), c'était la plus folle inconséquence, la pire erreur que d'ouvrir au *Drang*, la route de Constantinople et celle de Salonique. Quels motifs, après des tergiversations réelles ou simulées, ont poussé le gouvernement bulgare à prendre néanmoins ce dernier parti ? Peu de personnes à l'heure actuelle le savent sans doute. La proclamation assez cynique du tsar Ferdinand à son peuple doit ce-

(1) Le traité Serbo-Bulgare du 29 février 1912 et la convention militaire du 29 avril suivant prévoient expressément la résistance armée des deux Etats à toute tentative de l'Autriche sur la Macédoine ou l'Albanie.

pendant indiquer le principal : La Bulgarie, dans l'été 1915, après le recul des armées russes, après l'échec de l'expédition des Dardanelles, a cru à la victoire des Austro-Allemands. C'est pourquoi elle a joué sa destinée à leur côtés.



Destinée qui peut sembler fort compromise. En cas de défaite : ruines des espérances bulgares en Macédoine. En cas de victoire : les Allemands maîtres des Balkans. Point d'expansion dans le premier cas, point d'indépendance dans le second.

Est-il certain pourtant que ce dilemme se pose d'une façon si impérieuse ? La victoire incontestable d'un des deux partis n'amènera sans doute pas l'écrasement absolu de l'autre. Dès lors l'organisation européenne qui suivra la paix ne sera ni si définitive ni si rigide, qu'aucune nation n'y puisse, suivant l'expression de Maurras, « manœuvrer et grandir ». Or c'est une tâche dans laquelle la Bulgarie

s'est toujours montrée supérieure, étant aussi ferme dans ses desseins que souple dans leur exécution. Les volte-face lui ont toujours été coutumières. Que le Germanisme trompe son espérance, ou que, ayant tiré de lui ce qu'elle en attendait, elle n'en voie plus que les dangers, il ne saurait compter sur sa fidélité. Pour opérer de façon plus ou moins décente un changement de politique, le régime parlementaire a des ressources infinies, et si la couronne est trop compromise dans un sens, un changement de prince est toujours possible sans qu'il soit même nécessaire de remplacer la dynastie. L'avenir s'ouvre pour la Bulgarie, plein de tribulations et d'incertitudes. Mais s'ouvrira-t-il plus clair pour elle lorsque, prise entre le tsar et le Sultan, elle était, en plus dévorée par l'anarchie intérieure ? Peut-on juger irrémédiables les grandes fautes qu'elle a commises entre 1913 et 1915 ? Pour les réparer, n'a-t-elle pas toujours la valeur économique et militaire de son peuple, la patience et l'habileté de ses gouvernants ?

II. — La Serbie.

« La Serbie, étouffée, au Nord et à l'Ouest,
« par un puissant voisin qui est devenu maître
« de la Bosnie-Herzégovine, cherche en vain à
« se dégager de son étreinte. Exclue des pays
« serbes où l'appelait sa destinée historique,
« elle essaie aujourd'hui de se rejeter sur les
« pays bulgares. Cette politique insensée et désespérée est la conséquence du traité de Berlin. »

Ainsi s'exprimait, en 1885, un écrivain ami des Serbes comme de tout autre pays slave (1). M. Victor Bérard, qui leur est également favorable, ne traitait pas en 1890, avec beaucoup plus d'indulgence leurs prétentions en Macédoine (2). Le livre de M. Goptchevitch (3) qui le premier les exposa, lui inspirait des réflexions plutôt humoristiques.

(1) Louis Léger : La Bulgarie.

(2) Victor Bérard : La Turquie et l'Hellénisme contemporain.

(3) Goptchevitch : Macedonien und alt Serbien.

Ces jugements sévères ne sont pas tout à fait exacts. Les ambitions de la Serbie en Macédoine ne sont, en somme, ni plus ni moins justifiées que celles des Bulgares ou des Grecs. Les raisons historiques ou ethniques qui les appuient en valent bien d'autres et les populations malléables des régions de Monastir et du Vardar s'accommoderaient aussi bien, nous l'avons vu, d'être gouvernées de Belgrade que de Sofia ou d'Athènes. Il est par contre absolument vrai que ces ambitions sont de date récente et qu'elles ont pris la place d'autres ambitions déçues.

Jusqu'au traité de Berlin, les regards de la Serbie se tournent vers l'Ouest et le Nord. Elle veut obtenir l'accès à l'Adriatique qui, seul, peut la soustraire à la domination économique de l'Autriche et de la Turquie. Pour n'être pas à la merci de ces deux formidables puissances, il lui faut *aussi* s'accroître. Elle le peut en s'étendant vers les pays Yougo-Slaves voisins : la Bosnie et l'Herzégovine, le sandjak de Novi-Bazar. Ces régions appartiennent à la Turquie. Elles sont donc susceptibles d'être, dans un

temps plus ou moins long, rattachées à la chrétienté et l'Etat serbe est tout qualifié pour représenter celle-ci. D'autres Yougo-Slaves, ceux du Banat, de Slavonie, de Croatie sont soumis à la couronne d'Autriche. Prétendre les arracher à une telle puissance peut paraître téméraire. Aussi la Serbie n'a-t-elle de ce côté que des espérances fort lointaines.

En 1876, la Serbie alliée au Monténégro entra en guerre avec la Turquie, en déclarant s'annexer la Bosnie. Ce fut le prélude et le motif de la grande guerre russo-turque à laquelle mit fin le traité de San-Stephano. Ce dernier donnait seulement aux Serbes une rectification de frontière du côté de la Bosnie et de la région de Mitrovitza.

Le traité de Berlin intervint et rendit Mitrovitza à la Turquie. La Serbie reçut en échange Nisch que le traité de San-Stephano avait attribué à la Bulgarie. Ce fut la première application de cette théorie des compensations qui devait jouer un rôle si néfaste dans la vie nationale serbe.

Mais le traité de Berlin portait un coup beaucoup plus terrible aux espérances de la Serbie. Il confiait à l'Autriche l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine, ainsi que l'occupation du sandjak.

Le gouvernement serbe jugea une attitude de protestation inutile et le roi Milan Obrénovich se fit, au contraire, le serviteur de l'Autriche. Il chercha à employer d'un autre côté les désirs d'expansion de son peuple et la force de son armée.

Il crut en trouver l'occasion en 1885, lorsque la Bulgarie s'annexa la Roumélie Orientale. Le prince serbe déclara que l'équilibre balkanique se trouvait détruit, et demanda pour le rétablir un morceau de la Bulgarie occidentale. La guerre s'ensuivit. Les troupes du roi Milan furent battues à Slivitza et celles d'Alexandre de Battenberg envahissaient la Serbie, lorsqu'une intervention autrichienne les arrêta. La paix fut signée sans que la Serbie eût à subir autre chose que l'humiliation de la défaite.

Une longue période s'ensuivit pendant

laquelle le gouvernement serbe abdiqua toute action nationale. Tandis que pensionnés de l'Autriche, les deux derniers Obrénovich, Milan et son fils Alexandre traînaient à Belgrade leurs règnes sans honneur, les partis se disputaient le pouvoir. Seule une minorité patriote rêvait en silence une plus grande Serbie, et, comprenant quelle formidable barrière était la puissance autrichienne, portait ses regards au delà même de la vieille Serbie, vers la Macédoine.

Les ambitions vont vite quand aucun commencement d'exécution ne permet de mesurer les obstacles. Rien de plus facile pour un professeur ou un étudiant que de restaurer dans son esprit, au besoin même dans un livre, l'empire médiéval de Douchan. Puisque l'Autriche refusait l'accès à l'Adriatique, la Serbie atteindrait l'Egée, deviendrait maîtresse de Salonique.

A la suite du meurtre d'Alexandre I^{er}, en 1903, l'avènement de la dynastie des Karageorjevich change l'attitude des gouvernants. Le roi Pierre se voue entièrement à la cause nationale. Il assainit quelque peu l'atmosphère politique,

groupe autour de lui les éléments patriotes. L'attitude de servage envers l'Autriche disparaît. C'est vers la Serbie que se tournent les Slaves du Sud qu'animent des aspirations unitaires. Aussi le petit royaume devient-il l'objet d'une hostilité violente de la part de la monarchie autrichienne. Celle-ci voit en lui à la fois un soutien de ses sujets révoltés et un obstacle à sa marche vers l'Égée. Mais ni les menaces, ni les mesures de répression contre le Slavisme, comme le procès d'Agram en 1908, ne découragent les Serbes. Ils savent la force de l'Autriche, mais ils voient peu à peu se dresser contre elle celle de la Russie, protectrice des Slaves, et ils comptent sur cet appui.

Une immense déception vient pourtant les frapper. En octobre 1908, après la révolution turque, l'Autriche s'annexe purement et simplement la Bosnie-Herzégovine et l'Europe la laisse faire.

La liquidation de l'Empire ottoman qui s'annonce peu à peu, apparaît alors comme un moyen de dédommagement. En 1912, pour l'af-

franchissement définitif des Balkans, le concours de la Serbie est indispensable ; il est donc juste qu'il soit rémunéré. Des pourparlers s'engagent sur ce point avec la Bulgarie ; après de longs débats, celle-ci consent à un partage éventuel qui attribue la Vieille Serbie à sa voisine, plus une portion des territoires situés au Sud, à déterminer par l'empereur de Russie.

Après la victoire balkanique, il semble que l'intérêt de la Serbie eût été de s'en tenir exactement aux termes de cette convention. Elle acquérait ainsi une portion de Macédoine qu'elle-même avait jugé suffisante. Cet accroissement, ayant été accepté par les Bulgares, laissait subsister l'accord entre les deux nations. L'alliance balkanique était maintenue et, comme cette alliance avait en partie pour objet de faire échec aux ambitions germaniques en Orient, la Serbie pouvait trouver en elle un appui sérieux dans la lutte contre l'Autriche.

Le gouvernement serbe crut pourtant pouvoir s'appuyer sur deux raisons pour demander la revision du traité de 1912.

C'étaient d'abord les accroissements obtenus par la Bulgarie dans la région d'Andrinople. Ces résultats n'avaient pas été prévus par la convention de 1912 et, comme le concours des armées serbes avait servi à les obtenir, il était juste que la Serbie en eût sinon sa part, du moins l'équivalent.

En outre, la Serbie, du fait de ses espérances déçues dans l'Ouest-Balkanique, prétendait à une compensation. L'Autriche et l'Italie s'opposaient à ce qu'elle eût un port sur l'Adriatique, exigeant pour l'en séparer une Albanie indépendante.

La Russie, qui s'entremet entre les deux alliées, se montrait favorable à la thèse serbe. Tout en reconnaissant qu'en droit strict la Bulgarie pouvait s'en tenir à l'application du traité de 1912, elle estimait que les services rendus par la Serbie, à la cause commune pendant la guerre, lui méritaient des avantages plus importants. Mais les Bulgares ne voulurent rien entendre. Le prétexte leur parut, au contraire, excellent pour revenir sur des concessions qu'ils

regrettaient et, pour ne pas le laisser échapper, ils se livrèrent sur l'armée serbe à l'aggression du 16/29 juin 1913.

La seconde guerre balkanique fut un triomphe pour la Serbie. Le traité de Bucarest lui donna en Macédoine bien au delà de ce que lui promettait la convention de 1912. Sa frontière méridionale passa au Sud de Monastir. Ce traité semblait donc marquer une heure magnifique dans l'histoire serbe. En réalité, il était le prélude et le motif des pires catastrophes. En plus de son terrible adversaire du Nord, la Serbie s'était attaché au flanc un ennemi que l'intérêt et l'orgueil blessés rendraient implacable (1).

Lorsqu'en 1914, l'Autriche et l'Allemagne eurent décidé de briser à jamais le slavisme balkanique en anéantissant la Serbie, celle-ci leur tint victorieusement tête, et battit sur le Rudnik de formidables armées impériales. Elle ne succomba, en 1915 devant une attaque plus terrible

(1) La Serbie avait, il est vrai, pris contre le retour offensif de la Bulgarie l'assurance de l'alliance grecque. L'expérience a montré la valeur de cette garantie.

que les autres, que lorsque les Bulgares la frappèrent dans le dos. Elle connut alors la pire destinée qui peut atteindre une nation, l'invasion totale de son territoire. Son souverain et son armée durent chercher refuge sur le sol étranger.



Le désastre de la Serbie peut donc être attribué en grande partie à sa politique macédonienne, laquelle a reposé sur une erreur fondamentale.

Cette erreur a consisté, non pas, je le répète, à revendiquer des territoires auxquels la Serbie pouvait prétendre aussi bien que la Bulgarie ou la Grèce, mais à établir entre ces revendications, et l'état des affaires serbes dans la question Yougo-Slave, un rapport absolument faux. Plus la Serbie au Nord et à l'Ouest se heurtait brutalement à l'Autriche, plus elle se rejetait vers le Sud et se heurtait alors aux Bulgares. C'était la conduite d'un homme, qui pressé par un ennemi, et prêt à défaillir, rassemblerait ses

dernières forces pour attaquer un autre adversaire. L'expression de M. Léger n'est pas trop forte lorsqu'il qualifie une pareille politique d'insensée.

Il eût fallu, selon la sagesse, agir de façon exactement opposée. L'action serbe au Sud ne devait pas être en raison inverse des résultats obtenus au Nord, mais en raison directe. Une Serbie assez forte pour tenir tête à l'Autriche, une Yougo-Slavie de sept ou huit millions d'habitants pouvait faire, à son gré, de l'impérialisme en Macédonie. La petite Serbie du traité de Berlin ne le pouvait pas sans une folle imprudence (1).

Et ce qui est vrai dans le passé, le sera dans l'avenir. La Serbie renaîtra de ses ruines ; mais ses destinées sont incertaines. Ne sera-t-elle qu'un petit Etat indépendant, en marge de la

(1) En adoptant cette politique si périlleuse les Serbes comptaient, il est vrai, sur l'appui de la Russie et partant de ses alliés. Elle considérait la grande nation slave comme une mère indulgente qui grondait de temps en temps son enfant terrible, mais ne lui laisserait pas subir de sérieux dommages. Les événements ont fait justice de cet excès de confiance

grosse masse des Slaves du Sud, rattachée à la couronne d'Autriche ? Ou bien deviendra-t-elle le noyau d'une grande Yougo-Slavie ? C'est une question que, peut-être, la paix prochaine ne réglera pas encore et qui, dès lors troublera longtemps l'Europe. Mais ce qu'on peut affirmer, c'est qu'une Serbie qui s'étendrait au Sud du Char-Dagh sans avoir réalisé sur la Serbie autrichienne de sérieux accroissements, sans apporter dans les Balkans le poids d'une masse d'hommes formidable, ne sera qu'un Etat d'existence précaire. Elle possèdera assez de territoires pour exciter les convoitises, et pas assez de force pour les défendre.

III. — La Grèce.

Depuis la création de l'Etat grec en 1832, la politique hellène a reposé sur une idée fort simple, devenue populaire sous le nom de « Megale Idea » : la Grande Idée.

Elle consistait à affranchir du joug ottoman et à annexer au royaume tous les territoires

réputés hellènes, depuis les rivages de l'Asie Mineure jusqu'à l'Épire, depuis la Crète jusqu'à la Macédoine.

Nous avons vu quelles étaient les prétentions grecques sur cette dernière, et quelle vigoureuse lutte l'Hellénisme y a menée, non seulement contre le régime turc, mais contre l'influence bulgare. Nous avons vu quel appui les Grecs du royaume ont donné dans cette lutte à leurs frères de Macédoine. Le succès ne répondait point du reste à ces efforts et, depuis le milieu du xix^e siècle, l'influence grecque en Turquie d'Europe reculait lentement, mais reculait.

Un premier essai de conquête par les armes eut lieu en 1897. À dire vrai, la Grèce montra dans cette aventure autant de légèreté que d'imprudence. Malgré une insurrection qu'elle avait appuyée, elle n'avait pu obtenir de l'Europe l'annexion de la Crète, celle-ci devait devenir autonome sous la suzeraineté ottomane. Le sentiment national blessé, l'opinion publique exaltée exigeaient une compensation que le gouvernement n'osa refuser. Malgré les avertissements

des puissances protectrices, la guerre fut déclarée à la Turquie. En quelques semaines, les armées grecques étaient battues. Le traité de Constantinople qui survint le 9 novembre 1897 (1) ne modifia pas du reste la frontière gréco-macédonienne. Les Turcs restituèrent la Thessalie qu'ils avaient conquise.

Les guerres balkaniques de 1912-1913 furent l'occasion d'une éclatante revanche. La Grèce en s'alliant à la Bulgarie et à la Serbie, n'avait fait aucune stipulation précise sur le partage éventuel des territoires macédoniens. Mais le succès de ses armes lui permit du moins d'en occuper rapidement une très grosse part. Tandis que les Bulgares refoulaient les Turcs à Kirk-Kilissé, à Lulé-Bourgas, que les Serbes les battaient à Kumanovo, les troupes grecques pénétraient facilement de Thessalie en Macédoine et presque sans coup férir arrivaient à

(1) Ce traité de Constantinople organisait l'autonomie crétoise sous un gouverneur général qui fut le prince Georges de Grèce, second fils du roi. Il imposait à la Grèce une assez lourde indemnité de guerre.

Salonique qui capitula le 8 novembre 1912. Par contre, la résistance turque fut vigoureuse en Epire. Janina ne tomba entre les mains des Grecs qu'au printemps 1913.

Dans la seconde guerre, les Grecs, après l'échec des Bulgares devant Guevgueli, s'emparèrent de Sérès, de Demir-Hissar, de Strumitza et commencèrent à remonter la vallée de la Struma. En même temps, ils s'approprièrent tout le littoral jusqu'à la Maritza.

Le traité de Bucarest maintint à peu près à l'Etat hellène ses conquêtes, c'est-à-dire toute la Macédoine méridionale. Il laissait donc planer la menace d'une revanche bulgare. Mais contre cette revanche, la Grèce se trouvait beaucoup mieux prémunie que la Serbie. Elle n'était pas, en effet, pressée sur une autre frontière par un ennemi formidable et pouvait par conséquent, compter lutter à armes égales avec son adversaire du Nord-Est.

La « Grande Idée » était donc réalisée en Macédoine : l'attitude grecque ne devait plus être de ce côté que conservatrice.

Mais la politique hellène, pour être saine, doit s'inspirer aussi d'un autre principe que la « Megale Idea ». Réunir à l'Etat d'Athènes de nouveaux territoires serait une œuvre fort illusoire si cet Etat n'était pas lui-même indépendant. Or, il cesserait de l'être si une grande nation quelconque s'assurait l'hégémonie de l'Est Méditerranéen, supprimait la liberté de la mer, de cette mer dont vivent les Hellènes et qui unit entre elles leurs diverses colonies. Aussi la Grèce, a-t-elle toujours vu avec une certaine défiance les visées, en Orient, de la Russie, l'une pourtant de ses puissances protectrices. A plus forte raison, pouvait-elle craindre, dès qu'ils se révélèrent, les appétits germaniques, le *Drang nach Osten*. Ce *Drang*, d'ailleurs, menaçait directement ses nouvelles possessions, les convoitises autrichiennes portant, de façon précise, sur Salonique.

Ceci, dès le début de la grande guerre, devait pousser la Grèce à se ranger aux côtés de l'Entente. C'était l'opinion des patriotes grecs, celle en particulier du ministre Venizelos, de

l'homme d'Etat crétois qui avait relevé la Grèce du désastre de 1897 et préparé le succès de 1912-1913. Mais à cette simple et grande politique s'en opposait une autre : celle du roi, laquelle s'inspirait directement de Berlin. Les motifs de cette dernière attitude sont assez mal connus. Il est probable que des raisons de famille, la peur des coups, l'argent allemand se combinaient pour l'inspirer dans une mesure difficilement appréciable.

C'est cette seconde politique qui, cependant, l'emporta jusqu'au printemps 1917. Non seulement la Grèce demeura neutre avant l'entrée en scène de la Bulgarie, mais, en dépit d'un traité formel, elle laissa cette dernière écraser la Serbie. Les forts de Rupel, les villes de Sérès, Drama, Kavalla, furent livrés sans résistance aux troupes bulgares. Aux armées alliées débarquées à Salonique furent opposées sournoisement mille difficultés. La connivence de la Cour d'Athènes et des empires centraux apparut si marquée que, dans l'été 1916, un parti hellène conduit par Venizelos fonda à Salonique un

gouvernement provisoire coopérant avec l'Entente. Au mois de décembre, un odieux guet-apens fut organisé à Athènes qui coûta la vie à une centaine de marins français. Ce ne fut pourtant que six mois après, lorsque la révolution russe eût privé le roi Constantin de l'appui qu'il trouvait à la Cour de Pétrograd, que l'Entente se décida à une action énergique. Le roi fut contraint d'abdiquer en faveur de son second fils et Venizelos fut porté au pouvoir. L'unité hellénique fut reconstituée et la politique du royaume remise dans ses voies nationales.

Cette politique en ce qui concerne la question macédonienne ne peut avoir que deux issues. La première, est de récupérer et de conserver la plus grande partie possible des territoires attribués à la Grèce par le traité de Bucarest. La seconde est d'établir dans les Balkans et dans l'Orient méditerranéen, un ordre international qui assure l'indépendance grecque et la liberté des mers. Cette seconde solution est évidemment de beaucoup la plus importante et c'est à

elle que doit au besoin se subordonner la première.

Ces deux objectifs et leur dépendance réciproque apparaissent avec une telle évidence qu'il semble impossible qu'aucune fâcheuse nuée parvienne désormais à les obscurcir.

IV. — Le Conflit balkanique.

Le conflit des trois Etats balkaniques au sujet de la Macédoine, apparaît, étant données leurs prétentions respectives, comme parfaitement insoluble.

Le traité de Bucarest a satisfait la Serbie et la Grèce, la Bulgarie s'en estime cruellement lésée. Le maintien du traité laisserait donc subsister dans toute son âpreté la rancune bulgare ; rancune que le temps ne saurait désarmer ; rancune redoutable par la valeur du peuple et de l'Etat bulgare. D'autre part, les prétentions de la Bulgarie, s'étendant à la Macédoine entière, ne sauraient être satisfaites que par le sacrifice complet de celles de ses deux rivales. Une révi-

sion partielle du traité, une cote mal taillée, mécontenterait les trois Etats au lieu d'un seul ou de deux.

Il ne paraît pas possible de trancher la question en justice. Nous avons vu dans la première partie de cette étude que le principe des nationalités (à supposer que ce principe représente la justice), est pratiquement inapplicable dans la solution de la question de Macédoine; inapplicable aussi l'idée d'un plébiscite macédonien. Quant aux droits historiques, ils sont à peu près les mêmes chez les trois nations. Il est certain que la Macédoine a été hellène pendant l'antiquité et une partie du moyen âge. Mais l'Empire serbe d'Etienne Douchan n'est pas non plus un mythe et, tandis que l'état byzantin s'effondrait, il a connu des heures glorieuses. Les titres bulgares sont plus récents, mais par là même plus faciles à poser. Après un dernier siècle de lutte contre le Turc, la Bulgarie libérée que reconnut le traité de San-Stephano n'était pas la petite Bulgarie d'à-présent. Elle comprenait toute la Macédoine. Rétrécie par le traité de Berlin, elle

n'a cherché depuis qu'à recouvrer ses vraies frontières.

Si le Balkan était séparé du reste de l'Europe, si ses affaires n'intéressaient que les Etats balkaniques et si ces derniers n'avaient point de regards au dehors, la Macédoine serait dans la péninsule un éternel sujet de conflit, un éternel champ de bataille. Jamais son sort ne serait réglé. Les vainqueurs de la veille seraient toujours les vaincus du lendemain et inversement.

Dans les trois Etats balkaniques se trouvent, en effet, le même idéal commun d'indépendance et le même désir particulier de s'assurer une suprématie en Macédoine.

Le Germanisme vient heurter ces deux aspirations. Les Balkaniques devraient donc tout d'abord s'accorder pour lui faire échec puis s'entendre pour faire prédominer leur idéal commun sur leurs désirs particuliers.

Jusqu'ici, malheureusement, les accords furent éphémères et décevants et les solutions, des cotes mal taillées.

Le seul espoir d'une solution, digne des légi-

times aspirations en cause, vient de ce que les affaires balkaniques n'intéressent pas seulement les peuples des Balkans mais l'Europe toute entière. C'est donc du dehors que le règlement de l'indépendance de ces peuples doit venir, ainsi qu'un frein et qu'un ordre à leur désir d'expansion. Cet ordre, il faudra le leur imposer, et c'est seulement quand ils sauront ne pouvoir le briser qu'ils se décideront à en reconnaître les avantages.



CHAPITRE II

LA MACÉDOINE ET LES GRANDS ÉTATS

Nous avons, au début de cette étude, retracé les phases et marqué les coups de la terrible partie jouée par les puissances de l'Europe dans les Balkans et plus particulièrement en Macédoine.

Deux gigantesques convoitises se sont levées tour à tour : celle des Tsars, celle de l'empire allemand, ce dernier entraînant dans son jeu la vieille monarchie des Habsbourg. Toutes deux voulaient se frayer vers l'Egée des routes exclusives, puis de Salonique, de Constantinople, dominer l'Orient méditerranéen, commander les chemins de l'Asie.

La politique d'équilibre franco-anglaise s'est mise en travers de ces desseins. Son moyen de les rompre était le suivant : constituer, maintenir dans la péninsule, un état indépendant,

assez fort pour la garder, pas assez pour y jeter le fondement d'un impérialisme oriental.

L'Empire turc semblait prédestiné à ce rôle. Aussi, en 1878, le sauva-t-on des Russes, posait-on le principe de son intégrité comme une barrière aux ambitions moscovites. Mais quand à ces dernières se furent substitués les appétits allemands, le procédé échoua. Le Kaiser ne prétendait plus chasser le Sultan, il le voulait son ami et son vassal. L'Allemagne s'insinuait lentement en Turquie et la Révolution de 1908 affermit son influence.

Les nations de l'Entente et la Russie qui s'était jointe à elles après un vague projet de Macédoine autonome internationalisée, crurent qu'une fédération des nations balkaniques, patronnées par elles, pourrait faire pièce au *Drang* et remplacer les Ottomans. Leur méprise fut cruelle : au lieu d'une fédération, on eut un effroyable champ clos. Dans les Balkans chrétiens du traité de Bucarest, le pangermanisme, appuyé sur la rancune bulgare et la neutralité hellène, entraît plus facilement que dans les

Balkans turcs. Pour sauver la Macédoine des Allemands, il fallait que les alliés y missent leurs armées.

C'est à ce point du conflit qu'il nous faut examiner les positions des adversaires.

I. — La Macédoine et les Empires Centraux

Les procédés de domination germaniques se sont, au cours de cette guerre, dessinés assez clairement : il s'agit de ne laisser subsister autour d'une Allemagne compacte, hérissée d'armes, que des Etats faibles, divisés, faciles à terroriser ; dans cette masse molle s'enfonceront les ongles de l'Empire. Au delà, comme des ouvrages avancés, des vassaux fidèles. Aux Balkans, le fidèle tout désigné sera la Bulgarie ; prolongeant la Hongrie, rejoignant la Turquie, elle tiendra en respect, au Nord les Roumains, au Sud-Ouest les Yougo-Slaves ; pour l'attacher à sa fonction, il faut lui faire goûter de la chair des uns et des autres, de façon qu'elle leur soit une ennemie inquiète et irréconciliable. Aussi lui a-t-on donné une partie de la Dobroudja ;

de même compte-t-on lui donner la Macédoine serbe, au besoin un morceau de Vieille Serbie et d'Albanie ; de la Macédoine grecque, elle aura ce qu'elle tient déjà : les régions de Drama et Kavalla, peut-être Salonique. Il est à remarquer d'ailleurs qu'agrandir plus ou moins la Bulgarie, au détriment du royaume hellène, n'a, au point de vue allemand, qu'un intérêt relatif ; si le Germanisme était maître du cœur des Balkans, la Grèce, impuissante à lui résister, tomberait de gré ou de force, sous sa dépendance. Il est même probable que le Kaiser installerait à Athènes un gouvernement à sa dévotion ; une répartition de territoires entre la monarchie constantinienne et celle des Cobourg ne serait donc en somme qu'une affaire intérieure de l'Empire.

Un nouvel amalgame d'Etats souverains, d'Etats vassaux, de provinces serves, couvrirait ainsi l'Europe, et, de la mer du Nord à l'Egée, couperait l'Orient de l'Occident. Et la formidable barrière pourrait facilement, du Sud-Est, se prolonger par Constantinople et Bagdad jus-

qu'au Golfe Persique. Par la possession de Salonique, la Méditerranée orientale deviendrait un lac allemand, commandant le passage de Suez, la route maritime des Indes : ainsi tout le Levant, serait contenu entre les deux terribles mandibules.



Depuis le début du siècle, la politique de l'Autriche-Hongrie, dans les Balkans, s'est si bien rapprochée de celle de l'Allemagne, qu'on les pourrait croire confondues. Il est permis pourtant de se demander si cette identification est aussi complète qu'elle le paraît, et, dans ce cas, quelles sont les raisons qui l'ont amenée.

La monarchie allemande a tout fait pour exciter en Orient les ambitions autrichiennes. Bismarck voulait consoler par là les Habsbourg de leur hégémonie perdue sur le monde germanique. Plus tard, l'Autriche est apparue comme l'auxiliaire indispensable pour frayer les routes du *Drang*. Il fallait donc lui persuader qu'elle y trouverait son avantage, que ses débouchés,

par le Danube et l'Adriatique, étaient insuffisants, qu'elle étouffait loin de la mer libre, que Salonique lui était indispensable.

Cet impérialisme a pu séduire certains hommes d'Etat et une partie de l'opinion ; mais lorsqu'elle n'a été mue que par ce ressort, la politique orientale de la monarchie danubienne n'a pas montré, il faut le reconnaître, l'énergie et la décision que l'Allemagne eût espérées.

Le besoin de conquêtes et de débouchés commerciaux n'était ressenti par les sujets de François-Joseph et par la couronne elle-même, que d'une façon très relative. En revanche, ils savaient fort bien qu'une poussée vers la Méditerranée profiterait nettement aux intérêts germaniques, accentuerait l'ingérence allemande dans les affaires autrichiennes. Ceci n'était pas pour leur plaire, surtout aux Magyars. Aussi, jusqu'au début du ^{xx}^e siècle, l'Autriche-Hongrie agit-elle dans les Balkans avec beaucoup de prudence et de modération. C'est ainsi qu'en 1897, elle s'entendit avec la Russie pour l'application loyale en Macédoine

des réformes promises par l'article 23 du traité de Berlin et pour le maintien du statut territorial établi par ce traité. Cet accord avec Pétersbourg marquait évidemment une grande indépendance vis-à-vis de Berlin.

Si cette attitude a changé, si l'Autriche s'est donnée corps et âme à l'Allemagne, ce n'est pas, semble-t-il, qu'elle se soit convertie au pangermanisme. Les raisons de cette transformation s'expliquent assez clairement par l'évolution d'une question déterminée : la question yougoslave.

Alors que la préoccupation du Hohenzollern est d'étendre son empire, celle du Habsbourg est de garder le sien et de l'empêcher de se disloquer. Or, une des principales craintes de dislocation, pour mieux dire, la principale, lui vient de ses sujets slaves en général et des Slaves du Sud en particulier : Croates, Slovènes et Serbes de l'Empire. Ce danger sera d'autant plus redoutable que les dissidents trouveront un appui, un foyer de propagande vraiment nationaliste, chez un Etat voisin, formé de leurs

frères de race, en l'espèce chez l'Etat serbe. Tant que ce royaume fut tenu en laisse, sous le règne humiliant des Obrénovich, tourmenté par les querelles de partis, l'Autriche et la Hongrie vécurent tranquilles. Mais le réveil national qui suit à partir de 1903 l'avènement des Karageorgovich change la situation. Non seulement, la Serbie frémit, mais avec elle toutes les provinces slavonnes. Le démembrement imminent de l'Empire turc peut, d'autre part, renforcer le royaume serbe d'une partie des dépouilles ottomanes. Il est à craindre, dans ce cas, que les dépouilles austro-hongroises ne suivent plus ou moins vite, et l'alternative se pose pour l'Etat habsbourgeois de manger le Balkan yougo-slave ou d'être mangé par lui. Leur haine commune de la Serbie unit étroitement l'Autrichien et le Magyar et les jette, pour faire échec à la Russie protectrice de la Serbie, dans les bras de l'Allemand.

Forte de l'appui du Kaiser, l'Autriche entreprend l'écrasement de son adversaire. Elle essaie de la ruiner par une guerre douanière; elle ter-

rorise les Yougo-Slaves de l'Empire par des mesures policières, des emprisonnements, des pendaisons. Lors de la Révolution turque, pour couper court aux espérances serbes, elle s'annexe la Bosnie-Herzégovine sur laquelle le traité de Berlin ne lui avait reconnu qu'un droit provisoire d'occupation. Enfin, en 1914, l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand lui sert de prétexte pour une exécution définitive ; malgré l'attitude conciliante de la Serbie, elle déclare la guerre et après trois offensives brillamment repoussées par les Serbes, l'intervention bulgare de 1915 permet l'invasion complète du royaume.

L'Autriche aurait donc entièrement réalisé ses buts de guerre dans les Balkans si la situation actuelle (juin 1918) pouvait être considérée comme définitive

Heureusement, il n'en est rien.

II. — La Macédoine et l'Entente.

Des trois grands Etats qui, en 1914, entrèrent en guerre et qui, sur la question d'Orient

comme sur tout autre, firent cause commune, Angleterre, France, Russie, la dernière s'est suicidée au cours de la lutte.

Par contre, une autre nation s'est jetée dans la lice : l'Italie. Il convient de voir si le cours des événements n'a pas modifié les points de vue anglo-français et quelles sont les espérances apportées par la nouvelle alliée.

**

Etre maîtresse absolue de la Méditerranée, tenir ainsi la route des Indes, a été pendant tout le XIX^e siècle le but avoué de l'Angleterre. Pour y parvenir elle a occupé successivement les grands points stratégiques : Gibraltar, Malte, l'Egypte et, comme Carthage, elle a couvert la mer d'immenses escadres. Les positions qu'elle ne pouvait tenir elle-même : les Détroits, Salonique, elle a voulu du moins qu'ils n'appartinssent à aucun autre empire, mais à un Etat secondaire, incapable de s'en faire un instrument de suprématie.

L'intensité de la menace allemande avait peu

à peu amené le gouvernement anglais à une politique moins orgueilleuse et moins exclusive. Il avait compris qu'en Orient, comme ailleurs, l'Angleterre ne pouvait lutter seule contre le germanisme. Dès lors, il fallait moins chercher à s'assurer la prééminence de la Méditerranée que s'entendre avec la France, la Russie, l'Italie pour en garantir la liberté. C'est ainsi que la maîtrise navale y fut abandonnée aux escadres françaises ; l'Angleterre avait les siennes dans l'Océan. Au début de la guerre l'occupation de Constantinople par la Russie fut acceptée pour la même raison.

Pendant la lutte, l'Angleterre a su faire face aux deux courants de la poussée Allemande vers l'Orient. En Mésopotamie, elle a arrêté la marche de l'ennemi vers le golfe Persique. Aux Dardanelles, puis en Macédoine, elle s'est jointe à ses alliées pour garder les rives de l'Egée.

Il est évident qu'à moins de perdre le bénéfice de cet effort, elle ne saurait conclure une paix qui n'établirait pas d'un côté comme de l'autre de solides barrages. L'effondrement

russe rend cette nécessité plus impérieuse que jamais. Si les ambitions moscovites étaient dangereuses, elles avaient du moins l'avantage de faire équilibre à celles de Berlin. Grâce à elles l'emprise germanique ne pouvait avoir en Orient qu'une situation toujours menacée. Actuellement, au contraire, l'Allemagne maîtresse de Salonique et de Constantinople, commanderait Suez et régnerait sans trouble sur les chemins d'Asie. Eviter cette éventualité est pour l'empire oriental anglais une question de vie ou de mort. Il faut en particulier que l'Angleterre occupe la Macédoine et la défende contre l'Allemagne ou qu'elle y établisse une force capable de le faire pour elle.

★★

Les intérêts français dans les affaires balkaniques apparaissent moins nettement que ceux de l'Angleterre. On a même été porté parfois à les qualifier de secondaires ; certains se persuadent malaisément qu'ils valent la peine d'un effort politique et militaire sérieux. De là les

critiques provoquées par nos interventions aux Dardanelles et en Macédoine qui rappellent le mot de Louis XV : « S'occupe-t-on des écuries quand la maison brûle ? » Encore Louis XV parlait-il des colonies, tandis que dans le Levant la France ne possède pas de territoires, mais seulement des intérêts économiques, une influence intellectuelle et religieuse.

Il est facile de répondre que ces avantages séculaires sont fort loin d'être méprisables. Une situation commerciale sur les grands comptoirs méditerranéens vaut un nombre respectable de kilomètres carrés de brousse africaine. Un rayonnement moral sur l'Orient chrétien ou musulman, vaut la domination effective de quelques populations soudanaises. Surtout le Français, comme l'Anglais, a besoin de communiquer librement avec la mer des Indes, avec l'Extrême-Orient où se trouve une des plus belles parties de son domaine colonial, Madagascar, l'Indo-Chine, où s'ouvrent d'immenses débouchés à son activité, à ses capitaux et à ses produits.

La France cependant, depuis la fin du XVIII^e siècle ne pouvait pas plus espérer dominer la Méditerranée qu'aucune autre mer. Les épuisantes guerres de la Révolution et de l'Empire avaient à la fois réduit son territoire européen et détruit la suprématie de son pavillon. Toute la politique française consista dès lors à sauver ce qu'elle pouvait de la liberté maritime. Elle essaya d'entraver le pouvoir grandissant de l'Angleterre, sans succès d'ailleurs. Dans les mers levantines l'occupation de l'Égypte acheva de donner à l'Empire britannique le contrôle des routes d'Orient. La France protesta longtemps puis au début du XX^e siècle s'allia à sa rivale pour faire face au péril commun, le péril allemand.

Une question se pose naturellement : puisque la Méditerranée orientale n'était pas libre avant la guerre, qu'importe aux Français qu'elle soit anglaise ou qu'elle devienne allemande ? A cela on peut répondre que dans l'avenir l'Angleterre peut difficilement prétendre à son ancienne suzeraineté, car en Orient, pas plus qu'ailleurs,

elle ne pourrait seule tenir tête à l'Allemagne. La France neutre ou hostile, les masses germaniques se ruant librement sur le chemins du « Drang », il n'y aurait bientôt plus en Asie et dans l'Afrique du Nord, un pouce de terre britannique, il n'y aurait plus de Malte à Aden, un mille carré où un vaisseau anglais puisse voguer librement. Sa souveraineté, l'Angleterre ne peut donc la garder qu'en la partageant : cette ancienne dominatrice devient par la force des choses un champion de la liberté.

Un Orient allemand, au contraire, serait pour la France une chose terrible, mille fois plus terrible que ne pouvait l'être ou le devenir un Orient anglais. La perte de l'influence française dans le Levant, les routes vers l'Asie, l'Afrique Orientale et l'Océanie coupées, les colonies orientales perdues ne seraient qu'un des aspects du danger et le moindre. Ce qui serait plus désastreux encore, ce serait de voir le formidable empire qui presse la France sur ses frontières de l'Est, se prolonger au Sud, menacer le bassin occidental de la Méditerranée, les posses-

sions africaines. Ce ne serait plus de Dunkerque à Belfort qu'il faudrait craindre le redoutable voisin, ce serait sur terre et sur mer, jusqu'au centre africain.

La cruelle faute commise en laissant se faire l'unité allemande, on la renouvellerait, et plus dangereuse encore, en permettant l'unité de l'Orient sous le sceptre des Kaisers.

Or c'est dans le Balkan que doit, en grande partie, se décider l'affaire. C'est un des points principaux où la poussée allemande doit être arrêtée.

★★

Les intérêts franco-anglais dans l'affaire Macédonienne se sont donc, au cours de la guerre, extrêmement rapprochés, identifiés presque. Et la force des choses ayant enlevé à l'Angleterre ses prétentions d'hégémonie orientale, ces intérêts se confondent, en somme avec ceux de l'Ordre international. Les deux alliées représentent la cause de la liberté des mers et des grands chemins du monde, la cause de l'équilibre mondial.

Le point de vue italien est-il exactement le même ? Une étude très pénétrante (1) a clairement exposé les objectifs de l'Italie lorsque, sortant de la neutralité après avoir rompu avec la triple alliance, elle est entrée en guerre aux côtés de l'Entente. Ces objectifs en Orient sont les suivants : s'assurer la maîtrise de l'Adriatique, libérer le « poumon gauche » opprimé par la domination autrichienne sur les rives illyriennes, dalmates, voire albanaises : assurer et développer la pénétration italienne dans le Levant. Pour les atteindre, il faut d'abord occuper ce qu'il est possible des côtes orientales de la mer des Doges. Il faut aussi, et cela est capital, empêcher l'existence, dans la péninsule balkanique, d'Etats forts, susceptibles de faire échec aux prétentions latines à la fois sur l'Adriatique et sur l'Archipel. Aussi l'Italie s'est-elle toujours montrée sur ces rivages non seulement ennemie de l'Autriche, mais rivale de la Serbie et de la Grèce. A quoi bon exclure le Hongrois

(1) Jacques Bainville : *La Guerre et l'Italie*, 1915.

et l'Allemand, si l'Hellène et le Slave doivent dominer à sa place. La politique romaine s'est donc jointe à celle de Vienne en 1913, pour empêcher qu'un débouché sur la mer fût accordé aux Serbes. En Albanie méridionale, en Epire, elle a fait échec aux prétentions grecques.

Il est évident que la grande Bulgarie, touchant aux trois mers, trouverait en elle un adversaire déterminé. Ce que rêverait l'Italie, c'est un Balkan « équilibré, » partagé entre plusieurs Etats secondaires, dont aucun ne pût lui porter ombre.

Ceci, il faut le dire tout de suite, est en opposition avec la politique franco-anglaise, avec la grande politique d'équilibre qui veut au contraire dans les Balkans une puissance forte. Seulement l'Italie, pas plus que tout autre Etat, n'est en mesure de réaliser ce qui lui paraît théoriquement la meilleure des Europes. Il lui faut choisir entre les « Europes possibles » la moins mauvaise.



CHAPITRE III

L'ORDRE INTERNATIONAL ET LA QUESTION DE MACÉDOINE

Les attitudes respectives des Etats européens dans l'affaire de Macédoine se peuvent donc résumer ainsi :

Une nation de proie, l'Allemagne, veut la maîtrise de l'Orient. La possession de la Macédoine étant un des meilleurs moyens d'assurer cette maîtrise, il faut que l'Allemagne l'exerce ou la fasse exercer par des gens à elle.

Trois puissances d'équilibre, France, Angleterre, Amérique, veulent au contraire (et elles y sont les premières intéressées) la liberté de la Méditerranée orientale, des routes d'Europe qui y aboutissent et des routes d'Asie qui s'y amorcent. Elles entendent empêcher à tout prix la constitution d'un empire germain du Levant. Ceci implique l'établissement au centre du Bal-

kan d'une force susceptible de le garder, pas assez redoutable cependant pour s'attribuer une hégémonie orientale.

Entre ces deux grandes politiques simples, l'une dans sa brutalité, l'autre dans sa sagesse et sa loyauté, se place celle des autres Etats engagés dans la question balkanique. Ceux-là sont guidés par des idées plus incertaines, tiraillés par des intérêts plus divers.

Du côté Allemand, l'Autriche-Hongrie, que la vision d'un colossal empire germanique laisserait assez froide, s'est pourtant faite la complice des ambitions du Hohenzollern, par crainte du slavisme tchèque ou serbe.

La Bulgarie, passionnée d'indépendance, a accepté la vassalité germanique pour acquérir contre le Grec et le Serbe la prépondérance balkanique que lui avait value la paix de Bucarest.

Du côté de l'Entente, l'Italie sent que ses désirs de maîtrise de l'Adriatique et d'expansion méditerranéenne ne peuvent se concilier avec le triomphe du pangermanisme. Mais elle re-

doute aussi toute puissance, même moyenne, qui pourrait se lever en Orient.

La Grèce est menée par trois grands intérêts : sauvegarder son indépendance, achever l'affranchissement de l'Hellénisme en Orient, et conserver le plus possible des territoires macédoniens que le traité de Bucarest lui a attribués. Depuis son entrée en guerre elle n'a pas eu à choisir entre ces points de vue : elle s'est débarrassée de l'empire germanique et a défendu en même temps celles de ses conquêtes que le Bulgare n'avait pas occupées.

Quant à la Serbie elle a cherché avant tout à vivre, à respirer et, dans un lointain entrevu, à réaliser l'unité et l'indépendance yougo-slave. Pour compenser des espoirs déçus elle s'est tournée vers la Macédoine et n'y a trouvé que ruine et misère. Il lui faut devenir libre d'abord et obtenir un accès à la mer. Toute autre préoccupation doit céder devant celle-là.

★★

De ces intérêts entremêlés celui qui doit primer tous les autres est évidemment l'intérêt

d'équilibre représenté par les trois grands Etats de l'Entente. Il se confond en somme avec l'intérêt de l'Ordre International devant lequel doivent s'incliner les revendications particulières de chaque Etat, même lorsqu'elles n'ont rien en elles-mêmes d'illégitime, à plus forte raison quand elles ne sont qu'appétit de brigandage.

Ce principe d'équilibre est sans doute fort contesté, et le Président Wilson, notamment, a prononcé contre lui d'illustres paroles. On lui oppose l'idée d'une organisation internationale fondée sur le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et garantie par une autorité supra-nationale. Ainsi le petit pourrait vivre sans crainte à côté du grand, le faible à côté du fort.

En réalité, il n'est pas démontré qu'une Fédération universelle garantirait à tous une égale justice, ne deviendrait pas au contraire un instrument entre les mains des plus puissants et des plus nombreux. La condition des petits et des moyens Etats serait alors atroce puisqu'ils n'auraient plus aucun moyen de défense. Une semblable organisation apparaît d'ailleurs com-

me hypothétique, lointaine. Si avant elle la paix du monde n'est pas assurée par une autre méthode qui ne peut plus être que le vieux procédé d'équilibre, l'ordre international risque fort de sombrer à jamais dans la plus sanglante anarchie. Enfin, la Société des Nations aura d'autant plus de chances d'être juste que le contrat qui la créera sera fait entre puissances de force à peu près équivalente.

Il faut reconnaître que les plus grosses difficultés que rencontre la politique d'équilibre, lui viennent des revendications des nationalités. Mais dans l'affaire de Macédoine cet obstacle n'existe pas. Nous avons vu qu'un partage à base soi-disant ethnique, non seulement ne répondrait à aucun besoin des populations macédoniennes, mais ne pourrait être pour ces dernières qu'une source de misères. Quant aux trois Etats balkaniques, dans ledit partage il leur est légitime de soutenir leurs intérêts, mais aucun d'eux ne peut faire valoir de droit véritable sur aucune partie du territoire convoité.

Assurer l'équilibre du Levant et la liberté des

mers orientales en établissant dans les Balkans, une force de résistance à la poussée germanique doit donc être, dans la mesure où le sort des armes le permettra, le but essentiel des alliés. Les revendications particulières de certains d'entre eux, si intéressantes soient-elles, ne doivent passer qu'après.



CONCLUSION

LES SOLUTIONS DE LA QUESTION MACÉDONIENNE

CONCLUSION

LES SOLUTIONS DE LA QUESTION MACÉDONIENNE

Les intérêts des Macédoniens et ceux des Etats européens ont été successivement examinés, classés dans chaque catégorie suivant leur légitimité et leur importance.

Il y a lieu maintenant de les mettre chacun à leur rang dans une hiérarchie unique dont les bases ont été indiquées au début de cette étude.

Le grand intérêt national de l'équilibre européen vient en tête : établissement dans les Balkans d'un Etat ou d'Etats vigoureux capables de résister aux poussées des puissances centrales.

Puis se classent les besoins réels des peuples macédoniens : un statut territorial de la Macédoine définitif ne reposant pas sur les nationa-

lités ; le bénéfice pour l'ensemble du pays de sa position géographique et pour chaque région de débouchés certains ; une organisation à base régionaliste favorisant la solidarité économique des habitants tout en garantissant la liberté des races et des religions ; la mise en valeur des pays macédoniens dotés d'un bon régime foncier.

Enfin, ceci satisfait, il est naturellement du rôle de l'Entente de rechercher le plus d'avantages directs possibles pour la Serbie et la Grèce, ses alliées.

L'intérêt européen primant les autres c'est évidemment par rapport à lui que devront être cherchées et appréciées d'abord les solutions possibles de la question macédonienne. Nous examinerons ensuite comment et dans quelle mesure, ces solutions peuvent s'adapter à la satisfaction des autres intérêts.

★★

Le statut territorial établi en 1913 par le traité de Bucarest était un des plus propres à

détruire toute espèce d'équilibre européen oriental. Partageant presque toute la Macédoine entre la Serbie et la Grèce, il laissait une Bulgarie exaspérée et assez forte pour faire sentir son exaspération. Les deux autres Etats, alliés pour le maintien du traité, pouvaient sans doute lui tenir tête tant qu'elle serait seule. Mais il était évident que le jour où, par espoir de revanche elle se ferait la complice d'une agression venue du Nord, elle assurerait à cette dernière une victoire presque certaine. Tandis que la Serbie lutterait sur le Danube et la Drina, la Bulgarie, par la route relativement facile qui joint le bassin de Sofia à celui d'Uskub, pouvait se porter au cœur de ses territoires et la séparer en même temps de la Grèce. C'est ce qui est arrivé en 1915. Le gouvernement hellénique, manquant au traité de Bucarest, n'a pas soutenu son alliée. L'eût-il fait que la situation n'en serait pas moins demeurée très grave. La Grèce aurait eu, en effet, à supporter seule l'effort bulgare tout en maintenant sa liaison avec la Serbie ; les chances de succès devaient donc

se trouver très incertaines. Quant à une intervention occidentale, elle ne pouvait être que très tardive étant données les distances et la nécessité d'organiser une expédition par mer.

De fait, bien qu'elle se soit produite dans des conditions de rapidité inespérée, cette intervention n'a pu empêcher en 1915 l'invasion germano-bulgare de couvrir à peu près toute la Macédoine. C'est seulement l'année suivante que, par des prodiges de valeur, l'Entente en a reconquis une partie (novembre 1916).

Le traité de Bucarest, en compromettant la paix européenne, ne satisfaisait pas en somme les intérêts véritables de la Serbie ni de la Grèce, puisqu'il ne leur assurait qu'une possession très précaire, très menacée, des régions conquises.

Cette précarité devait également maintenir les Macédoniens dans une perpétuelle inquiétude. Le partage étant prétendu basé sur les nationalités, la Bulgarie, pour y faire échec s'efforçait de maintenir en Macédoine grecque ou serbe son influence, sa propagande. Cela obli-

geait la Grèce et la Serbie à une politique d'assimilation à outrance et d'expulsion des irréductibles. Les intérêts territoriaux étaient également défavorisés : Salonique perdait son arrière-pays, les provinces serbes séparées de l'Egée l'étaient également de l'Adriatique : la vallée de la Struma n'avait plus de sortie sur la plaine de Sérès.

★★

Le régime de 1913 ne saurait donc être conservé, toutes choses égales d'ailleurs, sans exposer à nouveau l'Europe à de terribles mésaventures. Pour que le partage établi par lui pût subsister il faudrait que les deux Etats qui en bénéficieraient : Grèce et Serbie, fussent renforcés de façon à pouvoir défendre le Balkan contre une agression du Nord, tout en tenant en respect l'hostilité bulgare. La Bulgarie par contre devrait être affaiblie aux dernières limites.

Ce dernier point est assez difficile à réaliser. En admettant même que la partie de Macédoine attribuée à la Bulgarie en 1913 lui soit retirée, elle ne perdrait guère de ce fait plus de 250.000

habitants, dont 125.000 Turcs, c'est-à-dire fort peu de chose sur une population de 4.600.000 âmes.

La Grèce du traité de Bucarest comprend environ 4.800.000 habitants. Les agrandissements qu'elle pourrait réaliser dans les îles et en Asie Mineure lui apporterait un surcroît de puissance sensible.

Mais une rupture d'équilibre décisive ne pourrait venir que du développement de la Serbie. Si cette dernière, agrandie des provinces yougo-slaves de l'Empire autrichien, rassemblait une masse à peu près homogène d'une douzaine de millions d'âmes, elle deviendrait, en Orient, le véritable point d'appui de l'équilibre européen. Unie à la Grèce, elle aurait le cas échéant d'assez grandes chances de pouvoir faire face à la fois au Nord et au Sud-Est (1). La constitution d'une « Grande Serbie » apparaît

(1) Etant bien entendu que l'alliance serbo-hellénique n'aurait pas à supporter seule tout le poids d'une attaque germanique, mais que les puissances d'équilibre en attireraient le principal effort sur d'autres champs de bataille.

donc comme une conséquence indispensable du statut macédonien voulu à Bucarest.

Cette solution satisferait évidemment les prétentions territoriales serbo-helléniques. Elle n'assurerait pourtant pas à la Grèce ni à la Serbie, surtout à cette dernière, un avenir serein. Menacées de front et de flanc, il leur faudrait toujours être sous les armes. La Bulgarie, bien qu'en état d'infériorité marquée, n'en serait pas pour cela négligeable. On a vu quel voisin inquiétant a été pour le puissant empire des Habsbourg le petit royaume serbe. Le petit royaume bulgare en serait un bien plus redoutable pour les deux autres Etats Balkaniques. Accroché à leurs flancs, non seulement il formerait un péril extérieur, mais sa propagande continuerait à agiter la Macédoine, son champ d'expansion naturel. Grecs et Serbes auraient ainsi chez eux, et peut-être pour des siècles, une question bulgare les astreignant à une perpétuelle vigilance.

Cette solution, bien entendu, continuerait de priver les populations macédoniennes de toute liberté de race, religieuse ou scolaire.

Par contre les intérêts territoriaux pourraient s'accommoder de ce régime. Les deux grandes routes internationales qui se croisent en Macédoine, devant fatalement être segmentées dans leurs parcours européens, peu importerait qu'elles le fussent dans les Balkans. La Serbie, par exemple, aurait tout intérêt à laisser la route allant du Nord à la Méditerranée traverser son territoire, puisqu'elle même en profiterait. La Grèce de même, puisque cette voie aboutissant à l'un de ses grands ports : Salonique, Volo ou le Pirée, en ferait la fortune. La Macédoine serbe, d'autre part, aurait sa sortie indépendante sur l'Adriatique. Seule la région de la Struma, privée de sortie sur le bassin de Sérès, souffrirait.

Voilà une première solution de la question macédonienne, celle vers laquelle s'oriente naturellement l'esprit et dont la victoire complète et certaine des alliés rend l'adoption vraisemblable.

Dans l'opinion interalliée, le meilleur sort que puisse avoir la Bulgarie vaincue est de n'être

pas démembrée, de rentrer dans ses frontières de 1913. Par contre la Serbie et la Grèce seraient récompensées de leur confiance, en se partageant la maîtrise des Balkans.

Mais, nous venons de le voir, ce régime serait loin de n'offrir que des avantages. Il exige, d'autre part, en faveur de la Serbie, un accroissement de forces qu'il ne sera peut-être pas possible de lui donner.

Une autre organisation balkanique peut-elle, dès lors, être envisagée ? A vrai dire on en découvre une, et une seule. Si l'ordre et la cohésion de la péninsule ne sont pas fondés sur une hégémonie serbo-grecque et un écrasement bulgare, l'unique moyen de l'assurer serait d'associer la Bulgarie à leur maintien, de refaire cet accord balkanique écroulé en 1913.

Cette solution ne peut évidemment se concevoir que si la Bulgarie, assagie par la défaite, ne subit pourtant pas un traitement propre à rendre sa condition insupportable. Sans aller jusqu'à satisfaire les mégalomanes bulgares, une révision de frontières du traité de Bucarest

serait indispensable. Au Sud-Est la Bulgarie pourrait garder les régions de Sérès, Drama et Kavalla. A l'Ouest les frontières bulgaro-serbes seraient celles qu'avaient fixées les conventions de 1912 et que la Serbie considérerait alors comme tout à fait avantageuses.

La Serbie s'étendrait sans conteste jusqu'au Kara-Dagh. Pour l'attribution du bassin d'Uskub, l'arbitrage des puissances alliées remplacerait celui du Tsar avec avantage.

La Bulgarie ainsi traitée se rallierait-elle sans arrière-pensée à la politique d'équilibre ? Il y a de fortes chances pour qu'elle le fasse. Ses aspirations satisfaites, son principal souci deviendrait, celui de son indépendance, et l'impérialisme germanique deviendrait son principal ennemi. Il le serait d'autant plus que les Bulgares ont senti depuis deux années ce qu'était la domination de l'Allemand et comment se payait le concours d'un pareil allié. Installée au cœur du Balkan, la Bulgarie en deviendrait la gardienne naturelle, la Serbie l'encadrant au Nord-Ouest, la Grèce au Sud-Est. Il se produi-

rait ainsi une sorte d'équilibre spontané, les trois Etats n'ayant plus d'intérêts contradictoires et ayant en commun celui de leur liberté respective.

Il serait d'ailleurs, je crois, inutile qu'une convention spéciale d'alliance reliât entre eux les trois peuples, s'ils peuvent arriver à vivre sans occasion de conflit. Une confédération répugnerait à leurs caractères et à leurs desseins, chacun d'eux poursuivant les buts que lui assignent des destinées complètement différentes de celles des autres. Qu'importe à la Grèce la Bosnie et l'Herzégovine ? Qu'importent à la Serbie et à la Bulgarie le Dodécanèse et Chypre ? En réalité, une confédération balkanique ne peut se concevoir qu'entre Etats purement balkaniques : or, si la Bulgarie l'est complètement, la Grèce et la Serbie ne le sont qu'en partie. Toutes deux débordent la péninsule et ce n'est même plus là que, si elles grandissent, doit se trouver le centre de leurs vies nationales. Une convention librement conclue par Athènes, Belgrade et Sofia, serait une base bien fragile pour y appuyer la paix européenne.

Cette paix ne saurait être sérieusement garantie que si le statut balkanique était établi et garanti par un traité européen passé entre les grands Etats et auquel adhéreraient séparément les puissances balkaniques. Chacune de ces dernières saurait que, pour maintenir ce statut, elle trouverait derrière elle les fondateurs et les garants de l'ordre européen. Ainsi, leur faisceau se trouvera-t-il formé de lui-même pour la défense de l'équilibre oriental.

Cette solution a l'avantage de ne pas préjuger de celle d'aucune autre question, de la question yougo-slave, par exemple. Qu'il existe une grande Serbie, la masse de résistance balkanique se trouvera accrue. Elle serait encore suffisante si cette grande Serbie n'existait pas. Le principal obstacle à un tel régime proviendrait des prétentions macédoniennes de la Serbie et de la Grèce. Mais il y a lieu de remarquer que les sacrifices de ces deux Etats pourraient être largement compensés par d'autres acquisitions territoriales. Pour la Grèce ce seraient des avantages en Asie Mineure et dans l'Archipel. Pour

la Serbie ce serait cet accès à l'Adriatique si nécessaire et si désiré.

Et surtout Grecs et Serbes auraient ce grand soulagement d'être délivrés de l'inquiétude bulgare, d'avoir en Macédoine des frontières assurées, de n'être plus détournés de leurs véritables objectifs nationaux par la nécessité de garder des territoires de possession précaire et à l'intérieur desquels s'exercerait l'action constante de l'ennemi. La Serbie surtout ne risquerait plus continuellement d'être poignardée dans le dos.

Restent les intérêts des Macédoniens. Il est incontestable qu'un partage de la Macédoine sur les bases qui viennent d'être indiquées, sanctionné à la fois par un accord balkanique et par la garantie des grands Etats vainqueurs de la lutte actuelle, aurait au maximum le caractère définitif, et libérerait les populations de l'incertitude sanglante où elles ont vécu jusqu'ici. Reposant sur des *nécessités européennes* et non sur des théories ethniques, ce partage permettrait à chaque Etat intéressé de laisser sur

son territoire la plus grande liberté aux cultes, aux langues, aux écoles ; la mise en valeur du pays serait également facilitée par la possibilité d'employer dans toute la Macédoine l'élément bulgare, le plus apte dans l'avenir à promouvoir son développement agricole, à faire l'éducation du paysan macédonien.

La question des débouchés est plus compliquée, les provinces occidentales devenues bulgares devant se trouver séparées de la mer comme elles l'étaient par le traité de Bucarest. Mais il faut remarquer qu'étant à la croisée de deux routes internationales dont il est bien probable qu'elles auraient la jouissance et sur lesquelles il pourrait leur être accordé un régime de faveur, elles se trouveraient ainsi reliées aux côtes de la Bulgarie.

Achever l'œuvre du traité de Bucarest, en assurant dans les Balkans l'hégémonie serbo-grecque, en affaiblissant aux dernières limites la force bulgare ; faire au contraire concourir cette force au maintien de l'équilibre oriental : voilà les deux grandes solutions que peut appor-

ter l'Europe à la question macédonienne. Elles ont toutes deux leurs avantages, leurs inconvénients et leurs risques. C'est le propre des affaires humaines de ne rien pouvoir comporter d'absolu et de définitif. Leur valeur respective ne sera pas, d'ailleurs, l'unique motif de choisir entre elles. Les événements militaires, l'attitude de la Bulgarie au cours de la guerre, peuvent faire pencher vers l'une ou l'autre. Ce qu'il est permis de dire, c'est qu'entre elles il ne paraît pas y avoir de voie moyenne. Un régime qui, comme le traité de Bucarest, mettrait une Bulgarie mécontente et redoutable, en face d'une Grèce et d'une Serbie rassasiées, mais insuffisamment fortes, ne pourrait que maintenir l'anarchie balkanique et macédonienne.

Florina, le 22 septembre 1918.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	I
INTRODUCTION — La question macédonienne, ses données, son histoire	I
PREMIÈRE PARTIE. — La Macédoine et les Macé- doniens	37
CHAPITRE I. — La race disputée : Le paysan ma- cédonien	40
I. — La nationalité macédonienne	40
II. — Le paysan et la terre.	44
III. — La Famille macédonienne, sa vie so- cialle et religieuse	53
IV. — Le paysan, l'Eglise et l'Etat	65
V. — Les besoins du paysan	79
CHAPITRE II. — Les races en conflit : Bulgares, Serbes, Grecs.	87
I. — Les Bulgares	87
II. — Les Serbes	94
III. — Les Grecs	102
IV. — L'avenir de la lutte	121
CHAPITRE III. — Les races à l'écart : Valaques, Turques, Juifs	124
I. — Les Valaques	124

	Pages
II. — Les Turcs	133
III. — Les Juifs	155
CHAPITRE IV. — Les nationalités et la question de Macédoine	162
I. — Une attribution de la Macédoine selon les nationalités ne peut être qu'un men- songe.	162
II. — Ce mensonge serait nuisible aux nationalités	165
III. — Ce qu'il faut aux nationalités . . .	168
CHAPITRE V. — Le Pays macédonien et les in- térêts régionaux.	169
I. — La plaine de Salonique.	172
II. — La Macédoine occidentale : la vallée de la Vistrica, le plateau d'Ostrovo Kailar, le plateau de Monastir, les bassins de Presba et d'Ochrida	182
III. — La Macédoine du Nord : le moyen Vardar, le bassin d'Uskub	193
IV. — La Macédoine orientale : la plaine de Sérès, la vallée de la Strouma, la plaine de Drama, les bassins du littoral et la vallée de la Maritza	198
V. — Les intérêts régionaux	205
CHAPITRE VI. — Les vrais intérêts macédoniens.	209
I. — Les intérêts macédoniens et l'attri- bution de la Macédoine	209

	Pages
II. — Les intérêts macédoniens et l'organisation de la Macédoine	216
DEUXIÈME PARTIE. — La Macédoine et l'Europe.	223
CHAPITRE I. — La Macédoine et les nations balkaniques	225
I. — La Bulgarie	225
II. — La Serbie	236
III. — La Grèce	247
IV. — Le Conflit balkanique	254
CHAPITRE II. — La Macédoine et les grands États.	258
I. — La Macédoine et les Empires centraux	260
II. — La Macédoine et l'entente	266
CHAPITRE III. — L'Ordre international et la question de Macédoine	276
CONCLUSION. — Les Solutions de la question macédonienne	285

HT

B7544ma

581786

Bouchié de Belle, Edmond

...La Macédoine et les Macédoniens.

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET



